

TITRE V

DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

53 VICTORIA, CHAPITRE 31

Acte concernant le fonds de revenu et de placement d'éducation supérieure et amendant l'acte 51-52 Victoria, chapitre 13, intitulé : " Acte relatif au règlement de la question des " Biens des Jésuites "

[Sanctionné le 2 avril, 1890]

ATTENDU qu'il est décrété par les sections une à cinq, *Préambule.*
inclusivement, du chapitre 15 des Statuts refondus pour le Bas Canada, comme suit, savoir :

" FONDS DE REVENU ET DE PLACEMENT D'ÉDUCATION SUPÉRIEURE

" 1. Les biens et propriétés du ci-devant ordre des Jésuites, qu'ils soient en possession ou de réversion, y compris tous les deniers mis en fonds ou placés, ou qui seront mis en fonds ou placés comme formant partie d'iceux, et le principal de tous les deniers réalisés ou à réaliser par la vente ou commutation d'aucune partie desdits biens ou propriétés, sont par le présent affectés aux fins de cet acte, et constitueront un fonds qui sera appelé, Fonds de placement d'éducation supérieure du Bas Canada ; et ce fonds sera sous le contrôle et la régie du gouverneur en conseil pour les fins de cet acte, et sera censé désigné par les mots dit "fonds de placement", toutes les fois qu'ils se rencontrent dans cet acte. 19-20 V., c. 54 s. 1 ; S. R. B. C., c. 15, s. 1.

" 2. Les revenus et intérêts provenant dudit fonds de placement, c'est-à-dire :

" 1^o Les revenus et intérêts provenant à l'avenir des immeubles formant partie des biens des jésuites ou des deniers mis en fonds ou placés comme appartenant aux dits biens, ou de toute propriété, meuble ou immeuble, reversibles auxdits biens comme en formant partie,—les revenus et intérêts des placements faits ou à faire et des

“débentures maintenant possédés ou qui le seront à raison
“desdits biens ;

“2° La rente et les intérêts provenant des placements à
“faire sur et à même les deniers réalisés ou à réaliser pour
“les commutations qui sont ou seront effectuées dans les sei-
“gneuries qui forment partie desdits biens, ou sur et à même
“les deniers provenant de la perception de tous arrérages de
“revenus et intérêts et des dettes maintenant dues, formant
“partie desdits biens, et de tous les deniers qui, tenant lieu
“de tout droit seigneurial qui sera aboli ou commué, devien-
“dront, comme partie desdits biens, dus et payables en vertu
“de l'acte seigneurial de 1854, et de l'acte d'amendement
“seigneurial de 1855, ou en vertu de tout autre acte provin-
“cial qui est déjà, ou sera passé pour l'abolition ou la com-
“mutation des droits et devoirs féodaux dans le Bas Canada.

“3° Les revenus et intérêts provenant des placements à
“faire sur les deniers provenant de la vente d'aucune partie
“desdits biens, ou de la vente ou rachat d'aucune rente
“foncière ou rente constituée formant partie desdits biens, -
“formeront ensemble, avec les balances annuelles non
“dépensées et non réclamées du fonds des écoles communes
“du Bas Canada, et la somme qu'il est ci-après ordonné de
“payer annuellement à même le fonds consolidé du revenu
“de cette province, et toute somme qui sera prise à cette fin
“en aucune année à même le fonds des écoles du Bas
“Canada, un fonds qui sera appelé 'fonds du revenu d'édu-
“cation supérieure du Bas Canada' ; et ledit fonds sera
“censé désigné par les mots 'dit fonds du revenu', toutes
“les fois qu'ils se rencontrent dans cet acte. 19-20 V., c.,
“54, s. 2 ; S. R. B. C., c. 15, s. 2.

“3. Toutes les fois qu'il paraît au gouverneur en conseil
“que ledit fonds de revenu peut être augmenté par la vente
“et le placement du produit de la vente d'aucune partie des
“dits biens, ou de toute rente foncière ou rente constituée
“formant alors partie d'iceux, le gouverneur en conseil pourra
“ordonner que telle vente soit faite et prescrire que les
“deniers réalisés par cette vente soit placés en débentures
“provinciales ou autres effets, dont l'intérêt ou la rente
“annuelle formera partie dudit fonds de revenu. 19-20 V.,
“c. 54, s. 3 ; S. R. B. C., c. 15, s. 3.

“4. La somme de vingt mille piastres, à prendre sur le
“fonds consolidé du revenu de cette province, sera placée
“annuellement au crédit dudit fonds de revenu dont elle
“formerait partie, et sera affectée en conséquence ;—et s'il
“arrive que dans une année quelconque ledit fonds de
“revenu n'atteigne pas le chiffre de quatre-vingt-huit mille
“piastres, alors la somme qui sera nécessaire pour compléter
“celle de quatre-vingt-huit mille piastres, sera prise sur le

“ fonds des écoles communes du Bas Canada, et ajoutée au
 “ dit fonds de revenu pour cette année, comme en faisant
 “ partie. 19-20 V., c. 54, s. 4 ; S. R. B. C., c. 15, s. 4.

“ 5. Si, en aucune année, le montant entier dudit fonds
 “ de revenu n'est pas réparti, la balance non distribuée
 “ restera pour être distribuée plus tard, comme il est prescrit
 “ plus bas ; ou, si le gouverneur en ordonne ainsi, elle sera
 “ placée, et la rente ou l'intérêt du placement sera ajouté
 “ audit fonds de revenu, et le principal formera partie du
 “ dit fonds de placement. 19-20 V., c. 54, s. 6 ; S. R. B.
 “ C., c. 15, s. 5 ”.

Attendu que, depuis la passation de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 13, et l'entrée en vigueur des Statuts refondus de la province de Québec, il s'est élevé des difficultés au sujet de la somme de soixante mille piastres allouée à la minorité protestante de cette province, pour l'éducation supérieure, comme proportion équivalente de la somme de quatre cent mille piastres accordée en règlement des réclamations des biens des jésuites par ledit acte 51-52 Victoria, chapitre 13, et au sujet dudit fonds de revenu et de placement d'éducation supérieure ;

Attendu que le comité protestant du conseil de l'instruction publique, à son assemblée du 25 septembre, 1889, en réponse à une lettre priant le comité de donner une réponse explicite relativement à la manière dont il se proposait d'employer cette somme de soixante mille piastres, a résolu :

“ 1. Qu'en réponse à la lettre de l'honorable Premier,
 “ datée de Québec, 11 juin, 1889, priant le comité de donner
 “ une réponse explicite au sujet de la demande y contenue,
 “ nous déclarons être prêts à nous acquitter des devoirs qui
 “ nous incombent comme comité protestant du conseil de
 “ l'instruction publique, conformément à l'article 2203 des
 “ Statuts refondus de la province de Québec, et à administrer
 “ les fonds qui nous sont confiés par la Législature provin-
 “ ciale, pour l'éducation supérieure.

“ 2. Que, cependant, voyant avec appréhension toute
 “ législation mettant en péril les garanties qui existent pour
 “ soutenir l'éducation supérieure en cette province, et con-
 “ formément à la ligne de conduite adoptée par ce comité à
 “ son assemblée du 14 mai 1889, nous réitérons fermement
 “ notre demande priant le gouvernement de rétablir par une
 “ loi, le fonds aboli, suivant notre rapport portant la même
 “ date, et de replacer les biens des jésuites ou leurs revenus
 “ au fonds de placement de l'éducation supérieure ; et de
 “ rétablir aussi le fonds de revenu d'éducation supérieure,
 “ tel que constitué par l'acte de 1856.

“ 3. Que le principal inconvénient constaté par ce comité,
 “ au sujet de l'acte des biens des jésuites et de la somme de

“ \$60,000, dont il est question dans la lettre de l'honorable
 “ Premier, consiste dans le fait que l'allocation de cette somme
 “ est contenue dans un acte de la Législature qui, d'après
 “ autorités a été représenté comme rendant caduques les
 “ clauses de la loi d'éducation qui contiennent les garanties
 “ susdites.

“ 4. Ce comité désire attirer aussi l'attention du gouver-
 “ nement sur les observations contenues dans son rapport
 “ adopté le 14 mai, 1889, à l'effet suivant :

“ Les catholiques reçoivent un don gratuit de \$400,000
 “ ainsi que les droits du gouvernement sur la commune de
 “ Laprairie, tandis que les protestants reçoivent la permis-
 “ sion de distribuer l'intérêt provenant des \$60,000, sujet à
 “ l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

“ Nous soumettons de plus que la somme de \$60,000
 “ accordée par l'acte relatif au règlement de la question des
 “ biens des jésuites, est moindre que celle due aux protes-
 “ tants, proportionnellement à la population.

“ 5. C'est pourquoi nous demandons respectueusement
 “ que la législation nécessaire soit obtenue pour rétablir et
 “ continuer les garanties ci-dessus mentionnées en faveur de
 “ l'éducation supérieure en cette province et rencontrer d'ail-
 “ leurs les désirs de ce comité en cette matière, ci cela est
 “ possible, à la prochaine session de la Législature provinciale
 “ et qu'en attendant, l'intérêt soit accordé sur le capital de
 “ cette somme de \$60,000, depuis l'entrée en vigueur de
 “ l'acte relatif au règlement de la question des biens des
 “ jésuites.”

Attendu que le règlement auquel pourvoit cet acte 51-52
 Victoria, chapitre 13, a eu lieu, et que ladite somme de
 quatre cent mille piastres, avec intérêts à partir du treize
 août, 1888, a été payée conformément aux dispositions y
 contenues ;

Attendu que la lettre suivante a été envoyée au comité
 protestant du conseil de l'instruction publique :

“ CABINET DU PREMIER MINISTRE

“ PROVINCE DE QUÉBEC.

“ QUÉBEC, le 9 octobre, 1889

“ MY LORD,

“ Mes collègues et moi, avons examiné attentivement et
 “ avec le sentiment profond de notre responsabilité, la réso-
 “ lution du comité protestant du conseil de l'instruction
 “ publique, adoptée en sa séance du 25 septembre dernier,
 “ et qui nous a été communiquée par la lettre de Votre Sei-

“ gneurie, en date du 1er octobre courant, et je suis autorisé
“ à vous répondre comme suit :

“ 1. Je suis certainement très heureux d'apprendre que
“ les membres du comité protestant déclarent qu'ils sont
“ prêts à remplir les devoirs qui leur incombent et à admi-
“ nistrer les fonds placés entre leurs mains par la Législa-
“ ture provinciale, pour l'éducation supérieure. Je com-
“ prends, par cela même, qu'ils acceptent, au nom des pro-
“ testants de cette province, la charge publique qui leur est
“ imposée de distribuer les soixante mille piastres (\$60,-
“ 000.00) qui leur sont données par l'acte des biens des
“ Jésuites.

“ 2. Je comprends aussi que cette acceptation est faite
“ aux quatre conditions suivantes :

“ (a) Que le fonds de l'éducation supérieure qui existait
“ avant l'acte des biens des jésuites soit rétabli ;

“ (b) Que le comité protestant reçoive ces soixante mille
“ piastres (\$60,000.00) en capital, au lieu d'avoir le droit de
“ distribuer le revenu provenant du placement de cette
“ somme ;

“ (c) Que cette somme de soixante mille piastres (\$60,-
“ 000.00) soit augmentée, parcequ'elle n'atteint pas le mon-
“ tant dû aux protestants, proportionnellement à la popula-
“ tion ;

“ (d) Que l'intérêt de cette somme de soixante mille pias-
“ tres (\$60,000.00) coure depuis l'époque où l'acte de règle-
“ ment des biens des jésuites a été sanctionné, jusqu'au
“ moment du paiement.

“ 3. Avec votre gracieuse permission, My Lord, j'exami-
“ nerai séparément chacune de ces conditions.

“ ‘ (a) Que le fonds de l'éducation supérieure qui existait
“ avant l'acte des biens des jésuites soit établi ’.

“ 4. Le gouvernement n'a jamais eu l'intention de sup-
“ primer ce fonds et, par conséquent, nous ne pouvons avoir
“ la plus légère objection à recommander que la loi soit réta-
“ blie telle qu'elle existait avant la sanction de l'acte des
“ biens des jésuites, si cela est jugé nécessaire ; et pour
“ prouver à Votre Seigneurie l'exactitude de cette affirma-
“ tion et la sincérité de notre attitude en cette matière,
“ j'appellerai votre attention :—1o. sur l'extrait suivant d'une
“ lettre officielle que j'ai envoyée au cardinal Siméoni, en
“ réponse à une question faite exactement sur le même sujet ;
“ 2o. sur une lettre que m'a adressée M. Oliver, l'un des
“ greffiers en loi de la Législature et un des secrétaires de la
“ commission de refonte des statuts de la province, publiés
“ à la fin de l'année dernière ; et 3o. sur le texte même de
“ la section 4 dudit acte.

“ Voici ces documents :

“ 1.—Extrait d'une lettre envoyée au cardinal Siméoni, Préfet de la Sacrée Congrégation de la Propagande, à Rome, en date du 25 octobre, 1888 :

“ PREMIÈRE QUESTION

“ Le gouvernement de la province de Québec se propose-t-il de continuer à donner, à l'avenir, soit aux trois archevêques, soit aux cinq évêques du Bas Canada, soit encore aux Pères jésuites, les allocations accordées jusqu'à présent à l'éducation supérieure, même après avoir payé aux parties indiquées par le Saint-Père, la somme accordée par la loi de la dernière session, en règlement de la question des biens des jésuites? ”

“ Réponse.—Oui.

“ En vertu d'une ancienne loi, les revenus des biens des jésuites forment un fonds spécial d'éducation dont le montant, qui n'a guère varié depuis 1867, se trouve maintenant être de soixante-dix-huit mille quatre cent dix piastres (\$78,410.00) dont soixante-six mille deux cent quarante piastres (\$66,240.00) à la disposition des catholiques et douze mille cent soixante-dix piastres (\$12,170.00) à celle des protestants.

“ Le gouvernement se propose de laisser ce montant intact à la disposition du conseil de l'instruction publique.

“ Ce conseil est composé :

“ 1. *Ex officio* de tous les évêques catholiques romains de la province et d'un laïque catholique romain, nommé par le gouvernement pour chaque tel évêque.

“ 2. D'un certain nombre de protestants à la nomination aussi du gouvernement.

“ Le conseil ne se réunit que très rarement et seulement pour discuter des matières d'intérêt général sur l'éducation ; les affaires sont pratiquement réglées par deux comités séparés.

“ 1. L'un appelé ‘ comité catholique, ’ formé des évêques catholiques romains et des laïques catholiques romains, nommés comme dit et susdit.

“ 2. L'autre appelé ‘ comité protestant ’ formé aussi des protestants nommés comme dit et susdit, et d'un certain nombre de membres adjoints nommés par ce même comité.

“ Chaque comité siégeant séparément fait chaque année la distribution des sommes ci-dessus mentionnées, savoir :

“ 1. Le comité catholique, soixante-six mille deux cent quarante piastres (\$66,240.00) ;

" 2. Le comité protestant, douze mille cent soixante-dix piastres (\$12,170.00).

" Le document A, ci-annexé, fait voir comment cette somme de soixante-six mille deux cent quarante piastres (\$66,240.00) a été distribuée par le comité catholique cette année et l'an dernier, limitant les détails aux collèges classiques et mettant en bloc les sommes accordées aux couvents et autres institutions de moindre importance dans chaque diocèse. "

" DOCUMENT A

" Somme accordée par la Législature	
" de Québec pour l'éducation supérieure, pendant chacune des années 1886-7 et 1887-8.....	\$78,410.00
" Part revenant aux catholiques ...	\$66,240.00
" " " protestants ..	12,170.00
	<hr/>
Total	78,410.00
	<hr/>

.....

" 2.—Lettre de M. Theo. H. Oliver :

(Traduction)

" Québec, 4 octobre, 1889

" Honorable H. MERCIER,

" Premier,

" Québec.

" Monsieur,

" En réponse à votre demande de ce matin, j'ai l'honneur de vous exposer ce qui suit :

" Pendant la première partie de la dernière session, vous m'avez donné instruction, en ma qualité d'un des secrétaires de la commission de codification, de voir le Dr Cameron, M. P. P., et de lui dire pourquoi les sections 1 à 5 du chapitre 15 des Statuts refondus pour le Bas Canada n'avaient pas été insérées dans les Statuts refondus qui venaient d'être mis en vigueur. Je vous ai rencontré ainsi que le docteur dans la chambre de l'orateur et là, en réponse à votre question, si nous, (c'est-à-dire, Mr. Pariseau et moi) avions consulté quelqu'un avant de supprimer les sections en question, je vous ai dit que nous n'avions

“ consulté personne, attendu que nous nous considérons
 “ comme suffisamment autorisés à ce faire par les sections 6
 “ et 7 de l’acte 51-52 Vic., c. 13, mais que nous en avons
 “ parlé aux employés du bureau de l’instruction publique,
 “ qui nous ont répondu que ces sections étaient tombées en
 “ désuétude depuis nombre d’années.

“ J’ai l’honneur d’être,

“ Monsieur,

“ Votre obéissant serviteur,

(Signé) “ THEO. H. OLIVER,

“ Secrétaire anglais

“ de la Commission

“ de codification ”.

“ 3. La section 4 dudit acte décrète que l’intérêt des \$60,-
 “ 000.00 sera distribué en sus de toute somme maintenant
 “ accordée par la loi pour les fins de l’éducation supérieure
 “ de la province, et de la même manière ”.

“ Ces mots prouvent évidemment que notre intention n’était
 “ pas d’abolir le fonds d’éducation supérieure, ni d’enlever
 “ au comité protestant aucun des droits dont il jouissait alors,
 “ ni aucune somme d’argent qu’il recevait alors du gouver-
 “ nement.

“ (b) Que le comité protestant reçoive ces soixante mille
 “ piastres (\$60,000.00) en capital au lieu d’avoir le droit de
 “ distribuer le revenu provenant du placement de cette
 “ somme ”.

“ 5. Permettez-moi de vous offrir, My Lord, les observa-
 “ tions suivantes sur ce point, lesquelles seront, j’espère,
 “ trouvées satisfaisantes aussi :

“ Le bill en question porte le No 169, de la session de
 “ 1888, et a été introduit et lu pour la première fois le 28
 “ juin, et est basé sur les résolutions recommandées par Son
 “ Honneur le lieutenant-gouverneur. La quatrième réso-
 “ lution est ainsi conçue, (Journaux de l’Assemblée législa-
 “ tive, page 300) :

“ 4. A l’occasion de ce règlement, le lieutenant-gouver-
 “ neur en conseil pourra payer, à même tout argent public à
 “ sa disposition, une somme de soixante mille piastres aux
 “ différentes universités et maisons d’éducation protestantes
 “ et dissidentes de cette province, suivant le mode de distri-
 “ bution qui sera préalablement faite par le comité protestant
 “ du conseil de l’instruction publique ”.

“ Le 3 juillet, (page 311 des mêmes journaux), la procé-
 “ dure suivante a eu lieu :

“ L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill
“ relatif au règlement de la question des “ Biens des Jésuites ” ;

“ Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé
“ à un comité général de la Chambre.

“ *Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en
“ ledit comité.

“ “ La Chambre se forme, en conséquence, en ledit comité
“ et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'orateur
“ reprend le fauteuil, et M. Robidoux fait rapport que le
“ comité a examiné le bill, et l'a modifié.

“ *Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général,
“ soit maintenant pris en considération.

“ La Chambre procède, en conséquence, à la prise en con-
“ sidération de ce bill.

“ *Ordonné*, Que ce bill soit maintenant lu la troisième
“ fois.

“ Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

“ *Résolu*, Que le bill passe.

“ *Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil législatif,
“ et demande son concours.

“ Veuillez remarquer, My Lord, qu'un amendement, un
“ seul amendement, a été fait en comité général de la Cham-
“ bre, et que cet amendement consistait dans la suppression
“ de la section 4 déjà citée et dans son remplacement par la
“ section 4 suivante :

“ 4. Dès que ce règlement sera effectué, le lieutenant-gou-
“ verneur en conseil pourra payer, à même les fonds publics
“ à sa disposition, une somme de soixante mille piastres au
“ comité protestant du conseil de l'instruction publique,
“ somme dont le placement sera fait par ledit comité.

“ L'intérêt provenant de tel placement sera distribué
“ annuellement par le comité protestant, avec l'approbation
“ du lieutenant-gouverneur en conseil, aux institutions pro-
“ testantes d'éducation supérieure, en sus de toute somme
“ maintenant accordée par la loi pour les fins de l'éducation
“ supérieure de la province, et de la même manière.

“ Quand la première section 4 a été discutée devant le
“ comité, l'honorable Mr. Lynch m'a demandé de suspendre
“ la séance pendant quelques minutes, afin de permettre
“ aux membres protestants de la Chambre de se réunir dans
“ une pièce voisine, et de se consulter au sujet d'un amende-
“ ment à apporter à cette clause, la majorité des membres
“ protestants de la Chambre n'étant pas disposée à aban-
“ donner la distribution de ce capital au comité protestant
“ du conseil de l'instruction publique.

“ J'accédai très volontiers à cette demande. Les députés
“ protestants se retirèrent et revinrent, après une très courte

“ absence, avec un amendement, écrit par le révérend Mr. Rexford, secrétaire du comité protestant, sauf le mot *annuellement* en marge et qui était de l'écriture de l'hon. Mr. Lynch. Ce dernier me demanda si j'acceptais cet amendement, et sur mon consentement, il le proposa ; il fut adopté à l'unanimité. Cet amendement est exactement, mot à mot, la section 4 actuelle insérée dans les statuts.

“ L'original de cet amendement est encore en la garde de l'officier de la Chambre chargé de ce soin.

“ Ce que j'avance ci-dessus est corroboré par les trois documents suivants, marqués respectivement 1, 2 et 3 ; le premier est une lettre de M. Louis Delorme, greffier de l'Assemblée législative ; le second, un certificat de M. Charles A. Pariscault, greffier en loi, et le troisième, une lettre de l'honorable juge Lynch.

“ 1.—Lettre de M. Louis Delorme :

“ ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

“ QUÉBEC, 9 juillet, 1889

“ L'honorable H. MERCIER,

“ Premier Ministre de la province de Québec,

“ à Montréal.

“ CHER MONSIEUR,

“ J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre d'hier, par laquelle vous me demandez certains renseignements relativement aux procédés faits par l'Assemblée législative touchant le projet de Bill No 169, soumis au comité général de la Chambre dans la langue anglaise, comme suit : *Bill respecting the settlement of the Jesuits' Estates*.—Voir journal du 3 juillet 1888, page 311.

“ Comme vous pourrez le remarquer, monsieur le Premier, ce bill a été lu une seconde fois, amendé en comité, et lu une troisième fois le même jour, *nemine contradicente*, quoiqu'il eut subi un amendement et que notre pratique ordinaire soit de remettre la lecture de tout amendement fait à un bill à la séance suivante sinon à un autre jour.

“ Je dois ajouter qu'il a été fait en comité un amendement rédigé en langue anglaise. (Voir certificat du greffier en loi relativement à cet amendement et que vous trouverez ci-inclus). Cet amendement, d'après les informations que j'ai prises au département de l'Instruction publique, porte l'écriture du révérend M. E. I. Rexford, secrétaire protestant du département de l'Instruction publique, et a été inséré dans le bill, en comité général, à la demande de l'honorable M. Lynch, car il portait en correction le mot *annually* de l'écriture de cet honorable monsieur

“ qui surveillait ce bill bien attentivement avec Monsieur W. Owens, le député du district électoral d'Argenteuil. “ Cet amendement a été adopté et inséré au bill en comité, “ puis lu deux fois et adopté par la Chambre et la troisième “ lecture eut lieu immédiatement, aucun des députés de la “ minorité protestante ne s'étant opposé à la considération “ immédiate des amendements, suivant nos règles 43 et 47.— “ Voir May 559, Bourinot 558, 559.

“ J'ai l'honneur d'être, etc,

(Signé) “ LOUIS DELORME,
“ Greffier de l'Assemblée législative.”

“ 2.—Certificat de M. Charles-A. Pariseault, greffier en loi :
“ Après avoir examiné l'écriture de l'amendement fait
“ à la section quatrième du Bill No 169, intitulé : *An act*
“ *respecting the settlement of the Jesuits' Estates*, je déclare que
“ ledit bill, tel que passé, l'a été en langue anglaise, et que
“ l'amendement a été rédigé en anglais.

“ De plus, je certifie, qu'après information prise au dé-
“ partement de l'Instruction publique, l'amendement tel
“ que rédigé au dossier, l'a été de la propre main et écriture
“ du Révd. Elson I. Rexford, secrétaire protestant de l'ins-
“ truction publique, moins le mot *annually* qui se trouve
“ après les mots suivants du dit amendement '*the interest*
“ *arising from said investment shall be* '..... et dont l'écrit-
“ ture paraît être de l'hon. Mr. W. W. Lynch.

“ Québec, 9 juillet, 1889.

(Signé) “ Chas. A. PARISEAULT,
“ Greffier en loi. ”

“ 3.—Lettre de l'hon. juge Lynch :

(Traduction.)

“ MONTRÉAL, 16 juillet, 1889

“ Cher Monsieur le Premier,

“ Vous m'avez demandé, il y a quelques jours, si je me
“ rappelais les circonstances au sujet de cette clause des
“ \$60.000 du bill que vous avez présenté pendant la session
“ de 1888, concernant le règlement des biens des jésuites.
“ J'ai conservé un souvenir assez exact de ce qui s'est passé
“ à cette époque. La clause en question déclarait d'abord
“ que ce montant serait divisé entre les universités protes-
“ tantes et autres établissements d'éducation de la province,
“ conformément à la décision qui pourrait être prise par le
“ comité protestant du conseil de l'instruction publique.

“ Les membres protestants de la Chambre discutèrent
 “ entre eux sur l’opportunité de cette distribution et consul-
 “ tèrent Mr. Rexford, secrétaire protestant du département
 “ de l’Instruction publique. Le résultat de cette discussion
 “ fut qu’ils se décidèrent à vous demander de leur permettre
 “ de modifier la clause de telle manière que cette somme fut
 “ payée au comité protestant pour, par lui, être placée, et
 “ que les intérêts fussent distribués chaque année comme le
 “ sont les sommes votées tous les ans pour l’éducation supé-
 “ rieure ; et quand la Chambre se réunit en comité général
 “ à propos de ce bill, vous avez accepté la section ainsi
 “ adoptée, et qui est la même que la section de la loi telle
 “ que contenue dans le volume des statuts. C’est là je crois,
 “ le résumé complet de ce qui s’est passé alors.

“ Je suis, Monsieur le Premier,

“ Votre très dévoué,

(Signé) “ W. W. LYNCH. ”

“ L’honorable H. MERCIER,

“ Premier, etc.,

“ Montréal.

“ Je ne m’étendrai pas plus longtemps sur le sujet, My
 “ Lord. Tout homme intelligent trouvera sans aucun doute,
 “ ces documents couluants, et si la section 4 de l’acte des
 “ biens des jésuites est sujette à critique, sur le point soulevé
 “ par le comité protestant, ce n’est point la faute du gouver-
 “ nement, ni celle des membres catholiques de la Chambre.
 “ La responsabilité de ce changement doit peser entièrement
 “ et exclusivement sur les députés protestants.

“ Il est évident, cependant, que le gouvernement n’a pas
 “ la moindre objection à accepter la seconde condition conte-
 “ nue dans la résolution qui lui est communiquée, au sujet
 “ du paiement des \$60,000.00. Le gouvernement avait
 “ l’intention de donner les soixante mille piastres (\$60,-
 “ 000.00) en capital au comité protestant, de la même
 “ manière et avec le même résultat que les quatre cent
 “ mille piastres (\$400,000.00) sont données aux catholiques ;
 “ et il est prêt, si les membres de la chambre y consentent,
 “ à rétablir dans la loi la section 4 ci-dessus citée, telle
 “ qu’elle était d’abord dans le bill No 169 ;

“ ‘ (c) Que cette somme de soixante mille piastres
 “ (\$60,000.00) soit augmentée, parce qu’elle n’atteint pas
 “ le montant dû aux protestants, proportionnellement à la
 “ population. ’

“ 6. Cette condition ne peut être refusée, s’il est prouvé
 “ que la somme est insuffisante. Nous avons cru dans le

“ temps que ce montant était la proportion équitable à laquelle les protestants avaient droit.

“ (d) Que l'intérêt de cette somme de soixante mille piastres (\$60,000.00) coure depuis l'époque où l'acte de règlement des biens des jésuites a été sanctionné, jusqu'au moment du paiement.

“ 7. Le gouvernement ne peut accepter cette condition, My Lord, dans les termes dans lesquels elle est conçue ; mais il est prêt à placer les protestants sur le même pied que les catholiques, en ce qui concerne les intérêts de la somme accordée aux protestants. L'intérêt de la somme accordée aux catholiques court du 30 août, 1888, et le gouvernement est disposé à recommander à la Législature que l'intérêt de la somme accordée aux protestants coure de la même date et au même taux.

“ 8. Telles sont les remarques que j'ai à faire, My Lord, sur la lettre dont vous m'avez honoré, et j'espère qu'elles vous satisferont.

“ Le gouvernement désire rendre toujours justice et donner entière satisfaction à la minorité protestante de cette province, chaque fois que cela est possible. Et nous espérons que Votre Seigneurie, vos collègues les membres du comité protestant, et, généralement, les protestants de cette province sauront apprécier les efforts amicaux et libéraux que nous faisons pour rencontrer les vues exprimées dans les résolutions dudit comité.

“ Je ne crois pas à propos d'ajouter rien de plus, mon intention étant de m'en tenir au simple exposé des faits et à la publication de documents, et surtout d'éviter toute allusion à la regrettable agitation qui a eu lieu dernièrement, au sujet de cette question, laissant au jugement sain et à l'honnêteté du peuple de ce pays, le soin de décider qui a tort et qui a raison dans cette question si importante.

“ J'ai l'honneur d'être avec un profond respect pour Votre Seigneurie.

“ Son très dévoué,

(Signé) “ HONORÉ MERCIER,
“ Premier Ministre.

“ Très Révérend JAMES WILLIAMS,

“ Lord Évêque de Québec,
“ Québec, P. Q.”

Attendu que la population catholique de la province, d'après le dernier recensement, était de 1,170,718 et la population protestante de 184,274, ce qui porterait la somme à être accordée à \$62,961,00 ;

Et attendu enfin qu'à une assemblée dudit comité protestant du conseil de l'instruction publique, qui a eu lieu le 6 novembre 1889, il a été résolu :

“ *Premièrement.*—Que le comité a appris avec grande satisfaction que le gouvernement a l'intention de proposer la loi nécessaire pour rétablir et continuer le fonds des biens des jésuites, tel que constitué d'abord, et les dispositions de l'acte de 1856, concernant la création d'un fonds de placement permanent pour l'éducation supérieure, conformément au mémoire présenté au gouvernement par ce comité;

“ *Secondement.*—Que le comité se déclare prêt à agir aussi en ce sens, s'il est informé de la nature de la loi proposée, et suggère respectueusement de rédiger cette loi en tant qu'elle se rapporte à la loi antérieure, autant que possible, sous forme d'acte déclaratoire.

“ *Troisièmement.*—Que le comité désire aussi remercier l'honorable Premier, de l'intention qu'il a manifestée d'examiner de nouveau la question de la proportion de l'allocation accordée aux protestants ;

“ *Quatrièmement.*—Que le comité représente de plus, en ce qui regarde la position qu'il a prise au sujet de l'allocation de \$60,000, que, dans sa réponse aux lettres du Premier, il n'avait pas l'intention formelle d'accepter ou de refuser, conditionnellement ou autrement, cette allocation, sachant qu'il n'avait pas le droit de refuser aucune allocation accordée par la Législature pour l'éducation, mais qu'il regarde comme un devoir pour lui d'attirer l'attention du gouvernement sur toute question concernant les intérêts de l'éducation qui lui sont confiés ;

“ *Cinquièmement.*—Que, en ce qui se rapporte aux raisons données par ce comité, dans ses résolutions du 25 septembre dernier, relativement à l'administration du fonds, il est encore d'avis qu'elles sont convenables et nécessaires en ces circonstances, mais, il reconnaît en même temps, que ces sortes de questions doivent être laissées à la décision de la Législature ;

“ *Sixièmement.*—Que le comité désire aussi établir d'une manière très claire qu'il ne veut en aucune façon blâmer les membres protestants de la Législature et qu'après avoir entendu les explications données à l'assemblée, en mai dernier et à cette assemblée par le secrétaire, au sujet des questions soulevées par l'honorable Premier, il est satisfait de ces explications ;”

Et attendu qu'il est nécessaire de pourvoir à l'exécution des différents projets ci-dessus ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, déclare et décrète ce qui suit

1. Les sections 1 à 5 inclusivement du chapitre 15 des Statuts refondus pour le Bas Canada, ci-dessus citées, sont par le présent déclarées n'avoir jamais été caduques ou abrogées et demeurent encore en vigueur nonobstant les dispositions de l'acte de cette Législature 51-52 Victoria, chapitre 13.

Sec. 1 à 5,
S. R. B. C.,
c. 15, déclara-
rées avoir
toujours été
en vigueur.

2. La section 4 de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 13, est abrogée et remplacée par la suivante :

Sec. 4 de 51-
52 V., c. 13,
remplacée.

“ 4. Sur les fonds publics à sa disposition, le lieutenant-gouverneur pourra payer la somme de soixante-deux mille neuf cent soixante et une piastres (\$62,961,00) au comité protestant du conseil de l'instruction publique, pour l'éducation supérieure protestante en cette province, ainsi que les intérêts sur cette somme, au taux de quatre pour cent par année depuis le trentième jour d'août, 1888.”

Montant
payable aux
protestants.

NOTE.—La section 3 est abrogée par la loi 62 V., c. 28, s. 550.

4. La section 7 de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 13, est par le présent abrogée.

Sec. 7, de 51-
52 V., c. 13,
abrogée.

5. Cet acte deviendra en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur de
l'acte.

54 VICTORIA, CHAPITRE 21

Acte amendant la loi concernant l'instruction publique

[Sanctionné le 30 décembre, 1890]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Cette loi a été abrogée par la loi 62 V., c. 28, s. 550, excepté la section 3 qui reste en vigueur et se lit comme suit :

3. Toutes les municipalités scolaires qui, jusqu'à ce jour, ont fonctionné comme telles sous l'empire de l'article 1971 mentionné dans la section précédente, ainsi que celles qui peuvent avoir été érigées en vertu d'arrêtés en conseil, sont par le présent confirmées ; tous les actes administratifs qui y ont été exercés sont légalisés et les règles et règlements qui y ont été passés, ainsi que les taxes et cotisations qui y ont été prélevées, sont déclarés bons et valides.

Confirmation
des municipa-
lités scolaires jus-
qu'ici éri-
gées.

9. Le présent acte deviendra en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

57 VICTORIA, CHAPITRE 3

Loi relative au règlement définitif du fonds des écoles
élémentaires

[Sanctionnée le 8 janvier, 1894]

Préambule.

ATTENDU que cette province est, de même que la province d'Ontario, intéressée dans le fonds connu sous le nom de : " Fonds des écoles élémentaires " existant en vertu des dispositions du chapitre 26 des Statuts refondus du Canada ;

Attendu que ce fonds consistait à l'origine en un million d'acres de terres publiques situées dans la contrée de Huron, province d'Ontario ;

Attendu qu'à l'époque de la Confédération une grande partie de ces terres ont été vendues et en partie réalisées par la ci-devant province du Canada pour les besoins dudit fonds, et que le produit de ces ventes est passé en la possession de la puissance du Canada, qui le détient encore, au crédit desdites provinces ;

Attendu que, depuis la Confédération, la province d'Ontario a vendu le reste de ces terres, sauf une petite quantité, et qu'elle a perçu des sommes, tant sur le prix de ces ventes que sur les balances impayées du prix des ventes faites avant la Confédération ;

Attendu que, par l'acte 54 Victoria, chapitre 4, relatif au règlement, par arbitres, des comptes existant entre la puissance du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec et entre ces deux provinces, et par un certain acte d'accord, en date du dix avril mil huit cent quatre-vingt-treize, passé et approuvé en vertu de ladite loi par un arrêté du conseil exécutif de cette province, le quinze du même mois, les arbitres nommés étaient autorisés à définir et déterminer le montant du capital dudit fonds des écoles élémentaires, et que, pour déterminer ce capital, les arbitres devaient prendre en considération, non seulement la somme actuellement détenue par le gouvernement de la puissance du Canada, mais aussi le montant dû par Ontario, ainsi que la valeur des terres des écoles qui n'ont pas encore été vendues ;

Attendu qu'il n'existe aucune disposition relative au paiement aux provinces dudit capital dudit fonds des écoles élémentaires, ni à la vente et au transport à la province d'Ontario des sommes qui restent à percevoir et des terres qui n'ont pas été vendues ;

En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'acte d'accord du dix avril mil huit cent quatre-vingt-treize, dont il est fait mention ci-dessus, est approuvé. Certain acte approuvé.

2. Le lieutenant-gouverneur de cette province, en conseil, est autorisé à s'entendre avec le gouvernement de la province d'Ontario, sur le montant à être payé par cette dernière province pour l'acquisition par elle des balances non perçues du prix des terres mentionnées dans le préambule de la présente loi, et pour le paiement, par ladite province d'Ontario, de ce qui peut être considéré comme la valeur des terres non vendues, et donner reçu et quittance, ainsi que faire un transport desdites terres non vendues, à cette province. Convention avec Ontario, relativement au montant à être payé par cette province pour l'acquisition de certaines soldes, autorisée.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra conclure un arrangement avec les gouvernements respectifs de la puissance du Canada et de la province d'Ontario, dans le but d'effectuer un paiement définitif, et de diviser et distribuer, entre lesdites provinces, le capital dudit fonds des écoles élémentaires, tel qu'il sera défini et déterminé par lesdits arbitres, ou convenu entre lesdites provinces, et de conclure avec la puissance du Canada et la province d'Ontario les arrangements nécessaires pour les division, distribution et paiement dudit capital, et pour délivrer et donner à toutes les parties intéressées des reçus et quittances, et signer les actes nécessaires. Convention avec le Canada et Ontario relativement au paiement final et à la division du capital du fonds des écoles élémentaires, autorisée.

4. Dans le cas de défaut de consentement de la part du gouvernement de la province d'Ontario au sujet de la proportion desdites division, distribution et paiement, la question devra être soumise aux arbitres. Arbitrage en cas de défaut de consentement.

5. Toutes les sommes payées en vertu de cette loi formeront partie du fonds consolidé du revenu de cette province. Recettes formant partie du fonds consolidé.

6. Cette loi deviendra exécutoire le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

59 VICTORIA, CHAPITRE 37

Loi amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles publiques des cités de Montréal et de Québec

[Sanctionnée le 21 décembre, 1895]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section 24 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, est 32 V., c. 16, amendée en retranchant, dans les quatrième et cinquième s. 24, amendées, les mots : "en vertu des dispositions précédentes". déc.

35 V., c. 12,
s. 4, amén-
dée.

2. La section 4 de la loi 35 Victoria, chapitre 12, est amendée en retranchant, dans les troisième, quatrième, cinquième et sixième lignes, les mots : " n'excédant point, cependant, avec celle déjà payée par la corporation pour la même année, le montant qui leur serait revenu par l'acte amendé par le présent ".

54 VICTORIA, CHAPITRE 52

Acte amendant la loi concernant le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec

[Sanctionné le 30 décembre, 1890]

Préambule.

ATTENDU que, depuis la passation de l'acte 32 Victoria, chapitre 16, la paroisse de St-Sauveur a été annexée à la cité de Québec, et qu'il est à propos d'augmenter le nombre des membres du bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de ladite cité ; En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec décerne ce qui suit :

Nomination
d'un membre
additionnel
au bureau
des commis-
saires catho-
liques.

1. Le ou avant le premier jour de juillet prochain, le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un membre additionnel au bureau des commissaires d'écoles catholiques romains, et, le ou avant la même date, la cité de Québec nommera également un membre additionnel audit bureau.

Ss. 19 et 20
de 32 Vic.,
ch. 16, appl.

2. Les sections 19 et 20 de l'acte 32 Victoria, chapitre 16, s'appliqueront auxdits membres additionnels.

8 EDOUARD VII, CHAPITRE 32

Loi amendant la loi concernant l'éducation en cette province, quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec

[Sanctionnée le 14 avril, 1908]

Préambule.

ATTENDU que le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec a, par sa pétition, représenté qu'il y a nécessité de construire, agrandir et améliorer des maisons d'école en la cité de Québec, et pour cette fin emprunter des sommes considérables ;

Attendu que, par la loi 6 Edouard VII, chapitre 87, ledit bureau est autorisé à emprunter deux cent cinquante mille piastres et pas plus ;

Attendu que la dette dudit bureau s'élève à peu près à cette somme ;

Attendu qu'il est nécessaire pour ledit bureau d'emprunter d'autres sommes pour compléter ses constructions de maisons d'école ;

Attendu que, si les projets d'annexion de certaines municipalités à l'entour de Québec ont lieu, il sera peut-être nécessaire pour ledit bureau de bâtir ou améliorer des maisons d'école dans ces localités ;

Attendu qu'il est prudent de porter le pouvoir d'emprunter pour ledit bureau à la somme de cinq cent mille piastres et qu'il convient d'accéder à la demande à cet effet contenue dans ladite pétition ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section 1 de la loi 6 Edouard VII, chapitre 87, est 6 Ed. VII, c. 87, s. 1, remplacée par la suivante :

“ **1.** Le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, nonobstant les dispositions à ce contraires contenues dans la section 35 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, peut, dans le but de construire, agrandir et améliorer des maisons d'école en la cité de Québec, émettre de temps en temps, suivant les besoins de la commission, des bons, rachetables en pas plus de cinquante ans, par annuités, semi-annuités ou de toutes autres manières qu'il jugera convenables, pourvu que le montant entier de la dette n'excède pas cinq cent mille piastres. Emission de bons, autorisée. ”

Néanmoins, il sera loisible auxdits commissaires d'emprunter temporairement de toute autre manière, une partie de la somme ci-dessus autorisée, pourvu qu'elle ne dépasse pas le chiffre de cinquante mille piastres”. Emprunts temporaires.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

7 EDOUARD VII, CHAPITRE 29

Loi amendant la loi concernant l'éducation dans la province de Québec, quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec

[Sanctionnée le 28 février, 1907]

Préambule.

ATTENDU que le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec a représenté par sa pétition :

Qu'il est nécessaire d'acheter du terrain pour la construction de maisons d'école dans la cité de Québec, de les construire, agrandir et améliorer, et que, pour ces fins, il faudrait emprunter des sommes considérables d'argent ;

Que la section 35 du chapitre 16 de la loi 32 Victoria, intitulée : "Loi pour amender la loi concernant l'éducation dans cette province," semble lui refuser le pouvoir d'emprunter plus que cent mille piastres remboursables dans vingt ans au plus tard ;

Qu'il est dans l'intérêt dudit bureau d'emprunter une somme d'argent n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres, pour les fins ci-dessus indiquées, laquelle somme étant rachetable ou remboursable dans un délai n'excédant pas cinquante ans, et qu'il soit autorisé à en agir ainsi ;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition et d'amender en conséquence ladite loi ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Pouvoir d'émettre des obligations pour certaines fins.

1. Le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec, nonobstant les dispositions contraires contenues dans la section 35 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, peut, dans le but d'acheter du terrain pour la construction de maisons d'école et de construire, agrandir et améliorer des maisons d'école dans la cité de Québec, émettre des obligations jusqu'à concurrence d'une somme n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres, selon qu'il sera requis ; lesdites obligations devant être d'un montant d'au moins cent piastres chacune, rachetables, par annuités ou semi-annuités ou de toute autre manière que le bureau pourra adopter, en cinquante ans au plus tard ; lesdites obligations devant porter tel taux d'intérêt que le bureau approuvera, et la section 35 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, est en conséquence amendée par la présente loi.

2. L'émission, par ledit bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec, d'obligations au montant de quarante-cinq mille piastres, en à compte et comme partie du montant total de deux cent cinquante mille piastres, pour les fins ci-dessus mentionnées, portant la date du 1er novembre 1906, et rachetables en quarante ans à compter de la date de leur émission, l'intérêt sur ces obligations étant payable au taux de quatre pour cent par année, et l'imposition par la cité de Québec, en vertu des dispositions de la loi 33 Victoria, chapitre 25, de taxes scolaires additionnelles sur les contribuables protestants de la cité de Québec, afin de prélever les sommes d'argent nécessaires pour rencontrer les intérêts annuels sur lesdites obligations et pour pourvoir à la formation d'un fonds d'amortissement qui servira à les racheter à l'échéance, sont, par la présente loi, ratifiées, confirmées et validées, et l'émission desdites obligations et l'imposition desdites taxes scolaires additionnelles, à partir du mois de mai 1906, sont, par la présente loi, déclarées avoir été faites légalement et doivent être considérées comme ayant été faites en vertu des dispositions de la présente loi.

Rachat de
ces obliga-
tions.

Fonds
d'amortisse-
ment.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

54 VICTORIA CHAPITRE 53

Loi autorisant les bureaux de commissaires d'écoles de la cité de Montréal à émettre des obligations

[Sanctionnée le 30 décembre, 1890]

ATTENDU que le bureau des commissaire d'écoles catho-Préambule.
liques romains de la cité de Montréal et le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, ont, par leur pétition, démontré qu'il est à propos de refondre, expliquer et revêtir d'un caractère de permanence les divers statuts qui ont été passés de temps à autre, autorisant lesdits bureaux à émettre des obligations qui les missent en état de construire des écoles convenables dans la cité de Montréal, sous leur contrôle respectif; attendu que quelques-unes des obligations émises en vertu desdits statuts ont été payées et éteintes au moyen du fonds d'amortissement créé pour le rachat régulier desdites obligations; et attendu que les besoins et les nécessités croissantes de l'enseignement primaire dans ladite cité de Montréal, aussi bien que les facilités offertes pour obtenir des emprunts sur obligations ou *débentures*, font qu'il est à propos de donner auxdits bureaux

de commissaires d'écoles le droit permanent de se procurer de l'argent au moyen d'obligations ou *déventures* jusqu'à un chiffre déterminé, pour la construction des écoles devenues nécessaires, sans être obligés d'obtenir une nouvelle autorisation de la Législature toutes les fois qu'il s'agira d'émettre ces obligations ;

En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est affecté par les lois 55-56 V., c. 61, s. 3 ; 57 V., c. 24 ; 63 V., c. 99 ; 4 Ed. VII, c. 50, ss. 2 et 3 ; 5 Ed. VII, c. 90 et c. 91 ; 6 Ed. VII, c. 84 et c. 85 ; 7 Ed. VII, c. 30 ; 8 Ed. VII, c. 33 ; et 9 Ed. VII, c. 38 et c. 39.

Emission de *déventures* par les bureaux des commissaires d'écoles protestants de Montréal, autorisée pour certaines fins.

1. Le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Montréal et le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal sont, chacun et séparément, autorisés à émettre des obligations ou *déventures*, dans le but de se procurer de l'argent pour la construction d'écoles sous le contrôle desdits bureaux de commissaires et l'acquisition de terrains pour y construire ces écoles, ainsi que pour le paiement de toute hypothèque sur leurs immeubles, jusqu'au montant de cinq cent mille piastres pour chaque bureau.

Montant des émissions.

2. Les dites obligations ou *déventures* seront émises par sommes de cent, cinq cents, ou mille piastres chacune ; toute émission sera d'au moins vingt-cinq mille piastres, en obligations d'égale dénomination et rachetables, conformément aux dispositions du présent acte, en quinze, vingt, vingt-cinq, trente, trente-cinq ou quarante ans, et ces obligations ou *déventures* porteront intérêt à un taux n'excédant pas cinq pour cent par an, payable annuellement ou par semestres.

Paiement des obligations.

3. Lesdites obligations ou *déventures* seront payées, en capital et intérêt, à même les revenus desdits bureaux, provenant de la taxe des écoles de la cité de Montréal.

Avis de l'émission.

(a) Toutes les fois que le bureau aura décidé d'émettre des obligations ou *déventures*, il en donnera avis par écrit au trésorier de la cité de Montréal, spécifiant la date et le montant de l'émission, la dénomination des obligations, le taux de l'intérêt et la date du rachat de ces obligations ou *déventures*.

Signature d'icelles par le trésorier de la cité.

(b) Les obligations ou *déventures*, émises conformément au dit avis et signées par le président et le trésorier du bureau, doivent être présentées au trésorier de la cité de Montréal, qui est tenu de signer ces obligations ou *déventures*, pourvu qu'elles n'excèdent pas le montant de l'émission autorisée par le présent acte.

(c) Le trésorier de la cité de Montréal, en signant ainsi ces obligations, est censé reconnaître qu'elles lui ont été signifiées et qu'il aura à en effectuer le paiement, en capital et intérêt, à même, la taxe des écoles, que ledit trésorier est tenu de payer annuellement pour lesdits bureaux, lorsque la perception en a été faite par la corporation de la cité de Montréal conformément à la loi; et la signature dudit trésorier, en pareil cas, sera, pour les tiers, une preuve suffisante que lesdites obligations ou *déventures* ont été émises conformément aux dispositions du présent acte, et n'excèdent point les pouvoirs accordés par le présent acte relativement à ladite émission.

Conséquence de la signature du trésorier de la cité et obligations qui en découlent.

(d) Il sera du devoir du trésorier de la cité de Montréal de retenir, sur le produit annuel de la taxe des écoles, dans la cité de Montréal, une somme suffisante pour payer tous les intérêts qui deviendront dus et payables, chaque année, sur lesdites obligations ou *déventures*, et de retenir en outre une somme suffisante pour constituer un fonds d'amortissement destiné à rembourser le capital desdites obligations ou *déventures* à leur échéance; et les porteurs de ces obligations ou *déventures* pourront exiger de la corporation de la cité de Montréal le paiement, à échéance, desdites obligations ou *déventures* en capital et intérêt.

Retenue que doit faire le trésorier de la cité pour payer les intérêts, etc.

(e) Sur les sommes ainsi retenues entre ses mains, ledit trésorier devra accorder au bureau y autorisé le taux d'intérêt que pourra porter cette émission particulière d'obligations, lequel intérêt sera capitalisé annuellement tant que ces obligations ou *déventures* seront en suspens et impayées; et le dit trésorier devra, à même le montant ainsi retenu entre ses mains, payer l'intérêt sur lesdites obligations ou *déventures* à l'échéance de tel intérêt, et, à même la somme par lui retenue comme fonds d'amortissement et les intérêts accrus sur ledit fonds d'amortissement, il rachètera lesdites obligations à leur échéance, rendra compte de sa gestion audit bureau, et lui remettra toutes les sommes qui pourront lui rester entre les mains, au crédit dudit bureau, sur toute émission distincte d'obligations, ou pourra exiger dudit bureau le montant de tout déficit s'il en existe.

Taux d'intérêt qui doit être accordé au bureau sur cette retenue.

(f) La corporation de la cité de Montréal et ledit bureau peuvent convenir mutuellement de tout autre arrangement pour créer et maintenir un fonds d'amortissement destiné au rachat desdites obligations ou *déventures*, ainsi que pour placer ledit fonds d'amortissement; mais à défaut de convention à cet effet, les dispositions qui précèdent s'appliqueront; et, en quelque circonstance que ce soit, la signature du trésorier de la cité de Montréal, reconnaissant, comme susdit, la signification qui lui aura été faite desdites obligations ou *déventures*, sera une preuve suffisante, en faveur des porteurs de telles obligations ou *déventures*, que l'émission de ces

Arrangements pour créer un fonds d'amortissement. Proviso.

valeurs a été dûment autorisée conformément à la loi, et que leur rachat sera effectué au moyen dudit fonds d'amortissement.

Défense de garder en suspens des obligations pour plus que \$500,000, etc.

4. Rien dans la présente loi ne sera interprété de manière à donner audit bureau le pouvoir d'émettre et de garder en suspens des obligations ou *débetures* pour un montant dépassant ladite somme de cinq cent mille piastres ; et, en conséquence, les obligations émises en vertu des statuts 32 Victoria, chapitre 16, 33 Victoria, chapitre 25, 34 Victoria, chapitre 12, 36 Victoria, chapitre 33, 39 Victoria, chapitre 16, 42-43 Victoria, chapitre 14, par l'un ou l'autre desdits bureaux et non encore rachetées, devront entrer en ligne de compte lorsque lesdits bureaux exerceront le pouvoir qui leur est conféré, par le présent acte, d'émettre des obligations ou *débetures* jusqu'à concurrence de ladite somme de cinq cent mille piastres ; le présent acte ne sera pas non plus interprété comme autorisant l'un ou l'autre desdits bureaux à émettre cinq cent mille piastres d'obligations en sus de celles qui étaient déjà émises et non encore rachetées lors de la mise en vigueur du présent acte ; mais comme conférant seulement auxdits bureaux le pouvoir d'émettre de temps à autre, à mesure que les nécessités pour lesquelles ces émissions sont autorisées se feront sentir, et de garder en suspens ladite somme de cinq cent mille piastres d'obligations ou *débetures* en la manière susdite, y compris les obligations qui ont été, de temps à autre, émises en vertu des statuts susmentionnés et qui ne seront pas encore rachetées lors de la mise en vigueur du présent acte.

Obligations émises par le bureau pour \$55,000, déclarées valides.

Cependant les obligations émises par le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, au montant de cinquante-cinq mille piastres, et signées par le trésorier de la cité de Montréal, en date du premier jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-dix, rachetables en *vingt ans*, sont, par le présent acte, déclarées légales, valides et obligatoires, comme si elles eussent été émises sous l'autorité et en vertu des dispositions du présent acte.*

Certaines dispositions de loi incompatibles avec la présente, abrogées. Proviso.

5. Toute disposition desdits statuts 32 Victoria, chapitre 16, 33 Victoria, chapitre 25, 34 Victoria, chapitre 12, 36 Victoria, chapitre 33, 39 Victoria, chapitre 16, 42-43 Victoria, chapitre 14, qui ne s'accordent pas avec les dispositions du présent acte, est abrogée ; mais tout ce qui a été fait en vertu des dispositions desdits statuts continuera cependant à être légal et obligatoire, et toutes les obligations ou *débetures* émises en vertu desdits statuts auront pleine force et

* Amendé par le chapitre 54 suivant de ces statuts de manière que " trente ans " soit substitué à " vingt ans."

effet et seront rachetées de la manière prescrite par lesdits statuts.

6. Le présent acte sera connu sous le nom de " Loi des obligations scolaires de la cité de Montréal." Nom de cet acte.

7. Partout où le mot " bureau " se rencontre dans le pré-sent acte, il doit être interprété comme signifiant le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Montréal et le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal ; partout où le mot " trésorier " est employé seul, il sera interprété comme signifiant le trésorier de la corporation de la cité de Montréal, et partout où le terme " obligations ou *déventures* " est employé, il sera interprété comme signifiant les obligations ou *déventures* que les dits bureaux sont ou ont été autorisés à émettre. Interprétation du mot " bureau " dans cet acte, etc.

8. La présente loi sera exécutoire le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

54 VICTORIA, CHAPITRE 54

Loi modifiant la loi autorisant les bureaux de commissaires d'écoles de la cité de Montréal à émettre des obligations*

[Sanctionnée le 30 décembre, 1890]

ATTENDU qu'une loi a été passée pendant la présente session de la Législature de Québec, autorisant les bureaux de commissaires d'écoles catholiques et protestants de Montréal à émettre des obligations ; et attendu qu'il s'est glissé une erreur dans la quatrième section de cette loi où les mots : " rachetables en vingt ans " devraient se lire : " rachetables en trente ans ; " et attendu qu'il est à propos de corriger cette erreur ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section 4 de la loi passée pendant la présente session de la Législature de Québec, 54 Victoria, 1890, intitulée : " Loi autorisant les bureaux de commissaires d'écoles de la cité de Montréal à émettre des obligations " est modifiée en remplaçant les mots " vingt ans ", dans la trente-troisième ligne, par les mots " trente ans." Sec. 4 de l'acte 54 V., c. 53, am : Emission d'obligations par les bureaux des commissaires d'écoles.

2. Cette loi deviendra exécutoire le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

* Voir chapitre 53 que le présent chapitre amende.

55-56 VICTORIA, CHAPITRE 61

Loi relative aux taxes d'écoles dans la cité de Montréal

[Sanctionnée le 24 juin, 1892]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—La section 1 a été remplacée par la loi 6 Ed. VII, c. 84, s. 2, et la section 2 a été abrogée par la loi 8 Ed. VII, ch. 33, s. 1.

Publicité des
séances des
com. d'écoles.

3. Les séances des bureaux des commissaires d'écoles catholiques romains et protestants de la cité de Montréal sont publiques, nonobstant toutes dispositions à ce contraires des lois concernant l'instruction publique.

Entrée en
vigueur.

4. Cette loi viendra en vigueur le jour de sa sanction.

57 VICTORIA, CHAPITRE 24

Loi amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal

[Sanctionnée le 8 janvier, 1894]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Sortie de
charge des
commissaires
actuels d'éco-
les catho-
liques.
Remplace-
ment de ces
commis-
saires.

1. Tous les commissaires du bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Montréal sortiront de charge le premier juillet prochain.

2. Avant ledit jour, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du surintendant de l'instruction publique, nommera trois commissaires qui seront choisis autant que possible dans le corps universitaire de Montréal ; l'archevêque du diocèse de Montréal nommera trois commissaires choisis parmi les membres du clergé, et la corporation de la cité de Montréal nommera également trois commissaires choisis parmi les échevins catholiques de ladite cité, pour faire partie dudit bureau ; et lesdits commissaires entreront en charge le premier juillet prochain.

3. Dans le cas où, vingt jours avant ledit jour, l'archevêque du diocèse de Montréal ou la corporation de la cité de Montréal ou tous deux auront négligé de signifier, par écrit, au surintendant de l'instruction publique, les nominations qu'ils sont tenus de faire, lesdites nominations seront faites par le lieutenant-gouverneur en conseil de la manière ci-dessus prévue ; et les commissaires ainsi nommés seront censés nommés par l'autorité défaillante.

Nomination par le lieut.-gouv., si les remplaçants ne sont pas nommés.

2. Dans le cas où les nominations ou quelque'une des nominations à être faites par le lieutenant-gouverneur en conseil n'auraient pas été faites avant ledit jour, elles seront faites par lui subséquemment dans le plus court délai possible, et les commissaires ainsi nommés entreront en charge immédiatement après leur nomination.

4. Les commissaires resteront en charge pendant trois ans, excepté cependant qu'après leur nomination un des commissaires de chacune des catégories ci-dessus, désigné par le sort, sortira de charge à la fin de la première année, un autre de chaque catégorie à la fin de la deuxième année, et les trois autres, à l'expiration de la troisième année.

Durée de la charge des commissaires. Sortie de charge de certains commissaires, chaque année.

5. Toute vacance dans lesdits bureaux par décès ou absence de la province, sera remplie d'après le mode de nomination du commissaire à remplacer, et le remplaçant ne restera en charge que durant le temps pendant lequel son prédécesseur eût continué en charge.

Comment les vacances parini les commissaires seront remplies.

6. Les sections 17, 18, 19 et 20 du chapitre 16 de la loi 32 Victoria sont abrogées en ce qu'elles ont d'incompatible avec les dispositions de la présente loi.

Dispositions abrogées.

7. Cette loi deviendra exécutoire le jour qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation.

Entrée en vigueur.

NOTE.—*En vigueur le quatre juin 1894, par proclamation du 29 mai 1894, Gazette officielle de 1894, p. 1320.*

63 VICTORIA, CHAPITRE 99

Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal

[Sanctionnée le 23 mars, 1900]

Préambule. **A**TTENDU que la commission des écoles catholiques de Montréal demande, par sa requête, à être autorisée :

1. A émettre des obligations ou débentures pour la somme additionnelle de cent mille piastres, dans le but de consolider sa dette flottante et de construire de nouvelles écoles ;

2. A fixer le taux de la rétribution mensuelle dans les écoles sous son contrôle ;

3. A indemniser ses membres ;

4. A changer son nom corporatif ;

Attendu qu'il convient d'accéder à sa demande ;

En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Pouvoir
d'émettre
des obliga-
tions.

1. La commission des écoles catholiques de Montréal, nonobstant toute disposition à ce contraire contenue dans les sections 1 et 3 de la loi 54 Victoria, chapitre 53, est autorisée à émettre des obligations ou débentures pour la somme additionnelle de cent mille piastres, dont une partiesera employée pour consolider la dette flottante, et l'autre partie pour l'achat de terrains et la construction de nouvelles écoles sur iceux.

NOTE.—Voir 5 Ed. VII, c. 90, s. 1 ; 6 Ed. VII, c. 84 s. 1 ; et 9 Ed. VII, c. 39 s. 1.

Manière de
les émettre.

2. Ces obligations ou débentures seront émises en conformité de l'acte 54 Victoria, chapitre 53.

Rétribution
mensuelle.

3. La commission des écoles catholiques de Montréal est autorisée à fixer le taux de la rétribution mensuelle dans les écoles sous son contrôle, et à changer le taux qu'elle aura fixé lorsqu'elle le jugera convenable.

Vacances
dans la com-
mission.

4. Ladite commission pourra, si elle le juge à propos, déclarer vacant le siège de tout commissaire qui aura été absent pendant trois mois consécutifs. Cette vacance sera remplie par l'autorité qui aura fait la nomination.

Indemnité
aux membres
de la com-
mission.

5. Ladite commission pourra, par règlement, voter à chacun de ses membres une indemnité n'excédant pas cent piastres par année, pour frais de voiture et autres menues dépenses, pourvu qu'une somme n'excédant pas cinq piastres soit, en vertu dudit règlement, retranchée pour chaque absence des assemblées régulières.

6. Ladite commission est autorisée de plus à faire perce- Perception des rétributions mensuelles.
voir, comme par le passé, la rétribution mensuelle par les directeurs et les directrices des écoles sous son contrôle, et le paragraphe 4 de l'article 245 de la loi de l'instruction publique, 62 Victoria, chapitre 28, est amendé en conséquence, en autant que ledit paragraphe se rapporte aux écoles relevant de la commission des écoles catholiques de Montréal.

7. Le nom actuel de la corporation desdits commissaires Nouveau nom de la commission.
est changé en celui de "la commission des écoles catholiques de Montréal".

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanc- Entrée en vigueur.
tion.

5 EDOUARD VII, CHAPITRE 90

Loi amendant la loi des obligations scolaires de la cité de Montréal

[Sanctionnée le 20 mai, 1905]

ATTENDU que le bureau des commissaires d'écoles catho- Préambule.
liques romains de la cité de Montréal, a, par sa pétition, démontré qu'il est nécessaire de construire des écoles dans certaines localités qui en sont entièrement dépourvues, et d'en agrandir d'autres devenues trop petites par suite de l'accroissement de la population ;

Attendu qu'il demande l'autorisation d'emprunter une somme additionnelle de deux cent mille piastres afin de pouvoir construire ces nouvelles écoles et ces additions aux écoles déjà construites, et qu'il est à propos d'accéder à cette demande ;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section 1 de la loi 54 Victoria, chapitre 53, est 54 V., c. 53,
amendée en y ajoutant les sous-sections suivantes :

"(a) Le bureau des commissaires d'écoles catholiques s. 1, amendée.
romains de la cité de Montréal est néanmoins autorisé à Obligations additionnelles.
émettre des bons ou obligations pour une somme additionnelle de deux cent mille piastres.

"(b) Cette somme devra être employée exclusivement à la Emploi du produit des obligations.
construction des écoles suivantes : une école pour garçons dans la paroisse de Sainte-Hélène et une école pour filles dans la paroisse de Saint-Eusèbe, et à l'agrandissement des écoles déjà existantes suivantes, les écoles Olier, Champlain et Sarsfield.

Manière de
les émettre.

“(c) Ces bons ou obligations seront émis en conformité de la loi 54 Victoria, chapitre 53.”

NOTE.—*Cette section est amendée par les lois 6 Ed. VII, c. 84, s. 1, et 9 Ed. VII, c. 39, s. 1.*

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6 EDOUARD VII, CHAPITRE 84

Loi concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal et les obligations scolaires de ladite cité

[Sanctionnée le 9 mars, 1906]

Préambule.

ATTENDU que la commission des écoles catholiques de Montréal a, par sa pétition, démontré qu'il est nécessaire de construire des écoles dans certaines localités qui en sont entièrement dépourvues, et d'en agrandir d'autres devenues trop petites par suite de l'accroissement de la population ;

Attendu qu'elle demande l'autorisation d'emprunter une somme additionnelle de deux cent cinquante mille piastres afin de pouvoir construire ces nouvelles écoles et ces additions aux écoles déjà construites ;

Attendu que ladite commission a aussi représenté que ses revenus étaient insuffisants et qu'il fallait, pour lui permettre de donner à tous les enfants catholiques de la cité de Montréal l'enseignement primaire auquel ils ont droit et qu'il convient de leur donner, augmenter la taxe scolaire ;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à cette demande ;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

54 V., c. 53,
s. 1, amen-
dée.

1. La section 1 de la loi 54 Victoria, chapitre 53, telle qu'amendée par les lois 63 Victoria, chapitre 99, section 1, et 5 Edouard VII, chapitre 90, section 1, est de nouveau amendée en y ajoutant les sous-sections suivantes :

Bons addi-
tionnels pour
\$250,000.

“d. La commission des écoles catholiques de Montréal est néanmoins autorisée à émettre, en sus des emprunts déjà contractés par elle, des bons ou obligations pour une somme additionnelle de deux cent cinquante mille piastres.

Emploi de
cette somme.

“e. Cette somme devra être employée exclusivement à la construction ou à l'acquisition des écoles suivantes : une école pour filles dans la paroisse de Saint-Gabriel, une école pour filles dans la paroisse de Sainte-Hélène, une école pour garçons et une école pour filles dans les limites actuelles des paroisses de Saint-Jacques et du Sacré-Cœur, et à l'agrandissement ou aux réparations, ou à la construction d'une école pour garçons dans la paroisse de Saint-Joseph.

“ f. Ces bons ou obligations seront émis en conformité de la loi 54 Victoria, chapitre 53.” Emission de ces bons.

NOTE.—*Cette section a été amendée par la loi 9 Ed. VII, c. 39, s. 1.*

2. La section 1 de la loi 34 Victoria, chapitre 12, telle qu'amendée par les lois 36 Victoria, chapitre 33, section 1, 55-56 Victoria, chapitre 61, section 1, et 4 Edouard VII, chapitre 50, section 1, est remplacée par la suivante :

“ **1.** La section 23 de la loi de cette province 32 Victoria, chapitre 16, intitulée : “ Acte pour amender les lois concernant l'éducation en cette province ”, est amendée quant au montant seulement à être payé par la corporation de la cité de Montreal pour le soutien des écoles dans ladite cité ; et, à l'avenir, la corporation de la cité de Montréal paiera pour le soutien des écoles dans ladite cité, au lieu d'une somme triple de la part de l'allocation du gouvernement aux écoles de ladite cité, tel que prévu dans ladite section, une somme égale à quatre dixièmes de centin dans la piastre sur la valeur totale de la propriété immobilière imposable de ladite cité, inscrite sur la liste No 1, telle que prescrite par le paragraphe premier de la section 29 de la loi de cette province 32 Victoria, chapitre 16, et quatre dixièmes de centin dans la piastre sur la valeur totale de la propriété immobilière imposable inscrite sur les listes Nos 2 et 3, telles que prescrites également aux paragraphes deux et trois de ladite section 29 de ladite loi en dernier lieu mentionnée ”.

NOTE.—*Voir la loi 9 Ed. VII, c. 38, s. 1.*

3. La présente loi s'appliquera à toutes les taxes imposées et payables le et après le 1er mai 1906. Application de cette loi.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

9 EDOUARD VII, CHAPITRE 39

Loi amendant la loi concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal et les obligations scolaires de ladite cité

[Sanctionnée le 7 mai, 1909]

ATTE^{ndu} que la commission des écoles catholiques de Montréal a, par sa pétition, démontré qu'il est nécessaire de construire dans certaines localités de nouvelles écoles et d'en agrandir une autre déjà existante devenue trop petite par suite de l'accroissement de la population ; Préambule.

Attendu qu'elle demande l'autorisation d'emprunter une somme additionnelle de cent cinquante mille piastres afin de pouvoir construire ces nouvelles écoles et faire cette addition à l'école déjà construite ;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à cette demande ;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

54 V., c. 53,
s. 1, amen-
dée.

1. La section 1 de la loi 54 Victoria, chapitre 53, telle qu'amendée par les lois 63 Victoria, chapitre 99, section 1, 5 Edouard VII, chapitre 90, section 1, et 6 Edouard VII, chapitre 84, section 1, est de nouveau amendée en y ajoutant les paragraphes suivants :

Pouvoir d'é-
mettre des
obligations
additionnel-
les.

"g. La commission des écoles catholiques de Montréal est néanmoins autorisée à émettre, en sus des emprunts déjà contractés par elle, des bons ou obligations pour une somme additionnelle de cent cinquante mille piastres ;

Mode de l'é-
mission.

"h. Ces bons ou obligations seront émis en conformité de la loi 54 Victoria, chapitre 53."

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9 EDOUARD VII, CHAPITRE 8

Loi autorisant l'organisation d'une commission chargée de voir à la possibilité de créer une commission scolaire catholique pour la cité de Montréal et sa banlieue

[[Sanctionnée le 29 mai, 1909]

Préambule.

ATTENDU que l'Assemblée législative, à sa séance du 30 avril 1909, a adopté un rapport du comité de législation recommandant la nomination d'une commission extra-parlementaire, chargée d'entendre les intéressés sur l'organisation d'une commission scolaire catholique pour la cité de Montréal et sa banlieue, et d'étudier les divers projets de réorganisation suggérés ;

Attendu qu'il est à propos de mettre à effet les conclusions dudit rapport ;

A ces causes, Sa Majesté de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Nomination
de la commis-
sion.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut instituer une commission composée de trois commissaires et d'un secrétaire, qui sera chargée :

1. D'entendre les parties intéressées sur les meilleurs moyens ^{Ses fonctions} à prendre pour organiser une commission scolaire catholique ayant juridiction sur la cité de Montréal et sa banlieue ;

2. D'étudier les divers projets de réorganisation qui pourront lui être suggérés ;

3. De rechercher les règles justes et équitables en vertu desquelles les lois spéciales existantes ou la loi générale devraient être modifiées ;

4. De proposer, s'il y a lieu, le mode le plus rationnel de répartir, entre qui de droit, l'actif et le passif des différentes commissions scolaires catholiques ayant actuellement juridiction sur la cité de Montréal et sa banlieue ;

5. De faire toute suggestion de nature à faciliter l'organisation d'une commission scolaire catholique ayant juridiction sur la cité de Montréal et sa banlieue.

2. Cette commission procédera avec toute la diligence possible à remplir les fins pour lesquelles elle est constituée. ^{Diligence à apporter.}

Sur demande de la commission le lieutenant-gouverneur en conseil pourra étendre ses pouvoirs. ^{Etendue de ses pouvoirs.}

3. Les séances de ladite commission seront publiques, et avis de la première réunion doit être donné quinze jours d'avance dans deux journaux quotidiens, un anglais et un français, publiés dans la cité de Montréal. ^{Séances doivent être publiques.}

4. La commission fera rapport au lieutenant-gouverneur en conseil du résultat de ses travaux, et pourra, en même temps, faire toutes recommandations et suggestions qu'elle jugera à propos. ^{Rapport au lt.-gouv. en conseil.}

5. Les commissaires et le secrétaire recevront chacun, pour leurs services, une indemnité fixée par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, laquelle ne pourra cependant excéder dix piastres par jour. ^{Indemnité des commissaires et du secrétaire.}

6. L'indemnité des commissaires et du secrétaire, et les dépenses qu'ils pourront encourir pour frais de voyage, papeterie et autres choses nécessaires à l'accomplissement de leurs devoirs en vertu de la présente loi, seront payés par mandats du lieutenant-gouverneur à même le fonds consolidé du revenu de la province. ^{Mode de paiement des dépenses de la commission.}

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. ^{Entrée en vigueur.}

53 VICTORIA, CHAPITRE 117

Loi autorisant le bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal, à disposer de certaines propriétés immobilières et à ratifier et confirmer l'union des écoles dissidentes des ex-municipalités du village de Saint-Gabriel et de la ville de Saint-Jean-Baptiste avec la municipalité scolaire de la cité de Montréal

[Sanctionnée le 2 avril, 1890]

Préambule.

ATTENDU que le bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal, corps politique et constitué en corporation et ayant son bureau principal dans les cité et district de Montréal, a exposé dans sa requête :

Que, par acte de donation fait et passé le vingt-cinq janvier dix-huit cent vingt-huit, à Montréal, devant A. Jobin, notaire public, un nommé Herman Seaver a volontairement donné et cédé par donation, *inter vivos*, à Joseph Ross, tonnelier, William Thomson, épicier, Joshua Hoight, charpentier, Omassa Gilbert, aubergiste, et James Ellis Campbell, commerçant, tous demeurant au pied du courant Sainte-Marie, à Montréal, présents et acceptant en qualité de donataires en fidéicommis dans l'intérêt et objet ci-après désignés, la propriété suivante, savoir :

“ Un lot de terrain situé au pied du courant Sainte-Marie susdit, contenant quarante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, et borné en front par la rue Malbrough ; d'un côté par un lot de terrain donné le même jour par ledit Herman Seaver au révérend John Bethune, en fidéicommis pour l'érection d'une chapelle ; de l'autre côté par un lot de terrain appartenant aussi audit Herman Seaver, mais devant être vendu à Cady et Jones Butterfield ; et en arrière par ledit James Ellice Campbell ; ledit lot de terrain étant connu et désigné par la lettre V, sur un plan de lot situé sur la ferme de Herman Seaver, au pied du courant Sainte-Marie, avec toutes et chacune de ses circonstances et dépendances ”.

Que cette donation des terrains et propriétés ci-dessus décrits a été faite, tel que susdit, en fidéicommis, auxdits donataires, et leur successeurs, à toujours, pour être employés à l'usage d'une école publique ou pour aucun autre objet ou but quelconque ;

Que le dit lot de terrain est actuellement la propriété du dit bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal, en leur qualité de successeurs dudit fidéicommis mentionné dans cet acte de donation, en vertu de l'acte de la province de Québec 47 Vict., chap. 30, relatif aux commissaires d'écoles d'Hochelaga ;

Que ce lot de terrain est maintenant désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du village constitué d'Hochelaga, savoir : le quartier actuel d'Hochelaga de la cité de Montréal, sous le numéro du cadastre quatre-vingt-quatorze ;

Qu'une partie de ce lot a été expropriée par la cité de Montréal pour l'élargissement de la rue Ste-Catherine ;

Que la partie qui en reste est impropre à la construction d'une école et qu'elle ne peut servir aux besoins scolaires ;

Que les fonds et deniers administrés par les requérants sont exclusivement destinés à l'instruction dans la cité de Montréal ;

Qu'il est à propos, pour l'accomplissement du l ut du fidéi-commis créé par ledit Herman Scaver, que le bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal, soit autorisé à vendre ce lot de terrain et à en donner un titre parfait à ou aux acheteurs ;

Attendu que le bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal, a, par sa requête, représenté également : que, en dix-huit cent quatre-vingt-six, la municipalité du village de St-Gabriel a été annexée à la cité de Montréal pour des fins municipales, et en dix-huit cent quatre-vingt-sept la municipalité de la ville de St-Jean-Baptiste a été également annexée à la cité de Montréal pour les fins municipales, et plus tard, les dissidents desdites municipalités de St-Gabriel et St-Jean-Baptiste exprimèrent le désir de s'unir, pour des fins scolaires, à la cité de Montréal, et les syndics des écoles dissidentes desdites municipalités de St-Jean-Baptiste et St-Gabriel, le vingt-trois août dix-huit cent quatre-vingt-huit, et le quinze février dix-huit cent quatre-vingt-six, respectivement, par acte de transport, passé devant R. A. Dunton, notaire public, et Charles Cushing, notaire public, respectivement, ont transféré, transporté et cédé au bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal, toutes et chacune des propriétés scolaires qui leur appartenaient, respectivement, en leur qualité de syndics des écoles dissidentes de ces deux municipalités ;

Qu'il s'est élevé des doutes au sujet de la validité de ces transports et de cette union des municipalités de St-Jean-Baptiste et de St-Gabriel avec la cité de Montréal, pour des fins scolaires, et qu'il est désiré que ces transports et cette union desdites municipalités de St-Jean-Baptiste et St-Gabriel avec la cité de Montréal, pour des fins scolaires soient ratifiés et confirmés ;

Et attendu qu'il est à propos d'accéder à la demande des dits requérants ; A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Quebec, décrète ce qui suit :

Autorisation
de vendre
certains ter-
rains et de
donner titres
valables.

1. Le bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal est, par le présent autorisé à vendre le lot de terrain donné en fidéicommis par Harman Seaver, le vingt-cinq janvier, dix-huit cent vingt-huit, par acte passé devant maître A. Jobin, notaire public, et ci-dessus décrit, ou partie d'icelui, avec toutes ses dépendances, par encan public, ou vente privée, au comptant ou à crédit, ou partie comptant et partie à crédit, garanti de telle manière qui lui paraîtra convenable, et à en transporter et céder un titre parfait à l'acheteur ou aux acheteurs, et à donner quittance du prix d'achat à et en faveur de ce ou de ces acheteurs, et à faire tous et chacun des actes ou choses nécessaires.

Union de dis-
sidents, rati-
fiée.

2. L'union des dissidents de l'ex-municipalité du village St-Gabriel et de l'ex-municipalité de la ville de St-Jean-Baptiste avec la cité de Montréal, pour des fins scolaires, est ratifiée, confirmée et déclarée valide, comme si cette réunion avait eu lieu en vertu de la loi.

Transport de
cession par
dissidents,
confirmé.

3. Les transport et cession faits et passés par les dissidents de l'ex-municipalité de Saint-Gabriel, au bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal, le quinze février, dix-huit cent quatre-vingt-huit, devant maître Charles Cushing, notaire public, et les transport et cession, passés par les dissidents de l'ex-municipalité de Saint-Jean Baptiste audit bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal, le vingt-trois août dix huit cent quatre-vingt-six, devant maître R. A. Dunton, notaire public, sont par le présent, chacun d'eux et tous deux ratifiés et confirmés et déclarés valides; et ledit bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal est investi de toutes les propriétés desdits dissidents de ces deux municipalités ci-dessus nommées, et a droit de recevoir tous les revenus scolaires de toutes sortes et nature quelconques des dissidents de ces deux municipalités.

Entrée en
vigueur.

4. Cet act deviendra en vigueur le jour de sa sanction.

4 EDOUARD, VII CHAPITRE 50

Loi concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal

[Sanctionnée le 2 juin, 1904]

ATTENDU qu'une pétition a été présentée par le bureau des commissaires d'écoles protestants de Montréal, représentant qu'il est à propos d'amender la loi concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal, et demandant que la loi 34 Victoria, chapitre 12, telle qu'amendée par la section 1 de la loi 36 Victoria, chapitre 33, et telle que de nouveau amendée par la section 1 de la loi 55-56 Victoria, chapitre 61, soit de nouveau amendée de la manière ci-après mentionnée ;

Preamble.

Et attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition ;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—La section 1 a été remplacée par la loi 6 Ed. VII, c. 84, s. 2.

2. Les commissaires d'écoles devront donner dans la cité de Montréal l'instruction élémentaire gratuite.

Instruction
élémentaire
gratuite.

3. Les commissaires d'écoles sont autorisés, par la présente loi, à faire une émission additionnelle de bons ou d'obligations jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas deux cent mille piastres ; lesquels dits bons ou obligations, payables en principal à trente ans de la date de leur émission, porteront intérêt à un taux n'excédant pas cinq pour cent par année, avec un fonds d'amortissement nécessaire pour racheter lesdits bons à maturité. Lesdits commissaires d'écoles sont autorisés à réserver, chaque année, la somme qui sera nécessaire pour subvenir audit intérêt, ainsi qu'au fonds d'amortissement.

Emission
additionnelle
de bons.

Fonds
d'amortisse-
ment.

NOTE.—Cette section a été amendée par la loi 6 Ed. VII, c. 85, s. 1.

4. La présente loi s'appliquera à toutes les taxes imposées et payables après le 1er mai 1904.

Application
de la loi.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

5 EDOUARD VII, CHAPITRE 91

Loi autorisant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal à émettre des obligations additionnelles

[Sanctionnée le 11 mai, 1905]

Préambule.

ATTENDU que le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, a, par sa requête, représenté qu'il est désirable et dans l'intérêt de l'instruction que ledit bureau soit autorisé à, et ait le pouvoir d'émettre des obligations additionnelles ;

Et attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite requête ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Pouvoir d'émettre des obligations additionnelles.

1. Le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal est par les présentes autorisé à, et a le pouvoir d'émettre des obligations additionnelles pour une somme n'excédant pas deux cent mille piastres, lesdites obligations payables, en capital, en trente ans à partir de la date de leur émission, portant intérêt à un taux n'excédant pas cinq pour cent par an, avec le fonds d'amortissement nécessaire pour racheter ces obligations à l'époque susmentionnée. Lesdits commissaires d'écoles sont autorisés à mettre en réserve chaque année la somme nécessaire pour payer lesdits intérêt et fonds d'amortissement.

Fonds d'amortissement.

NOTE.—*Cette section a été amendée par la loi 6 Ed. VII, c. 85, s. 2.*

Entrée en vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6 EDOUARD VII, CHAPITRE 85

Loi amendant les lois 4 Edouard VII, chapitre 50, et 5 Edouard VII, chapitre 91, et interprétant certaines dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 53, concernant l'émission de bons ou d'obligations par le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal

[Sanctionnée le 9 mars, 1906]

Préambule.

ATTENDU qu'une pétition a été présentée par le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, représentant qu'il est à propos d'amender les lois 4 Edouard VII, chapitre 50, et 5 Edouard VII, chapitre 91,

et d'adopter une disposition interprétative au sujet de la loi 54 Victoria, chapitre 53, de la manière ci-après mentionnée ;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à ladite pétition ;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section 3 de la loi 4 Edouard VII, chapitre 50, est ^{4 Ed. VII, c. 50, s. 3, am.} amendée en y ajoutant l'alinéa suivant :

" Ces bons ou obligations additionnels seront émis en conformité de la loi 54 Victoria, chapitre 53." ^{Loi applicable pour émission des bons.}

2. La section 1 de la loi 5 Edouard VII, chapitre 91, est ^{5 Ed. VII, c. 91, s. 1, am.} amendée en y ajoutant l'alinéa suivant :

" Ces bons ou obligations additionnels seront émis en conformité de la loi 54 Victoria, chapitre 53." ^{Loi applicable pour émission des bons.}

3. Toute émission de bons faite ou à faire en vertu des deux lois en dernier lieu mentionnées sera sujette aux dispositions et conditions et aura droit aux garanties auxquelles il est pourvu par la loi 54 Victoria, chapitre 53, et spécialement par la section 3 de ladite loi. ^{Garantie des émissions de bons.}

4. La loi 54 Victoria, chapitre 53, confère et a conféré au dit bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, depuis qu'elle a été décrétée, le pouvoir d'émettre de nouveaux bons ou obligations, à la maturité de toute émission d'iceux, pourvu qu'à aucun moment donné le montant total de ces bons ou obligations en cours n'exécède pas celui qui est autorisé par la loi. ^{Emission de nouveaux bons. Proviso}

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. ^{Entrée en vigueur.}

7 EDOUARD VII, CHAPITRE 30

Loi amendant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de Montréal

[Sanctionnée le 28 février, 1907]

ATTENDU qu'une pétition a été présentée par le Bureau Préambule. des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, représentant qu'il est à propos d'amender la loi 32 Victoria, chapitre 16, de la manière ci-après mentionnée ; et attendu qu'il est à propos de faire droit à sa demande ;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Contribution
de la cité de
Montréal à
l'entretien
des écoles
protestantes.

1. Nonobstant toute disposition contraire contenue dans la section 23 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, et ses amendements, la corporation de la cité de Montréal paiera pour l'entretien des écoles, dans ladite cité, le montant pourvu par la loi indépendamment du prélèvement de la taxe ci-après pourvue, en trois paiements, dont le premier sera exigible le premier décembre de chaque année et comprendra soixante pour cent du montant évalué de la taxe pour cette année ; dont le second sera exigible le premier février suivant et comprendra vingt pour cent du montant évalué de la taxe susdite, et dont le troisième, comprenant la balance du montant de la taxe susdite, sera exigible le premier mai suivant, pourvu que, lors du paiement de chacun des versements de ladite somme, en soit déduit le montant antérieurement payé ou alors payable pour l'intérêt et le fonds d'amortissement sur les obligations dudit bureau, et ladite somme sera recouvrable par ledit bureau devant toute cour de juridiction civile compétente, avec intérêt et dépens.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

8 EDOUARD VII, CHAPITRE 33

Loi amendant la loi relative aux taxes d'écoles dans la cité de Montréal

[Sanctionnée le 14 avril, 1908]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

55-56 V., c.
61, s. 2, ab.

1. La section 2 de la loi 55-56 Victoria, chapitre 61, est abrogée.

Paiement
d'une somme
de \$2,000 aux
écoles protes-
tantes de
Montréal.

2. La somme de deux mille piastres mentionnée dans l'article abrogé par la section précédente sera payée au bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal conformément à la loi.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

8 EDOUARD VII, CHAPITRE 34

Loi autorisant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal à émettre des obligations ou débentures additionnelles, et concernant les honoraires payables aux commissaires qui composent ledit bureau

[Sanctionnée le 14 avril, 1908]

ATTENDU qu'une pétition a été présentée par le bureau Preamble.
des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, représentant qu'il est à propos et dans l'intérêt de l'éducation que ledit bureau reçoive autorisation et pouvoir d'émettre des obligations ou débentures additionnelles, et de régler le paiement d'honoraires auxdits commissaires d'écoles ; et attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec décrète ce qui suit :

1. Le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal est par la présente loi autorisé à, et a le pouvoir d'émettre des obligations ou débentures additionnelles pour une somme n'excédant pas cent mille piastres, lesdites obligations ou débentures payables, en capital, en trente ans à partir de la date de leur émission, portant intérêt à un taux n'excédant pas cinq pour cent par an, avec le fonds d'amortissement nécessaire pour racheter ces obligations à l'époque susmentionnée ; lesdites obligations devant être datées du premier jour de janvier 1908. Lesdits commissaires d'écoles sont autorisés à mettre en réserve chaque année la somme nécessaire pour payer lesdits intérêts et fonds d'amortissement. Pouvoir d'émettre des obligations.

2. Ces obligations ou débentures additionnelles seront émises conformément à la loi 54 Victoria, chapitre 53. 54 V., c 53, applicable.

3. Le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal est, par la présente loi, autorisé à faire des règlements concernant les honoraires à payer aux commissaires composant ledit bureau, à en fixer le montant et déterminer la manière dont ils seront payés. Honoraires des commissaires.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

9 EDOUARD VII, CHAPITRE 38

Loi concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal
et autres fins

[Sanctionnée le 7 mai, 1909]

Préambule.

ATTENDU que le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal a présenté une pétition, représentant qu'il est à propos que les taxes scolaires de la cité de Montréal soient augmentées d'un millième par piastre, sur les listes protestante et neutre de ladite cité, et que le produit de cette taxe additionnelle soit placé, par le trésorier de la cité de Montréal au crédit du bureau des commissaires d'écoles protestants et de la commission catholique de Montréal, dans la proportion déterminée par la loi, et que le produit de ladite taxe additionnelle revenant à chaque bureau devrait être affecté, autant qu'il sera nécessaire, au paiement de l'intérêt et du fonds d'amortissement sur ses bons émis et à être émis et que, s'il reste après cela un excédent dudit produit entre les mains du trésorier de la cité de Montréal, cet excédent devait être payé au bureau que cela concerne en remboursement de toute dépense faite par lui pour l'achat de terrains scolaires et l'érection, l'agrandissement ou la modification des maisons d'école et pour aucune autre fin, et que toute balance du produit de la taxe additionnelle susdite restant alors entre les mains dudit trésorier de ladite cité devrait être reportée et placée au crédit du bureau ou de la commission scolaire qui y a droit, pour être employée auxdites fins, savoir, l'achat de terrains scolaires et l'érection, l'agrandissement ou la modification de maisons d'école ; et que le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal soit autorisé à émettre des bons ou débentures jusqu'au montant de trois cent cinquante mille piastres en sus du montant qu'il a actuellement le pouvoir d'émettre conformément à la loi ; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec décrète ce qui suit :

Taxe spéciale d'un millième dans la piastre.

1. En sus du montant qui doit être payé par la corporation de la cité de Montréal pour le soutien de écoles, tel que le détermine la section 1 de la loi 4 Edouard VII, chapitre 50, il sera imposé, conformément aux termes de ladite loi, une taxe spéciale d'un millième dans la piastre sur la valeur totale des immeubles imposables inscrits sur les listes Nos 2

et 3, tel que défini dans les paragraphes 2 et 3 de la section 29 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, et cette taxe spéciale sera prélevée et perçue de la manière jusqu'ici prescrite par la loi pour les taxes scolaires en la cité de Montréal, et le produit de cette taxe sera employé tel qu'il est déterminé par la présente loi.

2. Le produit de la taxe spéciale, à laquelle il est pourvu par la présente loi, doit être placé par le trésorier de la cité de Montréal au crédit du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal et de la commission scolaire catholique de Montréal, dans la proportion jusqu'ici déterminée par la loi.

3. Le trésorier de la cité de Montréal doit employer le produit de ladite taxe spéciale, revenant à chaque bureau, autant que la chose est nécessaire, au paiement de l'intérêt et du fonds d'amortissement sur ces obligations émises ou à être émises.

4. S'il reste un excédent du produit de la taxe spéciale susdite entre les mains du trésorier de la cité de Montréal, après paiement de l'intérêt et du fonds d'amortissement sur ces obligations émises ou à être émises, le trésorier de la cité de Montréal doit payer au bureau ou à la commission scolaire que cela concerne tout excédent ou part quelconque d'icelui qui peut être nécessaire pour le remboursement auxdits bureau ou commission de toute dépense faite par eux pour l'achat de terrains scolaires ou pour l'érection, l'agrandissement ou la modification de maisons d'école et pour aucune autre fin quelconque.

5. Si après cela, il reste encore une balance du produit de ladite taxe spéciale entre les mains du trésorier de la cité de Montréal, cette balance doit être reportée et placée au crédit du bureau ou de la commission scolaire qui y a droit, pour être affectée à l'achat de terrains scolaires et à l'érection, l'agrandissement ou la modification de maisons d'école, comme susdit.

6. Le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal est, par la présente loi, autorisé à émettre des obligations ou débentures additionnelles jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas trois cent cinquante mille piastres; lesdites obligations ou débentures, payables quant au principal en trente ans de la date de leur émission, porteront intérêt à un taux n'excédant pas cinq pour cent par année, avec le fonds d'amortissement qui sera nécessaire pour racheter lesdites obligations à leur échéance; toutes les

obligations seront datées du 1er de janvier 1909 ; lesdits commissaires d'écoles sont autorisés à réserver, chaque année, les sommes qui seront nécessaires pour payer lesdits intérêt et fonds d'amortissement.

- Dispositions applicables. **7.** Ces obligations ou débetures additionnelles doivent être émises conformément à la loi 54 Victoria, chapitre 53.
- Disposition rétroactive. **8.** La présente loi s'applique à toutes les taxes imposées et payables le et après le premier mai 1909.
- Entrée en vigueur. **9.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 EDOUARD VII, CHAPITRE 44

Loi revisant et refondant la charte de la cité des Trois-Rivières

[Sanctionnée le 28 mars, 1901]

Préambule.

A TTENDU que la corporation de la cité des Trois-Rivières a, par sa pétition, représenté qu'il est à propos de reviser et de refondre les dispositions des diverses lois de la Législature de la province de Québec, concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières, et qu'il convient de faire droit à cette demande ;

En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

* * * * *

DES ÉCOLES

Maire et échevins *ex officio* commissaires d'écoles.

222. Tous les pouvoirs et les devoirs des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la cité des Trois-Rivières continueront à être exercés et remplis par le maire et les échevins de la cité, qui seront *ex officio* commissaires d'écoles pour la cité des Trois-Rivières, et, lorsqu'ils agiront comme tels commissaires, leur nom collectif sera : " les commissaires d'écoles pour la cité des Trois-Rivières."

Privilèges des dissidents.

223. Rien de contenu dans la présente loi ne préjudiciera aux droits et privilèges des non-catholiques qui demeureront, à tous égards, comme si les dispositions de la présente charte concernant les écoles n'eussent pas été passées.

Echevins dissidents

224. Nul échevin, étant dissident, n'agira comme commissaire d'écoles, dans le cas où il y aurait une ou plusieurs

écoles dissidentes en opération dans ladite cité ; mais les autres membres dudit conseil, ou la majorité d'entre eux, agiront comme tels commissaires.

225. Le maire sera de droit le président des commissaires d'écoles de la cité, s'il est catholique, mais s'il est non-catholique ou dissident, les autres membres catholiques du conseil de la cité choisiront l'un d'entre eux comme président.

226. Nul ne pourra être nommé secrétaire des commissaires d'écoles s'il n'est catholique, et le greffier de la cité sera de droit le secrétaire des commissaires, s'il est catholique, mais s'il ne l'est pas, les commissaires devront nommer une autre personne pour remplir cette charge.

Le trésorier de la cité sera également de droit le trésorier desdits commissaires d'écoles et le percepteur et dépositaire de toutes sommes payables et appartenant à la commission scolaire.

227. Afin de réaliser les fonds nécessaires pour faire face aux dépenses nécessaires, répondre aux obligations déjà contractées ou qu'ils pourront contracter à l'avenir, et à toutes autres exigences provenant de l'exercice de leur juridiction, les commissaires d'écoles pour la cité des Trois-Rivières auront le droit d'imposer et prélever annuellement sur les propriétés immobilières de la cité les taxes ci-après désignées :

1. Sur tout terrain ou bien-fonds, lot de ville ou portion de lot, soit qu'il existe ou non des bâtiments ou constructions susérigés, une taxe annuelle n'excédant pas cinquante centins par cent piastres de leur valeur réelle, telle que portée au rôle d'évaluation de la cité ;

2. Sur tous les locataires dans la cité, une taxe annuelle n'excédant pas quatre centins par piastre sur le montant du loyer ; et toute personne occupant un immeuble dont elle n'est ni propriétaire, ni locataire, est tenue au paiement de cette taxe, suivant la valeur du loyer dudit immeuble telle que fixée au rôle d'évaluation de la cité.

Néanmoins le présent article ne s'appliquera pas aux propriétés exemptées de taxes par l'article 251 de la présente loi.

228. Toute personne obligée au paiement des cotisations scolaires, qui, après la passation de la présente loi, ne sera pas reconnue comme dissidente par les commissaires d'écoles, et qui désirera être considérée comme telle, devra en donner avis par écrit au secrétaire desdits commissaires d'écoles, et toute telle personne ne donnant pas ledit avis sera tenue de payer les cotisations et contributions scolaires.

Pouvoir des commissaires d'écoles de contracter des emprunts pour certains fins. **229.** Les commissaires d'écoles représentés et agissant par les membres catholiques du conseil de la cité, comme prescrit ci-dessus, auront le droit de contracter des emprunts pour payer leurs dettes ou en opérer la conversion ou la consolidation, pour entretenir, améliorer, agrandir ou reconstruire les maisons d'école de la cité, ou en construire de nouvelles, pour acheter les terrains nécessaires à cette fin et spécialement pour toutes les fins de leur juridiction.

Autorisation spéciale d'emprunter. Ils sont spécialement autorisés par les présentes à emprunter huit mille piastres à être appliquées au paiement de la construction de la maison d'école du quartier Notre-Dame et à l'entretien et réparation des maisons d'école généralement dans la cité.

Emission de débetures pour cette fin. **230.** Lesdits emprunts seront effectués par le moyen de débetures ou obligations, dont l'émission devra se faire conformément aux dispositions prescrites par la présente charte pour l'émission des débetures concernant les emprunts municipaux, avec la seule différence que les deniers requis pour le fonds d'amortissement, le paiement des intérêts et le remboursement du capital à échéance devront être pris à même les fonds des commissaires d'écoles et non à même les fonds municipaux de la cité.

Comment est fait le rôle des cotisations scolaires. **231.** Il ne sera pas nécessaire qu'il soit fait un rôle de perception séparé des cotisations scolaires, ni qu'il soit donné avis à la porte de l'église paroissiale de la cité que le rôle de perception desdites cotisations est complété.

Lesdites cotisations pourront être entrées dans des colonnes séparées du rôle de perception des taxes et cotisations municipales de la cité, et l'avis donné dans un ou plusieurs journaux de la cité, relativement audit rôle de perception, sera considéré comme s'appliquant aux cotisations scolaires de même qu'aux taxes municipales.

NOTE.—*L'article 231a a été édicté par la loi 5 Ed. VII, c. 43, s. 11.*

Escompte sur les cotisations. **232.** Les commissaires d'écoles de la cité pourront accorder une remise, n'excédant pas dix pour cent, sur toutes taxes ou cotisations portées au rôle de perception et dont le paiement aura été fait dans les vingt jours qui suivront l'avis public donné par le trésorier de la cité, conformément aux dispositions de cette charte, pour annoncer que le rôle de perception est complété et déposé.

Intérêt sur les arrérages. **233.** Les commissaires d'écoles de la cité pourront exiger et percevoir six pour cent sur chaque année d'arrérages de taxes ou cotisations, ainsi que sur chaque année d'arrérages

d'intérêts à eux dus en vertu de tout marché, obligation ou contrat quelconque, et pourront exiger un taux d'intérêt de six pour cent par année sur toute somme d'argent déboursée par eux pour l'avantage de toute personne, conformément aux dispositions de la loi ou de tout règlement passé par les dits commissaires, ou de tout marché, obligation ou contrat quelconque, ainsi que sur le montant de tout jugement obtenu par lesdits commissaires devant toute cour de justice.

234. La rétribution mensuelle payable par les enfants fréquentant les écoles sous le contrôle des commissaires d'écoles de la cité, appartiendra auxdits commissaires et sera payable de la manière et aux époques qu'ils fixeront par une résolution à cet effet. Rétribution mensuelle.

* * * * *

320. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

5 EDOUARD VII, CHAPITRE 43

Loi amendant la charte de la cité des Trois-Rivières

[Sanctionnée le 20 mai, 1905]

ATTENDU que la corporation de la cité des Trois-Rivières a, par sa requête, demandé que certains amendements soient faits à la loi 1 Edouard VII, chapitre 44; Préambule.

Attendu que cette corporation a, par sadite requête, demandé la passation d'une loi confirmant et ratifiant un règlement passé par le conseil le 22 août 1904, et approuvé par les électeurs municipaux le 31 août 1904, intitulé : " Chapitre 125. Règlement pour autoriser le conseil de la cité des Trois-Rivières à voter, accorder et octroyer à messieurs Girard et Godin, manufacturiers, de la cité des Trois-Rivières, pour le rétablissement de leur manufacture de cercueils et de garniture de cercueils et accessoires en cette cité, une étendue de terrain, avec prêt de la somme de trente-cinq mille piastres, à intérêt annuel de quatre pour cent, et aussi une exemption de taxes sur ladite manufacture pendant le terme de dix années " ;

Attendu que cette corporation a représenté par sadite requête qu'il peut s'élever des doutes quant à la validité du dit règlement et qu'il est désirable de les faire disparaître ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

* * * * *

Art. aj. à id., **11.** La loi 1 Edouard VII, chapitre 44, est amendée en art. 231. ajoutant après l'article 231 le suivant :

Perception **“ 231a.** La perception des taxes scolaires et autres charges des taxes se fera de la même manière et avec la même procédure que scolaires. celles employées pour la perception des taxes municipales et autres charges.”

* * * * *

Entrée en **17.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. vigueur.

56 VICTORIA, CHAPITRE 80

Loi concernant les commissaires d'écoles de la ville de la Côte Saint-Antoine

[Sanctionnée le 27 février, 1893]

Préambule.

ATTENDU que les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de la Côte Saint-Antoine, dans le comté d'Hochelaga, ont par leur pétition représenté que, vu l'accroissement de la population et le développement de la ville, il est nécessaire de donner auxdits commissaires d'autres pouvoirs plus étendus pour pourvoir d'une manière plus efficace aux besoins de l'éducation de la municipalité ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est affecté par la loi 62 V., c. 72 sections 2 à 16.

Durée des fonctions des commissaires d'écoles actuels.

1. Les commissaires d'écoles actuels de la municipalité de la ville de la Côte Saint-Antoine, dans le comté d'Hochelaga, resteront en fonction jusqu'au mois de janvier qui suivra le mois de juillet de l'année d'expiration de leur terme d'office, et les commissaires sortant de charge seront respectivement remplacés pendant ledit mois de janvier. Le président actuel restera en fonction jusqu'à ce qu'il ait été remplacé conformément aux dispositions de cette loi.

ÉLECTIONS

2. L'élection des commissaires d'écoles et leur terme d'office seront fixés par les dispositions des lois scolaires de cette province, concernant ces élections, avec les modifications suivantes : Lois et règles applicables à l'élection des commissaires d'écoles.

(a) Les élections annuelles auront lieu le deuxième lundi juridique du mois de janvier de chaque année, au lieu du premier lundi juridique du mois de juillet, et le mot "juillet", partout où il est employé dans les articles des lois scolaires relativement à l'époque des élections, sera remplacé par le mot "janvier", chaque fois que le sens de l'article l'exigera ;

(b) L'officier présidant toute assemblée d'élection des commissaires d'écoles ne peut recevoir et proposer comme candidats que les noms des personnes qui pourront lui être proposés par écrit ;

(c) Le bulletin de présentation doit être signé par au moins cinq électeurs dûment qualifiés, et les nom et prénoms de la personne proposée doivent être donnés en entier ;

(d) Les élections commenceront à neuf heures du matin, et, dans le cas de contestation, seront closes à six heures de l'après-midi du même jour, sauf le droit de clore l'élection tel que ci-après mentionné ;

(e) Dans le cas de demande de scrutin dans une élection, la votation commencera une heure après l'ouverture de l'assemblée et sera close à six heures de l'après-midi du même jour ; mais s'il s'écoule une heure sans qu'il y ait de vote enregistré, le président déclarera l'élection close.

ASSEMBLÉES

3. Lesdits commissaires d'écoles tiendront une assemblée régulière au moins une fois par mois, et la première de ces assemblées régulières aura lieu dans les trente jours qui suivront la mise en vigueur de cette loi, à l'endroit, dans ladite municipalité, où les assemblées ont lieu. Assemblées mensuelles, des commissaires. Première assemblée.

L'époque et l'endroit où ces assemblées mensuelles doivent avoir lieu, seront fixés par résolution passée lors de la première assemblée, et ensuite à la première assemblée qui aura lieu après les élections annuelles, et cette ou ces résolutions ne pourront être abrogées ni modifiées qu'après avis donné à une assemblée précédente. Epoque et lieu des assemblées, comment déterminés, etc.

4. Après la première assemblée annuelle, qui aura lieu dans le mois de janvier mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et chaque année suivante, les commissaires se réuniront dans les quinze jours qui suivront l'élection, dans le but d'élire un président. Election d'un président des commissaires.

Avis des
assemblées.

5. Avis des séances ou assemblées sera donné par le secrétaire-trésorier par lettre ou circulaire imprimée, adressée et envoyée par la poste à chaque commissaire, au moins trois jours avant chaque assemblée, ou remise aux commissaires en personne à leurs domiciles respectifs au moins un jour avant cette assemblée.

Convocation
des assem-
blées spé-
ciales.

6. Une séance spéciale du bureau peut être convoquée, en tout temps, par le président ou le secrétaire-trésorier, ou par deux membres du bureau, par avis spécial donné à tous les commissaires, sauf à ceux qui la convoquent.

Objet des
assemblées
spéciales.

7. Lors d'une séance spéciale, les sujets et affaires mentionnés dans l'avis de convocation du bureau peuvent seuls être pris en considération.

Procédures
préliminaires
à l'assemblée
spéciale.

Le bureau, avant de procéder à l'expédition des affaires, à cette séance spéciale, doit inscrire et déclarer dans les minutes de la séance, contenues dans le livre de délibérations, qu'avis de l'assemblée a été signifié conformément aux sections précédentes aux membres du bureau qui ne sont pas présents, à l'ouverture de la séance, et auquel l'avis aurait dû être signifié.

Clôture de
l'assemblée
en certains
cas.

S'il est constaté que l'avis de l'assemblée n'a pas été signifié à tous les membres absents auxquels il aurait dû être signifié, la séance sera immédiatement close, sous peine de nullité de toutes les procédures.

ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS

8. Cette section a été remplacée par la loi 8 Ed. VII, c. 35, s. 1.

Pouvoir
d'emprunter.

9. Lesdits commissaires d'écoles pourront contracter des emprunts pour faire face à ces dépenses, en émettant des obligations ou bons qui devront être signés par le président, contresignés par le secrétaire-trésorier et être revêtus du sceau de la corporation.

Forme des
obligations.

Ces bons pourront être faits payables au porteur, aux endroits et époques fixés par les commissaires d'écoles.

Intérêt sur
icelles.

Le taux de l'intérêt payable sur ces emprunts n'excédera pas cinq pour cent par an, et pourra être payé par versements, à telles époques dans l'année qui seront déterminées par les commissaires.

Enregistre-
ment des
obligataires.

Les commissaires pourront faire des règlements pour l'enregistrement, dans leurs livres, des propriétaires et porteurs de ces obligations ou bons.

Coupons
d'intérêt.

10. Des coupons du montant de l'intérêt seront attachés à chacun de ces bons ou obligations, et porteront la signature écrite ou lithographiée du secrétaire-trésorier.

Ils seront payables au porteur à l'époque où l'intérêt spécifié deviendra dû, et pourront être faits payables aux endroits que les commissaires pourront fixer. Paie-
ment d'eux.

Ces coupons seront remis sur paiement du montant de l'intérêt y spécifié, et la possession par le secrétaire-trésorier de tout coupon constituera une preuve *prima facie* que l'intérêt y spécifié a été payé. Remise
contre paie-
ment.

11. Outre la somme jugée nécessaire pour l'entretien des écoles placées sous leur contrôle, les commissaires d'écoles devront prélever, chaque année, au moyen d'une taxe spéciale ou répartition, les sommes nécessaires au paiement de l'intérêt annuel de ces obligations, et pour pourvoir une somme de pas moins de un pour cent du montant de tous les emprunts, pour être mise à part annuellement, afin de former un fonds d'amortissement pour le rachat de ces emprunts. Taxe spé-
ciale pour le
paiement de
l'intérêt des
obligations,
etc.

12. Le fonds d'amortissement sera placé dans les fonds publics du Canada, ou de la province, ou employé au rachat des obligations ou bons émis par la corporation, ou déposé dans une banque, et tous les intérêts accrus sur icelui seront placés et employés de la même manière. Placement du
fonds d'a-
mortisse-
ment.

13. Lesdits commissaires d'écoles pourront prélever, imposer et percevoir cette taxe spéciale ou répartition à ou aux époques qu'ils ordonneront, le tout en conformité des dispositions de la loi. Mode de pré-
lever, etc., la
taxe.

Cette taxe spéciale ou répartition portera un intérêt annuel de six pour cent à partir du temps où il deviendra dû. Intérêt sur
les arrérages.

14. Cette taxe spéciale sera imposée d'une manière uniforme, suivant l'évaluation établie pour toutes les propriétés foncières de ladite municipalité scolaire, sujettes à cette taxe, et sera payable, en argent, par le propriétaire, occupant ou possesseur de telle propriété, et constituera, à défaut de paiement une charge spéciale portant hypothèque sur cette propriété, sans qu'il soit besoin d'enregistrement. Taxe com-
ment im-
posée.

15. Aucun emprunt ne sera contracté, et aucune obligation ou bon ne sera signé ou émis sans qu'un règlement ou résolution l'autorisant ait été passé par lesdits commissaires d'écoles, et cette résolution ou ce règlement devra déclarer le ou les objets auxquels les sommes ainsi empruntées devront être appliquées, et pourra contenir toutes les dispositions jugées nécessaires pour assurer l'emploi convenable de l'argent. Résolution
autorisant
l'emprunt.

TAXES

Taxe sur les
immeubles
pour les fins
de cette loi.

16. Lesdits commissaires d'écoles pourront prélever, par taxe imposée sur les propriétés foncières imposables de la municipalité, toutes les sommes nécessaires pour tout objet mentionné dans cette loi, et non autrement prévu.

Escompte
sur taxes en
certains cas.

17. Lesdits commissaires d'écoles pourront, par résolution, à leur discrétion, accorder un escompte sur les paiements faits d'avance sur les taxes d'écoles ordinaires ou sur les taxes spéciales ou répartitions, payées durant un certain laps de temps après la confection desdits rôles de perception d'école, comme le pourront décider les commissaires dans cette ou ces résolutions.

ÉCOLES

Ecole supé-
rieure.

18. Il sera loisible auxdits commissaires d'écoles d'établir, séparément ou conjointement avec toute école placée sous leur contrôle, une école supérieure ou *high school* avec classes séparées pour les garçons et les filles, s'ils le décident ainsi, et sauf l'approbation du comité protestant de l'instruction publique à en régler le cours d'études.

Classe d'en-
fants.

Ils pourront aussi établir des classes d'enseignement manuel et d'exercices physiques, ainsi qu'un jardin de l'enfance ou classe d'enfants, conjointement avec toute école placée sous leur contrôle. Ces commissaires pourront fixer la somme payable mensuellement par les élèves de cette école supérieure ou *high school*, ou classe d'enfants.

Paiements
mensuels.

Engagement
des profes-
seurs.

Les commissaires, avec l'approbation du surintendant de l'instruction publique, pourront employer des professeurs de sujets spéciaux pour toute telle école supérieure, quoique ces professeurs ne soient pas porteurs de brevets d'aptitude conférés sous l'autorité du département.

Règlements
applicables
aux écoles.

19. Toutes les écoles placées sous le contrôle des commissaires seront soumises aux règlements du département de l'Instruction publique, en ce qui regarde l'inspection des écoles.

Effet de
cette loi.

20. Rien de contenu dans cette loi, ou résultant des dispositions y contenues, ne privera les commissaires d'écoles de quelque octroi ou allocation concernant l'éducation supérieure auquel ils pourraient autrement avoir droit.

Elèves des
municipalités
étrangères.

21. Lesdits commissaires d'écoles pourront admettre des élèves des autres municipalités dans toute école placée sous leur contrôle, et régler et fixer le montant mensuel payable par ces élèves.

22. Les professeurs employés par les commissaires d'écoles seront censés avoir un engagement d'un an, et il ne pourra être exigé plus d'un mois d'avis, de la part des professeurs ou des commissaires d'écoles, pour mettre fin à cet engagement ; néanmoins, tout professeur pourra être renvoyé en tout temps pour cause d'incompétence, d'insubordination ou de mauvaise conduite.

Avis de la
fin d'engage-
ment des
professeurs.
Proviso.

23. Le traitement du secrétaire-trésorier sera fixé et déterminé par les commissaires d'écoles.

Traitement
du secrétaire-
trésorier.

24. Les commissaires d'écoles pourront faire, modifier, abroger ou remplacer, en tout ou en partie, de temps à autre, les règlements relatifs à tout sujet tombant sous leur juridiction.

Pouvoir de
faire des
règlements.

25. Cette loi n'abrogera aucune disposition non incompatible avec les présentes.

Lois non
abrogées.

26. Cette loi n'affectera, en aucune manière, les droits de la minorité.

Droits de la
minorité.

27. Cette loi deviendra exécutoire le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

62 VICTORIA, CHAPITRE 72

Loi à l'effet d'amender la loi concernant les commissaires des écoles de la municipalité de la ville de Westmount et d'édicter certaines dispositions relatives aux taxes scolaires de ladite ville

[Sanctionnée le 10 mars, 1899]

ATTENDU que lesdits commissaires d'écoles ont, par leur requête, représenté qu'il est devenu nécessaire d'avoir des facilités scolaires additionnelles dans la municipalité et de simplifier le mode d'y percevoir les taxes scolaires, et que les pouvoirs dont ont été jusqu'ici revêtus les commissaires sont insuffisants pour ces fins et devraient être accrus, et que d'autres dispositions devraient être adoptées comme ci-après énoncé, et attendu qu'il convient de faire droit à cette demande ;

Préambule.

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Cette section a été remplacée par la loi 8 Ed. VII, c. 35, s. 1.

PERCEPTION DES TAXES SCOLAIRES

Liste certifiée des dissidents transmise au sec.-trés. municipal annuellement en juillet.

2. Durant les cinq premiers jours du mois de juillet de chaque année, le secrétaire-trésorier desdits commissaires devra transmettre au secrétaire-trésorier du conseil municipal de ladite ville une liste certifiée des personnes qui auront donné avis de leur dissidence en vertu des articles 1985, 1990 et 1993 des Statuts refondus de Québec, tels qu'amendés par les lois 54 Victoria, chapitre 21, section 4, et 57 Victoria, chapitre 22, section 5.

Remise de la liste aux évaluateurs.

Dès lors, ladite liste devra être remise par le secrétaire-trésorier en dernier lieu mentionné aux évaluateurs alors en office, nommés par le conseil municipal de ladite ville.

Entrées au rôle d'évaluation.

3. En préparant le rôle annuel d'évaluation municipal, lesdits évaluateurs devront indiquer les propriétés imposables inscrites audit rôle par eux au nom des personnes mentionnées dans ladite liste de dissidents comme propriétaires, en inscrivant audit rôle, en regard de l'inscription de toute telle propriété, le mot "dissident" ou une abréviation suffisante de ce mot.

Appel des personnes lésées par l'entrée au rôle.

4. Quiconque se considérera lésé par l'insertion de ce mot "dissident", ou de son abréviation, ou de l'omission d'icelui, en ce qui concerne sa propriété, sera considéré avoir été dûment averti par l'avis ordinaire de dépôt et d'examen dudit rôle, et pourra interjeter appel au conseil municipal dans le délai et de la manière indiqués aux articles 4505 et 4506 des Statuts refondus ; et ledit conseil devra donner sa décision sur toutes ces plaintes et les traiter en se conformant aux dispositions de l'article 4507 des Statuts refondus, et pourra amender le rôle par l'insertion dudit mot "dissident", ou de son abréviation, ou en l'effaçant, suivant les circonstances et sujet à l'observance préalable des exigences de la loi concernant la manière de donner l'avis de dissidence.

Certificat qui sera délivré au sec.-trés. des commissaires aussitôt que le rôle d'évaluation aura été homologué.

5. Dès que ledit rôle d'évaluation aura été homologué, le secrétaire-trésorier dudit conseil municipal devra, sur demande, remettre au secrétaire-trésorier des commissaires un certificat donnant l'ensemble ou total du montant de l'évaluation des propriétés imposables inscrites au rôle d'évaluation, d'après les valeurs y mentionnées, autres que les propriétés ainsi indiquées par ledit mot "dissident" ou son abréviation, et il devra aussi mentionner audit certificat l'ensemble ou total du montant de l'évaluation des propriétés imposables des corporations et compagnies.

S'il en est requis par les

6. S'il arrivait que lesdits commissaires d'écoles, agissant en vertu des dispositions de la loi à cet effet, requerraient du

conseil municipal de ladite ville, en une année quelconque, de percevoir la taxe scolaire annuelle qui pourra être imposée ou qu'il faudrait prélever, l'imposition, ainsi que la perception en devra être effectuée en la manière ci-après établie, et les dispositions de la présente loi devront s'appliquer à tout tel cas.

commis-
saires, le
conseil muni-
cipal doit im-
poser et pré-
lever la taxe
scolaire.

7. Les sommes de deniers qui seront levées par taxation par lesdits commissaires d'écoles, devront être levées sur un ordre formulé en une résolution desdits commissaires d'écoles, adoptée à leur première réunion tenue après réception du certificat mentionné en la section 5 de la présente loi, laquelle résolution devra fixer le taux de la taxe scolaire à être imposée, et copie de cette résolution devra, immédiatement après son adoption, être transmise par le secrétaire-trésorier des commissaires au secrétaire-trésorier dudit conseil municipal.

Résolution
des commis-
saires or-
donnant le
prélèvement
de la taxe
et fixant le
taux, trans-
mise au
sec.-trés.
municipal.

Lesdits commissaires ne seront tenus de faire ou reviser aucun rôle de perception.

Commis-
saires ne
font aucun
rôle.

8. Même si la chose n'est pas spécialement ordonnée par le conseil municipal, le secrétaire-trésorier dudit conseil devra inscrire au rôle annuel de perception municipal, dans une colonne séparée, en regard de l'inscription de chaque propriété imposable y mentionnée, autre que celles indiquées par ledit mot "dissident" comme susdit, le montant de la taxe scolaire exigible sur cette propriété, qu'il supputera au taux mentionné à la copie de la résolution à lui transmise comme susdit.

Entrées des
taxes sco-
laires dans le
rôle de per-
ception mu-
nicipal.

9. Le conseil de la ville de Westmount verra à ce que la cotisation, au taux ainsi fixé par les commissaires, soit levée par son secrétaire-trésorier conformément à l'article 4546 des Statuts refondus, comme si un rôle de cotisation scolaire avait été accepté par lui. Cette cotisation devra être désignée "Taxe scolaire des commissaires"; elle pourra être levée et recouvrée en même temps que les autres taxes de la ville, et, en ce qui a trait à toutes les procédures s'y rapportant, subséquentes à la transmission de ladite résolution des commissaires, elle devra être considérée comme une taxe municipale de ladite ville, pourvu toutefois que les personnes ou corporations qui ont été ou pourront être exemptées des taxes municipales soient néanmoins sujettes à celles-ci et cotisées en conséquence pour la taxe scolaire.

Devoir du
conseil de
ville relative-
ment à ce
prélèvement.

Nom de la
taxe et son
prélèvement.

10. Le montant perçu de la taxe scolaire devra être payé par la corporation de la ville de Westmount au secrétaire-trésorier desdits commissaires des écoles, mensuellement, le montant réalisé, chaque mois, des contribuables étant payé

Paiement
mensuel de
la taxe pré-

levée au sec- dans les sept premiers jours du mois suivant. Chaque ver-
trés. des sement mensuel devra porter intérêt à compter de l'expira-
commis- tion des sept jours durant lesquels il devra être payable aux
saires. dits commissaires et pourra être recouvré de la corporation
Intérêt sur de la ville. Le secrétaire-trésorier du conseil de la ville, en
les verse- effectuant le paiement de chaque versement, devra donner
ments men- aux commissaires d'écoles un certificat attestant quel montant
suels. du
Certificat du montant
montant perçu des
perçu des corporations. pagnies constituées en corporation.

Prélèvement d'une taxe spéciale en certains cas. **11.** Au cas où serait requise la levée d'une taxe spéciale quelconque par lesdits commissaires ou le surintendant de l'instruction publique, à un moment déclaré par les commissaires trop éloigné de la date à laquelle le rôle de perception annuel de la ville doit être mis en vigueur pour admettre que la perception puisse être retardée jusqu'à la date en dernier lieu mentionnée, telle taxe spéciale pourra être imposée et perçue au moyen d'un rôle de perception fait par lesdits commissaires de la même manière que si la présente loi n'avait pas été édictée; mais, sauf comme susdit, les dispositions de la présente loi s'appliqueront à la cotisation et à la perception de toute taxe spéciale qui pourra être autorisée ou dont l'établissement pourra être requis par lesdits commissaires d'écoles ou ordonné par le surintendant de l'instruction publique; mais la proportion de telle taxe spéciale imputable sur chaque propriété sera inscrite audit rôle de perception dans une colonne séparée de celle dans laquelle la taxe scolaire ordinaire est inscrite, si les deux sont imposées en même temps.

Dispositions applicables à cette taxe spéciale.

Escompte sur les taxes. **12.** Le conseil de ladite ville pourra, du consentement desdits commissaires d'écoles, accorder un escompte ne dépassant pas cinq pour cent sur toute taxe scolaire annuelle ou spéciale payée dans une période ou un délai spécifié, lequel, toutefois, ne devra pas dépasser trois mois à compter de la date à laquelle cette taxe sera devenue exigible.

Faculté de refuser les taxes municipales si les taxes scolaires ne sont pas payées. **13.** Le secrétaire-trésorier du conseil municipal ne sera pas tenu d'accepter d'un contribuable paiement des taxes municipales, tant qu'une taxe scolaire payable par ledit contribuable pour la même propriété restera impayée.

Dispositions non applicables aux commissaires des écoles de la ville. **14.** L'article 2040, tel qu'amendé par la loi 57 Victoria, chapitre 22, section 12, les articles 2046, 2136 (avec ce qui a été ajouté par la loi 57 Victoria, chapitre 22, section 18), 2137 et 2141 desdits Statuts refondus, et toutes autres lois, en tant qu'ils sont incompatibles avec les dispositions de la présente loi, sont, par la présente loi, abrogés en ce qui con-

cerne lesdits commissaires des écoles de la municipalité de la ville de Westmount.

15. La présente loi n'affectera point les dissidents ni la Loi non applicable aux dissidents.
corporation scolaire ayant juridiction sur les dissidents dans ladite ville.

16. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

8 EDOUARD VII, CHAPITRE 35

Loi amendant la loi concernant les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de Westmount

[Sanctionnée le 14 avril, 1908]

ATTENDU que les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de Westmount ont, par leur pétition, représenté qu'il est devenu nécessaire de pourvoir à une extension du service scolaire dans la municipalité et qu'ils ont demandé qu'une loi soit passée pour augmenter leurs pouvoirs d'emprunter, et attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition ;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section 8 de la loi 56 Victoria, chapitre 80, telle que 56 V., c. 80, remplacée par la section 1 de la loi 62 Victoria, chapitre 72, a. 8, remplacée.
est remplacée par la suivante :

" 8. Lesdits commissaires d'écoles, sur l'autorisation du surintendant de l'instruction publique, pourront dépenser, de temps à autre, telles somme ou sommes de deniers qu'ils jugeront nécessaires à l'acquisition de terrains, ainsi qu'à la construction et à l'ameublement de maisons d'école, ou à toutes autres fins tombant dans la limite de leur juridiction, sans limitation quant au montant à dépenser pour une maison d'école, pourvu que le total de la dette de ladite corporation scolaire n'excède, en aucun temps, la somme de trois cent cinquante mille piastres." Pouvoir de faire certaines dépenses.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Proviso. Entrée en vigueur.

4 EDOUARD VII, CHAPITRE 54

Loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant
l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke

[Sanctionnée le 31 mai, 1904]

Préambule.

ATTENDU qu'une pétition a été présentée par les deux bureaux des commissaires d'écoles de la cité de Sherbrooke, exposant que le taux actuel de la taxation n'est pas suffisant pour satisfaire les besoins des écoles, et demandant qu'il soit décrété comme ci-après, et attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;
En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est affecté par la loi 9 Ed. VII, c. 40, s. 1.

40 V., c. 23,
s. 11, rem-
placée.
Montant de
la taxe, fixé
par les
bureaux.
Proviso.

1. La section 11 de la loi 40 Victoria, chapitre 23, est abrogée et remplacée par la suivante :

“**11.** Les deux bureaux de commissaires pourront de temps à autre, conférer ensemble et s'entendre pour fixer le montant de la taxe à prélever sur les biens-fonds de la cité, pour les fins scolaires pour chaque année commençant le premier jour de juillet, pourvu toutefois que cette taxe ne soit, dans aucun cas, moindre que quatre millièmes ou plus de six millièmes dans la piastre.”

Id., s. 12,
remplacée.

2. La section 12 de la loi 40 Victoria, chapitre 23, telle que remplacée par la loi 41 Victoria, chapitre 7, est abrogée et remplacée par la suivante :

Avis au
secrétaire-
trésorier.

“**12.** Les deux bureaux de commissaires seront tenus de faire informer le secrétaire-trésorier de la cité de Sherbrooke, avant le premier juin de chaque année, du taux convenu de la taxe requise pour l'année suivante.

Montant de
la taxe en
l'absence de
l'avis.

A défaut de tel avis, ou si les deux bureaux n'ont pu s'entendre, la taxe à prélever sera de quatre millièmes dans la piastre pour l'année commençant le premier jour de juillet suivant.”

Id., s. 13,
remplacée.

3. La section 13 de la loi 40 Victoria, chapitre 23, telle que remplacée par la loi 41 Victoria, chapitre 7, section 2, est abrogée et remplacée par la suivante :

Résolution
du conseil

“**13.** Le conseil de la cité, à sa première session régulière au mois de juin de chaque année, au moyen d'une résolution, imposera la taxe telle que fixée par les deux bureaux, ou au

taux de quatre millièmes dans la piastre, ainsi qu'il est prévu imposant la
à la section précédente ; et alors cette taxe deviendra due de
la même manière et à la même époque que la taxe immobilière de la cité".

4. La section 14 de la loi 40 Victoria, chapitre 23, telle Id., s. 14,
que remplacée par la loi 41 Victoria, chapitre 7, section 3, remplacée.
est abrogée et remplacée par la suivante :

" **14.** Il sera du devoir du conseil de la cité de faire pré- Prélèvement
lever par ses officiers la taxe qui aura été ainsi imposée. " de la taxe.

5. La section 15 de la loi 40 Victoria, chapitre 23, est Id., s. 15,
abrogée et remplacée par la suivante : remplacée.

" **15.** Ces taxes seront connues sous le nom de "taxe Nom de la
scolaire de la cité," et elles devront être prélevées et perçues taxe et mode
par la cité dans le même temps et de la même manière que de la préle-
la taxe immobilière de la cité, et elles seront, à tous égards, ver.
considérées être des taxes municipales de la cité, sauf que les
exemptions de taxes municipales créées par la loi ou par Exemptions.
contrat ne s'appliqueront pas à la taxe scolaire de la cité. "

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanc- Entrée en
tion. vigueur.

9 EDOUARD VII, CHAPITRE 40

Loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant
l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke

[Sanctionnée le 27 avril, 1909]

ATTENDU que le bureau des commissaires d'écoles pro-Préambule.
testants de la cité de Sherbrooke a présenté une pétition
demandant que sa charte soit amendée, et qu'il est à propos
d'accéder à la demande contenue dans ladite pétition ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du
Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec,
décrète ce qui suit :

1. La loi 40 Victoria, chapitre 23, telle qu'amendée par 40 V., c. 23,
les lois 41 Victoria, chapitre 7, et 4 Edouard VII, chapitre amendée.
54, est de nouveau amendée :

a. En y insérant, après la section 11, telle que remplacée Sec. aj. après
par la loi 4 Edouard VII, chapitre 54, section 1, la section id., s. 11.
suivante :

" **11a.** Le bureau des commissaires d'écoles protestants, Fixation de
pourra, de temps à autre, déterminer le taux d'une taxe la taxe
spéciale.

spéciale à être imposée pour fins scolaires, sur les propriétés immobilières appartenant exclusivement à des protestants, pour l'année commençant le premier jour de juillet de chaque année, pourvu toutefois, que cette taxe spéciale, en aucun cas, n'excède pas trois millièmes par piastre."

Sec. aj. après
id., s. 12. *b.* En y insérant, après la section 12, telle que remplacée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 54, section 1, la section suivante :

Avis de la
fixation de
taxe.

" **12a.** Ledit bureau des commissaires d'écoles protestants devra, avant le premier jour de juin de chaque année, donner au secrétaire-trésorier de la cité de Sherbrooke, avis du taux fixé pour ladite taxe scolaire spéciale chez les protestants, pour l'année suivante.

S'il n'y a pas
d'avis.

Faute de tel avis, il n'y aura pas de taxe scolaire spéciale d'imposée chez les protestants pour l'année commençant le premier jour de juillet suivant."

Sec. aj. après
id., s. 13.

c. En y insérant, après la section 13, telle que remplacée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 54, section 3, la section suivante :

Taxe spéciale
imposée par
résolution.

" **13a.** Le conseil de la cité, à sa première assemblée régulière du mois de juin, chaque année, imposera par résolution la taxe scolaire spéciale des protestants, au taux fixé par les dits commissaires d'écoles protestants, ainsi qu'il y est pourvu dans les sections 11a et 12a ; et, sur ce, ladite taxe scolaire spéciale des protestants deviendra exigible de la même manière et en même temps que la taxe foncière de la cité en sus de la taxe scolaire régulière de la cité".

Sec. aj. après
id., s. 14.

d. En y insérant, après la section 14, telle que remplacée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 54, section 4, la section suivante :

Recouvre-
ment de la
taxe.

" **14a.** Il sera du devoir du conseil de la cité, par ses officiers, de prélever la taxe scolaire spéciale des protestants qui aura été ainsi imposée, en sus de la taxe scolaire régulière de la cité".

Sec. aj. après
id., s. 15.

e. En y insérant, après la section 15, telle que remplacée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 54, section 5, les sections suivantes :

Nom de la
taxe et recou-
vrement
d'icelle.

" **15a.** Cette taxe spéciale sera connue sous le nom de "taxe scolaire spéciale des protestants", et elle sera prélevée et perçue par la cité en même temps et de la même manière que la taxe foncière de la cité, et elle sera considérée, à toutes fins, comme une taxe municipale de la cité, sauf en ce qu'une exemption de la taxe municipale, créée par la loi ou par un contrat, ne s'appliquera pas à ladite taxe scolaire spéciale des protestants, et ladite taxe scolaire spéciale des protestants devra être payée par la cité audit bureau des commissaires

d'écoles protestants, en même temps et de la même manière que la part dudit bureau dans la taxe scolaire municipale.

" 154. Ledit bureau des commissaires d'écoles protes- Autorisation
tants est autorisé à fixer le taux ou la cédule des contribu- pour fixer le
tions dans les écoles sous son contrôle, et à le changer chaque taux des con-
fois qu'il le jugera à propos, et à faire percevoir lesdites con- tributions,
tributions, comme dans le passé, par les instituteurs ou insti- etc.
tutrices desdites écoles, et le paragraphe 4 de l'article 245
de la loi de l'instruction publique, 62 Victoria, chapitre 28,
est amendé en conséquence, en autant qu'il se rapporte aux
écoles sous la direction dudit bureau ".

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanc- Entrée en
tion. vigueur.

5 EDOUARD VII CHAPITRE 92

Loi autorisant le bureau des commissaires d'écoles catholi-
ques romains de la cité de Sherbrooke, à contracter un
emprunt au moyen d'une émission d'obligations

[Sanctionnée le 11 mai, 1905]

ATTENDU que le bureau des commissaires d'écoles Préambule.
catholiques romains de la cité de Sherbrooke a pré-
senté une requête demandant qu'il soit décrété tel que ci-
après, et qu'il est à propos d'y faire droit ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du
Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec,
décrète ce qui suit :

1. Le bureau des commissaires d'écoles catholiques Pouvoir
romains de la cité de Sherbrooke, constitué en corporation d'emprunter
en vertu de la loi 40 Victoria, chapitre 23, pourra, en vertu et d'émettre
des présentes, emprunter une somme n'excédant pas qua- des obliga-
rante mille piastres, par une émission d'obligations.

2. Ces obligations, payables au porteur, seront d'un mon- Valeur, rem-
tant de cent piastres chacune au moins, et porteront un boursement
intérêt n'excédant pas cinq pour cent par an, payable tous et signature
les six mois. Ces obligations pourront être faites rembour- des obliga-
sables dans un délai quelconque n'excédant pas trente ans
et devront être signées par le président et le secrétaire ; et les
coupons porteront la signature du secrétaire, signature qui
pourra toutefois être imprimée, gravée ou lithographiée.

- Disposition applicables.** **3.** Les sections 13 et 14 de la loi 41 Victoria, chapitre 7, s'appliqueront aux obligations ainsi émises et aux pouvoirs du bureau qui s'y rapportent.
- Emploi du montant de l'emprunt.** **4.** Le montant ainsi réalisé par ledit bureau devra être employé à l'acquittement des dettes existantes, et ensuite aux réparations, renouvellement, agrandissement et équipement des maisons d'école actuelles, ou à la construction et équipement de nouvelles maisons d'école, et à l'achat de terrains pour ces maisons, selon que le bureau le jugera convenable.
- Entrée en vigueur.** **5.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

3 EDOUARD VII, CHAPITRE 18

Loi autorisant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke à emprunter de l'argent et à émettre des obligations

[Sanctionnée le 25 avril, 1903]

Préambule. **A**TTENDU qu'une pétition a été présentée demandant qu'il soit statué comme ci-dessous, et qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition ;
En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Pouvoir d'emprunter. **1.** Le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke, constitué en corporation par la loi 40 Victoria, chapitre 23, est par les présentes autorisé à emprunter, par une émission d'obligations, une somme d'argent n'excédant pas trente-cinq mille piastres.

Mode de paiement des dépenses, etc. **2.** Les obligations seront payables au porteur, seront de toute dénomination d'au moins cent piastres chacune, et porteront intérêt à un taux n'excédant pas cinq pour cent par année, payable semi-annuellement. Ces obligations pourront être faites payables à tout terme n'excédant pas trente ans, et elles devront être signées par le président et le secrétaire ; et les coupons porteront la signature du secrétaire, laquelle signature, toutefois, pourra être imprimée, gravée ou lithographiée.

Signature des coupons.

Dispositions applicables. **3.** Les sections 13 et 14 de la loi 41 Victoria, chapitre 7, s'appliqueront aux obligations ainsi émises et au pouvoir du bureau sous ce rapport.

4. Les fonds ainsi prélevés par ledit bureau seront employés : premièrement, au rachat des obligations émises en vertu de la section 12 de la loi en dernier lieu mentionnée, et ensuite à l'acquittement des autres dettes existantes du bureau, et à la réparation, au renouvellement et à l'agrandissement des maisons d'école actuelles, ainsi qu'à l'augmentation de leur mobilier, ou à la construction et à l'aménagement de nouvelles maisons d'école, et à l'achat de lots pour le même objet, comme le bureau le jugera convenable.

Emploi des
fonds prélevés.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

61 VICTORIA, CHAPITRE 57

Loi refondant et amendant la charte de la ville de Maisonneuve

[Sanctionnée le 15 janvier, 1898]

CONSIDÉRANT que la ville de Maisonneuve a été constituée en corporation par la loi 46 Victoria, chapitre 82, sous le nom de "ville d'Hochelaga", et que les amendements à sa charte sont contenus dans plusieurs statuts subséquents ;

Préambule.

Considérant que, vu l'accroissement de cette ville, il est nécessaire de refondre et d'amender les lois qui la régissent, et qu'il y a lieu d'accéder à la demande faite à ces fins ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

* * * * *

26. Le conseil pourra, par résolution, lorsqu'il le jugera à propos dans l'intérêt de la ville, faire tout arrangement quelconque avec un ou des propriétaires, soit pour régler le mode d'évaluer ses ou leurs biens immeubles ou pour fixer le montant auquel ils sont évalués, soit pour régler le mode de taxer, pour taxes ordinaires ou spéciales, les biens immeubles, ou fixer le montant auquel ils seront taxés pour une période déterminée.

Conventions
avec les pro-
priétaires
relativement
à l'évaluation
de leurs
immeubles,
etc.

Il peut aussi, par résolution, régler le délai et la manière de percevoir toutes taxes spéciales.

Taxes spé-
ciales.

Le même droit est accordé aux commissaires d'écoles et aux syndics des écoles dissidentes, pour la ville de Maisonneuve.

Commis-
saires d'é-
coles.

* * * * *

Escompte
sur taxes en
certains cas.

40. Il sera loisible au conseil de la ville d'accorder un escompte n'excédant pas cinq pour cent pour faciliter le paiement des taxes municipales de toute nature.

Sur taxes
scolaires.

Le même privilège est accordé aux commissaires d'écoles pour la ville, pour la perception des taxes scolaires.

* * * * *

Nom.
Entrée en
vigueur.

77. Cette loi sera connue sous le nom de : "Charte de la ville de Maisonneuve," et entrera en vigueur le jour de sa sanction.....

1 EDOUARD VII, CHAPITRE 57 -

Loi concernant l'instruction publique dans la municipalité scolaire de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal

[Sanctionnée le 28 mars, 1901]

Préambule.

ATTENDU que la municipalité scolaire de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal a représenté que, vu l'augmentation de sa population, il est devenu nécessaire d'apporter les modifications ci-après énoncées relativement à la perception des contributions et des taxes scolaires, et à la manière de faire l'élection des commissaires d'écoles d'icelle, et attendu que sa requête contient une demande à ces fins, et qu'il est à propos d'y accéder ;

En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec décrète ce qui suit :

Perception
de la contri-
bution men-
suelle par les
professeurs.

1. (a) Les professeurs et maîtres d'école employés dans les écoles de la municipalité scolaire de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal pourront recouvrer, dans les classes et durant les heures de classes, les contributions mensuelles que les commissaires d'écoles pourront exiger des parents ou tuteurs des enfants fréquentant ces écoles ; et ces professeurs et maîtres d'école feront rapport tous les mois au secrétaire-trésorier des commissaires, des contributions mensuelles ainsi perçues.

Taux des
contributions
mensuelles.

(b) Les contributions mensuelles que les commissaires d'écoles de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal pourront exiger des parents ou tuteurs des enfants fréquentant les

écoles, pourront être variées et de différents montants suivant les différentes classes que suivront cesdits enfants.

2. (a) Le secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal préparera, avant le premier jour de mai de chaque année, un état contenant la description légale de tout immeuble qui est arriéré d'au moins deux années de cotisations scolaires à l'époque de la sanction de cette loi, ou qui deviendront dues ci après, ou de tout immeuble qui est arriéré d'une année pour quelques cotisations scolaires, ainsi que des noms des propriétaires tels qu'ils se trouvent inscrits aux différents rôles de cotisation, ou avec une déclaration que les propriétaires sont inconnus; il donnera aussi un état du montant dû en chaque cas, de l'intérêt qui s'est accru et des frais encourus à l'occasion d'icelui.

Etat annuel
concernant
terrains ar-
riérés pour
cotisations
scolaires.

(b) Le secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire de Ste-Cunégonde de Montréal donnera alors avis par lettre recommandée à chaque débiteur en défaut, et, si ledit immeuble a changé de propriétaire après l'imposition de la cotisation en souffrance, l'avis sera donné au propriétaire du dit immeuble; ces avis seront adressés au domicile en dernier lieu connu desdites parties, établissant le montant dû et leur notifiant que ledit immeuble sera remis entre les mains du shérif pour être vendu par lui, à défaut du paiement dudit montant dans les dix jours suivant la mise à la poste dudit avis.

Avis trans-
mis à chaque
débiteur.

Si le débiteur ou propriétaire enregistré n'a pas de domicile connu dans la province de Québec, alors et dans ce cas la formalité de l'avis ne sera pas nécessaire.

Si le débi-
teur est
absent.

(c) Si, à l'expiration de dix jours, le montant dû pour cotisations scolaires sur quelque immeuble n'est pas payé, le secrétaire-trésorier des commissaires en délivrera un état dûment signé et certifié par lui au trésorier de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal.

Etat trans-
mis au tréso-
rier de la
cité.

(d) Le trésorier de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal ajoutera à l'état qu'il doit préparer, chaque année, et qui contient la description des immeubles arriérés pour taxes, cotisations ou redevances municipales, et qui doivent être vendus pour ces causes par le shérif de Montréal, la description des immeubles qui sont arriérés pour cotisations scolaires, avec le montant dû en chaque cas, l'intérêt accru et les frais encourus, tel qu'à lui transmis par l'état du secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire.

Devoir du
trésorier
sur réception
de l'état.

(e) Si certains immeubles qui, sur ledit état du trésorier de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal, apparaissent encore arriérés pour taxes, cotisations ou redevances municipales, sont aussi arriérés pour cotisations scolaires, il suffira alors

Si les im-
meubles
mentionnés
dans l'état
sont arriérés.

pour taxes
municipales.

d'ajouter, après leur description, un état du montant dû dans chaque cas pour cotisations scolaires, de l'intérêt accru et des frais encourus à l'occasion d'icelui.

Transmission
de l'état au
shérif, et
devoir de ce-
lui-ci sur ré-
ception de
l'état.

(f) Le trésorier de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal délivrera l'état ainsi modifié comme ci-dessus et dûment signé et certifié par lui au shérif du district de Montréal, qui procédera à la vente desdits immeubles de la même manière que si cesdits immeubles étaient arriérés pour taxes, cotisations, ou redevances municipales et comme si le montant dû pour cotisations scolaires était dû pour taxes, cotisations ou redevances municipales.

Transmission
de l'état au
shérif s'il
n'est pas dû
de taxes mu-
nicipales.

(g) Si aucun immeuble ne devait être vendu pour arrérages de taxes, cotisations ou redevances municipales, le trésorier de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal transmettra simplement au shérif de Montréal ledit état à lui fourni par le secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire de Ste-Cunégonde de Montréal, et il sera procédé sur icelui comme stipulé ci-dessus.

Contribua-
bles entrés
sur le rôle
des taxes sco-
laires de Ste-
Cunégonde
comme ca-
tholiques ou
protestants
doivent payer
comme tels.

3. Les contribuables qui sont portés sur le rôle d'évaluation de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal, ou sur l'extrait du rôle d'évaluation de la cité de Montréal pour cette partie qui est maintenant annexée à la cité de Ste-Cunégonde de Montréal, pour les fins scolaires, et qui y sont désignés comme catholiques ou protestants, seront réputés, après l'homologation desdits rôles, appartenir à la religion qui leur y est attribuée et ne pourront refuser de payer les contributions scolaires qui leur sont imposées pour la raison qu'il y aurait erreur quant à leur religion.

Erreurs dans
le rôle au
sujet de la
croyance de
ces contri-
buables.

Cependant, sur déclaration sous serment d'un desdits contribuables, affirmant qu'il y a erreur quant à sa religion sur lesdits rôles d'évaluation, l'officier percevant lesdites contributions scolaires payées par ce contribuable sera obligé d'en remettre le produit à la commission scolaire qui les aurait reçues si la désignation de la religion du contribuable eût été portée sur lesdits rôles comme étant suivant la déclaration ainsi fournie.

Intérêt et
prescription
des taxes.

4. Les taxes scolaires portent intérêt à dater du trentième jour qui suit celui où elles sont exigibles et ne sont prescriptibles que par cinq ans.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

60 VICTORIA, CHAPITRE 62

Loi amendant et refondant les lois organiques de la cité de Saint-Henri

[Sanctionnée le 9 janvier, 1897]

ATTENDU que la cité de Saint-Henri a, par sa pétition, *Préambule.*
allégué :

Que les lois organiques de la cité de Saint-Henri se trouvent aujourd'hui disséminées dans plusieurs statuts de la Législature de la province de Québec ;

Que cet état de choses présente beaucoup de difficultés à tous ceux qui ont besoin de les connaître et de consulter la charte de ladite cité ;

Qu'il est de l'intérêt de la cité de Saint-Henri de demander à la Législature de la province de Québec, la passation de quelques modifications à sa charte, relativement à la prescription du droit d'action en matière de dommages-intérêts, et pour d'autres fins, qu'il est nécessaire de refondre les lois qui concernent ladite cité de Saint-Henri et de modifier ladite charte ;

Que ladite cité a fait une demande que des pouvoirs plus étendus et mieux définis lui soient accordés, et que sadite charte soit refondue et révisée ;

Et attendu qu'il convient d'accéder à ladite demande ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

* * * * *

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEXION ET A D'AUTRES
CAS PARTICULIERS

647. Lors de l'annexion de la cité de Saint-Henri à la cité de Montréal, les commissaires d'écoles de la municipalité de la cité de Saint-Henri pourront continuer à former une corporation distincte sous le nom de : "Les commissaires d'écoles de la cité de Saint-Henri", sujette aux dispositions des lois concernant l'instruction publique. *Commissaires d'écoles de Saint-Henri.*

648. Il sera loisible auxdits commissaires d'écoles de la cité de Saint-Henri de transporter leurs propriétés scolaires et tous arrérages de taxes d'écoles aux commissaires des écoles catholiques de la cité de Montréal, et dès lors ils seront assujettis aux lois alors en vigueur dans la cité de Montréal pour les fins scolaires. *Transport des propriétés scolaires des commissaires d'écoles de Saint-Henri.*

Dispositions
applicables
aux écoles
dissidentes.

649. Tous les privilèges conférés aux commissaires d'écoles par les deux articles précédents s'appliqueront *mutatis mutandis* aux syndics des écoles dissidentes de ladite cité de Saint-Henri, et les syndics des écoles dissidentes de Saint-Henri, et les commissaires d'écoles de ladite cité pourront à l'avenir fixer et déterminer le salaire de leurs secrétaires-trésoriers, nonobstant toute disposition à ce contraire.

* * * * *

Entrée en
vigueur.

652. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

62 VICTORIA, CHAPITRE 73

Loi amendant la loi autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, à émettre des obligations

[Sanctionnée le 10 mars, 1899]

Préambule.

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, ont par leur pétition représenté :

Que le changement de la valeur des obligations dont l'émission est autorisée par la loi 61 Victoria, chapitre 62, serait de nature à faciliter l'emprunt autorisé par cette loi :

Qu'il s'est élevé des doutes quant au droit d'imposer la taxe spéciale autorisée par la loi 61 Victoria, chapitre 62, sur les biens immeubles des corporations et des compagnies légalement constituées de la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, et sur les personnes ayant droit de voter sur le règlement autorisant l'emprunt à effectuer ;

Attendu que lesdits commissaires ont demandé, par leur pétition, à modifier la valeur desdites obligations et à faire disparaître ces doutes ;

En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

61 V., c. 62,
s. 1, rem-
placée.

1. La section 1 de la loi 61 Victoria, chapitre 62, est remplacée par la suivante :

1. Nonobstant toutes dispositions contraires, lesdits commissaires sont autorisés à émettre des obligations dans le but de se procurer de l'argent pour le remboursement d'obligations déjà contractées, pour acheter le pensionnat de jeunes filles des religieuses de Sainte-Anne, pour consolider la dette flottante, et pour les fins de l'instruction en général, jusqu'au montant de \$150,000 ; pourvu que chaque emprunt soit autorisé par un règlement approuvé par la majorité en nombre et en valeur immobilière des électeurs propriétaires de la dite municipalité ayant droit, en vertu des articles 2004, 2005 et 2006 des Statuts refondus, à voter aux élections des commissaires, de la même manière que les règlements municipaux de Saint-Henri concernant les emprunts."

Emission
d'obligations
pour certain-
es fins, au-
torisée.

2. La section 2 de ladite loi est remplacée par la suivante :

"2. Lesdites obligations seront de \$1000.00 chacune, seront rachetables dans un délai de pas moins de quarante ans de la date de leur émission, et porteront intérêt à un taux n'excédant pas quatre et demi pour cent par année."

Id., s. 2,
remplacée.
Forme des
obligations.

3. La section 3 de ladite loi est remplacée par la suivante :

Id., s. 3,
remplacée.

"3. Une taxe spéciale, suffisante pour payer les intérêts annuels et représentant au moins un pour cent du capital, lequel sera placé conformément à l'article 9810 du Code civil, et lequel avec les intérêts formera un fonds d'amortissement, sera imposée chaque année sur les biens-fonds de la municipalité de la cité de Saint-Henri imposables pour le bénéfice des écoles catholiques de ladite cité."

Taxe spé-
ciale pour le
paiement des
intérêts et du
fonds d'amor-
tissement,
etc.

Cette taxe sera imposée et perçue comme une taxe scolaire ordinaire, et il y aura lieu à l'application de l'article 2143 des Statuts refondus."

Manière de
l'imposer.

4. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

63 VICTORIA, CHAPITRE 54

Loi amendant la charte de la ville de Saint-Louis

[Sanctionnée le 23 mars, 1900]

Préambule.

ATTE^NDU que la corporation de la ville de Saint-Louis a demandé, par sa requête que certains amendements soient faits aux lois 59 Victoria, chapitre 55, 60 Victoria, chapitre 64, et 61 Victoria, chapitre 58, et attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande ;

En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

* * * * *

Art. ajoutés
à id., art.
62a.

14. Les articles suivants sont ajoutés après l'article 62a de la loi 59 Victoria, chapitre 55, tel qu'édicte par l'article 8 de la loi 60 Victoria, chapitre 64 :

* * * * *

Prescription
des taxes
scolaires.
Disposition
non applica-
ble.

62c. Les taxes scolaires seront assujetties au même délai que les taxes municipales, quant à la prescription.

Le dernier alinéa de l'article 372 de la loi 62 Victoria, chapitre 28, ne s'appliquera pas à la ville de Saint-Louis."

* * * * *

Art. ajoutés
à id., art. 73.

17. Les articles suivants sont ajoutés après l'article 73 de la loi 59 Victoria, chapitre 55 :

Nom de la
corporation
des commis-
saires et des
syndics d'é-
coles dans la
ville.

73a. La corporation des commissaires d'écoles de la municipalité du village de Saint-Louis du Mile End, et la corporation des syndics des écoles dissidentes protestantes de la municipalité du village de Saint-Louis du Mile End, seront désormais désignées, la première, sous le nom de " La commission scolaire de la ville de Saint-Louis," et la seconde, sous le nom de " Les syndics des écoles dissidentes de la ville de Saint-Louis."

62 V., c. 28,
art. 141, non
applicable.
Actes et ré-
solutions
validés.

L'article 141 de la loi 62 Victoria, chapitre 28, ne s'appliquera pas à la ville de Saint-Louis.

Tous actes et résolutions passés par lesdites corporations au nom de " Les commissaires d'écoles de la ville de Saint-Louis " et au nom de " La corporation des syndics des écoles dissidentes et protestantes de la ville de Saint-Louis ", depuis l'érection de la municipalité en ville, sont, par les présentes, déclarés valides.

" 73b. Les poursuites pour recouvrement de taxes scolaires et rétributions mensuelles, en vertu de l'article 473 de la loi de l'instruction publique, 62 Victoria, chapitre 28, pourront être portées devant le recorder de la ville.

Devant qui peuvent être portées les actions pour taxes scolaires.

* * * * *

18. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

54 VICTORIA, CHAPITRE 85

Loi constituant en corporation la ville de Waterloo pour les fins scolaires et municipales

[Sanctionnée le 30 décembre, 1890]

ATTENDU que les dispositions du Code municipal ne suffisent plus aux besoins des habitants du village de Waterloo, et qu'il est devenu nécessaire de leur donner des pouvoirs plus étendus pour l'administration dudit village en ce qui concerne les intérêts municipaux et scolaires; et attendu que les habitants de ce village désirent être constitués en corporation de ville et avoir une charte spéciale;

Préambule.

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

* * * * *

DISPOSITIONS CONCERNANT LES MATIÈRES SCOLAIRES

50. La ville de Waterloo sera et est, par la présente loi, déclarée former, à partir de la mise en vigueur de la présente loi, une municipalité scolaire séparée, dont les limites et les bornes seront celles établies par les articles 8 et 9 de la présente loi, intitulées : " limites de la ville ".

Municipalité de Waterloo déclarée municipalité scolaire.

51. Chaque fois que le mot " ville " est ci-dessous employé, en ce qui concerne les matières scolaires, il signifie la ville pour ce qui se rapporte à ses matières scolaires, à moins que la chose ne soit autrement mentionnée ou que le sens ne soit clairement autre.

Interprétation du mot " ville," quant aux matières scolaires.

52. Il y aura désormais dans ladite ville deux bureaux de commissaires d'écoles composés chacun de cinq commissaires, dont les fonctions dureront deux ans, sujet aux conditions ci-après mentionnées, et chacun sous son nom propre formera un corps politique ayant tous les pouvoirs et privilèges de corporations;

Etablissement de deux bureaux de commissaires d'écoles, — leur composition.

- Noms de ces bureaux.** 2. L'un de ces bureaux s'appellera " Le bureau des commissaires d'écoles catholiques de la ville de Waterloo ", ses membres devront être catholiques ; l'autre s'appellera " Le bureau des commissaires d'écoles protestants de la ville de Waterloo ", ses membres devront être protestants ;
- Choix des membres des bureaux.** 3. Les membres du bureau catholique seront choisis par les électeurs municipaux catholiques de ladite ville, et ceux du bureau protestant, par les électeurs municipaux protestants de ladite ville.

QUALITÉS REQUISES DES COMMISSAIRES

Personnes éligibles. 53. Seront éligibles pour chacun desdits bureaux de la dite ville, aux conditions de foi religieuses requises :

1. Les membres du clergé ou ministres de toutes les dénominations religieuses résidant dans la ville, même s'ils n'ont pas le cens foncier ;

2. Tous électeurs municipaux du sexe masculin qui, en sus des qualités requises des électeurs municipaux posséderont en propriété des biens-fonds conformément au rôle d'évaluation en vigueur, valant au moins cinq cents piastres en sus de toute hypothèque ou charge dont ils pourraient être grevés.

Epoque de la 1^{ère} élection des commissaires. 54. La première élection des commissaires faite en vertu de la présente loi, sera tenue à l'époque fixée par les articles 1997 et 1998, lesquels s'y appliqueront aussi bien qu'aux élections subséquentes.

Convocation. La convocation se fera en vertu des dispositions de l'article 1999, qui s'appliqueront à la présente loi.

Remplacement des commissaires. 55. Des cinq commissaires de chaque bureau élus à la première élection faite en vertu de la présente loi, deux devront être remplacés à l'élection annuelle suivante, et les trois autres l'année suivante, ainsi de suite, de façon à ce que par la suite, deux seront élus chaque année alternative et trois dans les années intermédiaires.

Désignation par le sort de ceux qui doivent se retirer. 56. Les commissaires qui devront se retirer de chaque bureau, à la première élection générale suivant la première élection faite en vertu de la présente loi, seront désignés par le sort à une séance des bureaux, respectivement, tenue au mois de mai précédent ; et, à défaut de ce faire, les commissaires se retirant du bureau ou des bureaux faisant défaut, seront choisis au sort par le président de l'élection, en présence des électeurs, le jour de l'élection immédiatement après l'ouverture de l'élection, et il en sera gardé minute dans le livre ou les livres du bureau en défaut, comme il est ci-dessus mentionné.

57. Les bureaux existants des commissaires et syndics d'écoles et leurs employés respectifs resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés, et les règlements, ordres, rôles, contrats, conventions et autres actes de ces bureaux ou de l'un deux, en vigueur lorsque la présente loi sera passée, resteront en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient abrogés ou amendés par celui de ces bureaux qu'il appartiendra.

Bureaux existants et leurs employés, continués.

58. Les dispositions du titre V desdits Statuts refondus, ou d'une loi quelconque relative à l'instruction publique, s'appliqueront également à chacun de ces bureaux et à leurs membres, pourvu qu'il n'y ait ni dérogation ni incompatibilité en ce qui a trait à la présente loi.

Dispositions de loi applicables à ces bureaux.

59. La subvention annuelle du gouvernement de la province pour l'entretien des écoles de la ville, sera partagée entre lesdits deux bureaux proportionnellement à la population catholique et protestante de ladite ville, telle que constatée au dernier recensement.

Partage de la subvention du gouvernement pour l'entretien des écoles de la ville.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA TAXATION

60. Le ou avant le dix juillet de chaque année, chacun desdits bureaux préparera une estimation des dépenses nécessitées pour l'entretien de ses écoles et des frais d'administration pour l'année suivante, ainsi que de la répartition à faire à cette fin sur la propriété imposable.

Estimation annuelle des dépenses d'icelles.

2. Le secrétaire-trésorier de chaque bureau devra, dans les deux jours qui suivront, notifier par écrit, le secrétaire-trésorier de la ville, des conclusions auxquelles il sera ainsi arrivé dans chaque cas, et si la répartition de chaque bureau, dans l'opinion du secrétaire-trésorier de la ville, équivaut à celle de l'autre au point de justifier la croyance qu'une conférence des deux bureaux pourrait conduire à une entente sur la matière, il notifiera immédiatement le secrétaire-trésorier de chaque bureau d'avoir à convoquer les membres du sien au bureau dudit secrétaire-trésorier de la ville, à un jour et une heure fixés, deux jours au moins et cinq jours au plus après, et le secrétaire-trésorier de chacun desdits bureaux notifiera en conséquence les membres de son bureau à cet effet.

Avis des secrétaires-trésoriers de chaque bureau au sec.-trés. de la ville à cette fin.

3. A cette conférence, le secrétaire-trésorier de la ville présidera et fera tenir un procès-verbal de la séance, qu'il inscrira d'une façon sommaire dans les registres du conseil de ville et qui fera foi des délibérations qui s'y feront.

Devoirs du sec.-trés. de la ville qui préside à la conférence à ce sujet.

Le secrétaire-trésorier de chaque bureau assistera à cette conférence, mais sans avoir le droit de voter, et il se fera donner par le secrétaire-trésorier de la ville une copie du

Assistance des sec.-trés.

des bureaux
à cette
conférence.
Quorum
requis pour
telle con-
férence.

procès-verbal de la séance, que chacun d'eux inscrira dans le livre des délibérations de leurs bureaux respectifs.

4. Aucune conférence de ce genre ne pourra avoir lieu sans la présence d'un *quorum* des membres de chaque bureau; et lorsqu'ils seront ainsi présents, la décision prise sera obligatoire pour les deux bureaux, pourvu que trois membres de chaque bureau y aient donné leur adhésion.

Effet du dé-
faut de *quo-*
rum.
S'il y a *quo-*
rum, etc.

S'il n'y a pas de *quorum* pour l'un ou l'autre de ces bureaux, on considérera que les deux bureaux ne sont pas d'accord; et, dans le cas où il y aurait *quorum* et qu'on ne pourrait s'entendre sur la répartition, alors, dans l'une ou l'autre de ces occurrences, chaque bureau procédera par règlement à établir sa propre répartition pour l'année commençant le premier jour de juillet précédent, et le secrétaire-trésorier de chaque bureau délivrera une copie de son règlement, accompagnée de l'attestation de sa publication, au secrétaire-trésorier de la ville, le ou avant le cinq août suivant tel projet de conférence, laquelle sera inscrite dans son livre des délibérations pour former partie des archives de ladite ville et devenir la justification de la levée par lui de la taxe scolaire, comme il est ci-après pourvu.

Si les bu-
reaux à la
conférence
s'entendent
sur la répar-
tition.
Règlement
pour chaque
bureau à ce
sujet.
Proviso.

5. Si, à cette conférence, les bureaux s'entendent sur la répartition ou le montant à lever, ils ajourneront la délibération, et, à une séance subséquente de leurs bureaux respectifs, chacun d'eux fera un règlement fixant la contribution à prélever sur la propriété foncière imposable de la ville pour les fins scolaires du bureau faisant le règlement; pourvu toutefois que telle taxe n'excède pas sept millièmes dans la piastre, à moins d'en avoir obtenu l'autorisation du surintendant de l'instruction publique.

Copie d'iceux
délivrée au
sec.-trés. de
la ville.

Une copie de chacun de ces règlements, accompagnée d'une attestation de publication, devra être délivrée au secrétaire-trésorier de la ville, de la façon, pour les fins et avec les formalités exigées par le paragraphe précédent du présent article.

Si le sec.-
trés. de la
ville est
d'opinion que
la conférence
ne peut ame-
ner aucun ar-
rangement.
Fixation de
la répartition
pour chaque
bureau.
Copie de ce
règlement
fourni au
sec.-trés. de
la ville.

6. Si le secrétaire-trésorier de la ville est d'opinion, après examen des états de contributions qui lui auront été transmis respectivement par les deux bureaux, conformément aux dispositions susédictees, que telle conférence ne peut amener aucun arrangement, il devra immédiatement notifier de ce fait le secrétaire-trésorier de chacun desdits bureaux, après quoi chacun des bureaux fixera, par règlement, sa propre répartition pour l'année commençant le premier juillet précédent.

Copie de ce règlement, accompagnée d'une attestation de publication, devra être délivrée au secrétaire-trésorier de la ville, de la façon, pour les fins et avec les formalités mentionnées dans le paragraphe quatre du présent article.

7. A cette conférence, si tous les membres des deux bureaux ne sont pas présents, ledit secrétaire-trésorier s'assurera si les avis ont été dûment donnés à chacun d'eux, et si quelques-uns des membres sont absents et qu'il ne leur a pas été donné d'avis légal, les délibérations seront suspendues, et la procédure à suivre en conséquence sera celle qui se trouve prescrite au quatrième paragraphe du présent article.

61. Quand ce règlement aura été adopté, le conseil de ville, à la première séance qui suivra ou à une séance subséquente, — spéciale, ajournée ou générale — devra, par résolution, déclarer la taxe scolaire à lever pour l'année courante, en vertu d'icelle ; et il sera du devoir dudit conseil de lever, par l'entremise de son secrétaire-trésorier, sur la propriété foncière imposable de la municipalité, la taxe ainsi fixée par lesdits deux bureaux ; et si nulle entente de ce genre n'a eu lieu, pour les causes ci-haut mentionnées, ledit conseil, à l'une quelconque desdites séances mentionnées dans le présent article, devra, par résolution, donner instruction à son secrétaire-trésorier de lever la taxe imposée par chacun desdits bureaux, telle que fixée par leurs dits règlements, ainsi que la taxe imposée sur, et due par, les inscrits à la " liste neutre " dont il est question ci-après.

Ladite taxe s'appellera " taxe scolaire."

Nom de taxe.

62. Ladite taxe scolaire pourra être prélevée et perçue en même temps que les autres taxes de la ville pour les fins municipales, et pour les fins de perception elles seront considérées comme étant une taxe municipale de la ville ; pourvu toutefois que les corporations, personnes et compagnies qui peuvent avoir été ou qui pourront être exemptées des taxes municipales par règles ou règlements du conseil de ville ou conseil du village de Waterloo, soient néanmoins tenues d'acquitter ladite taxe scolaire.

Mode de la perception de la taxe.

Proviso.

63. La taxe scolaire ne sera perçue que des propriétaires fonciers ; mais l'usufruitier ou l'occupant en vertu d'un bail emphytéotique sera considéré comme propriétaire pour l'acquittement de cette taxe et il sera, avec le propriétaire, conjointement et solidairement responsable du paiement de ladite taxe.

De qui perçue.

64. Chaque fois qu'il deviendra nécessaire que l'un ou chacun desdits bureaux de prélever, pour une année quelconque, plus de deniers qu'il n'en faut pour former le revenu ordinaire de tel bureau, dans le but de faire face à des besoins pressants, imprévus lors de la répartition annuelle, comme il est mentionné ci-dessus, le président et le secrétaire-trésorier de tel bureau agissant en vertu d'une résolution de leur

Emprunt par les bureaux si les deniers ne sont pas suffisants pour faire face aux

besoins pres- bureau à cet effet, pourront emprunter cette somme d'argent
sants non et signer, comme reconnaissance, un billet promissoire au
prévus. nom de leur corporation scolaire, pour lequel ladite corpora-
tion sera responsable, et, à la fixation annuelle subséquente
de la répartition, elle inscrira dans ses prévisions de dépenses
une somme suffisante pour payer et retirer ledit billet promiss-
soire ; pourvu toutefois qu'au cas où la somme à emprunter
excéderait deux cents piastres, le consentement et l'autorisa-
tion du surintendant de l'instruction publique soient obtenus.

Proviso.

RÔLE DE PERCEPTION

Avis du sec.- 65. Chaque année, dans les dix jours qui suivront
trés. de la l'homologation par le conseil de ville, du rôle d'évaluation,
villeaux sec. le secrétaire-trésorier de la ville en donnera avis à chacun
trés. des bu- des secrétaires-trésoriers desdits bureaux des commissaires
reaux, de d'écoles, et, dans les dix jours qui suivront cet avis donné
l'homologa- et reçu, chacun des secrétaires-trésoriers de ces bureaux
tion du rôle préparera un rôle de perception des taxes scolaires sur la
d'évaluation propriété foncière de la ville, d'après tel rôle d'évaluation,
par le conseil, lequel rôle sera authentiqué par eux et restera en la garde
etc. du secrétaire-trésorier du conseil de ville pour faire partie
des archives de son bureau.

Contenu du rôle de per-
ception.

66. Le rôle de perception devra contenir :

1. Le nom du propriétaire ou occupant ;
2. La désignation de chaque lot ou propriété ;
3. Le montant de l'évaluation de la propriété, et
4. La contribution ou la somme à être levée sur tel lot ou telle propriété.

Les trois indications en premier lieu requises dans le présent article seront les mêmes que celles mentionnées dans le rôle d'évaluation municipal de la ville en vigueur, et la dernière, la même que celle dont il est question dans lesdits règlements des bureaux respectivement.

Division du rôle en listes et leur contenu.

67. Ledit rôle sera divisé en quatre listes distinctes savoir :

Liste numéro un, qui comprendra la propriété foncière imposable appartenant exclusivement aux catholiques ;

Liste numéro deux, qui comprendra la propriété foncière imposable appartenant exclusivement aux protestants ;

Liste numéro trois, qui comprendra la propriété foncière appartenant :

1. Aux corporations ou compagnies constituées corporativement, soumises à la taxation en vertu de la présente loi ;

2. Aux personnes non comprises dans les listes numéros un et deux, ou dont la religion n'est pas connue, ou aux personnes appartenant à la foi judaïque qui pourront opter

pour faire inscrire leurs propriétés sur la liste numéro un ou sur celle numéro deux ;

3. La propriété appartenant partiellement ou conjointement à des personnes ou sociétés composées de catholiques et de protestants en matière religieuse ;

Liste numéro quatre, qui comprendra toute la propriété foncière exempte de la taxe, qui sera la même que celle mentionnée dans l'article 64 de la loi de la province 53 Victoria, chapitre 79.

68. Lorsqu'il sera complété, le rôle sera déposé au bureau ^{Dépôt du} du secrétaire-trésorier du conseil de ville et il en sera donné ^{rôle au conseil de ville.} avis de la façon mentionnée dans la présente loi pour la publication des avis publics d'un caractère municipal.

69. Dans les vingt jours qui suivront la publication ^{Examen du} de cet avis, le rôle pourra être examiné par toute per- ^{rôle.} sonne, et durant tout ce temps, soit le bureau des commissaires d'écoles, soit toute personne dont le nom aura été inscrit par erreur sur l'une quelconque des listes, ou qui observera qu'une autre personne quelconque est inscrite par erreur sur l'une ou l'autre de ces listes ou que cette inscription a été omise, et qu'il y a eu quelque erreur de commise sur telle liste quant à la différence de valeur de la propriété de toute personne entre l'estimation marquée sur le rôle d'évaluation et celle marquée sur le rôle de perception, pourra faire une plainte par écrit à cet effet, dans le délai susindiqué, au conseil de ville, qui amendera et rectifiera le dit rôle de perception si la chose paraît nécessaire.

70. Dans les quinze jours qui suivront l'homologation ^{Appel de la} finale, on pourra appeler de la décision du conseil de ville à ^{décision du} la Cour de circuit dans et pour le comté de Shefford, de la ^{conseil de} façon et conformément aux règles relatives aux appels con- ^{ville.} tenues au titre xi desdits Statuts refondus.

71. A l'expiration dudit délai de quinze jours, ledit rôle ^{Délai requis} sera considéré comme homologué, et il devra servir pour ^{pour que le} toutes les fins scolaires de la ville pendant l'année alors cou- ^{rôle soit con-} rante, et la taxe imposée en vertu de ce rôle sera due et ^{sideré homo-} exigible, mais en cas d'appel en vertu de l'article précédent, ^{logué.} l'homologation ne sera parfaite que quinze jours après le prononcé du jugement dans l'affaire.

72. Si les listes sont amendées, soit par le conseil de ville ^{Rectification} soit par le tribunal, l'erreur sera rectifiée au paiement suivant ^{si les listes} au bureau par qui l'erreur aura été commise, tant pour la ^{sont amen-} différence dans la taxe que pour tous frais encourus par la ^{dées.} corporation municipale de ville.

AUTRES DISPOSITIONS CONCERNANT LES TAXES

73. Les comptes et reçus donnés aux contribuables scolaires devront contenir en caractères clairs et distincts les mots : "Liste No 1,—Taxe scolaire des catholiques", ou "Liste No 2,—Taxe scolaire des protestants," ou "Liste No 3,—Taxe scolaire neutre," suivant le cas.

74. Les taxes perçues d'après la "liste No 1" appartiendront au bureau des commissaires d'écoles catholiques, et celles perçues d'après la liste No 2" appartiendront au bureau des commissaires d'écoles protestants.

2. Les taxes perçues d'après la liste No 3, seront divisées entre lesdits deux bureaux des commissaires d'écoles proportionnellement à la population catholique et à la population protestante de la ville, telle que constatée au dernier recensement.

3. La taxe ou taux de répartition sur la propriété figurant à la liste No 3, devra être constamment la taxe établie pour lesdites listes Nos 1 et 2, quand les deux bureaux en seront venus à une entente, comme il est dit plus haut; mais au cas où il n'y aurait pas eu telle entente, la taxe sera fixée au plus haut taux établi par le règlement passé par l'un ou l'autre de ces deux bureaux.

75. Les sommes ainsi perçues seront payées par la corporation de la ville de Waterloo au secrétaire-trésorier de chacun des bureaux des commissaires d'écoles, en quatre versements égaux trimestriels, aux premiers jours juridiques de juillet, octobre, janvier et avril de chaque année, respectivement.

76. Chacun de ces versements sera exigible de la corporation de ladite ville, au moment de son échéance, même si la taxe scolaire qui doit en former la somme n'a pas été perçue, et le montant en pourra être recouvré, avec intérêts et frais devant tout tribunal compétent, par le bureau des commissaires d'écoles y ayant droit.

77. Chaque année, chacun des deux bureaux sera tenu de délivrer au conseil de ville un état détaillé des sommes qu'il pourra avoir dépensées à même les deniers versés par la corporation de la ville.

CONTRIBUTION SCOLAIRE MENSUELLE

78. Il sera loisible aux bureaux des commissaires d'écoles ou à l'un quelconque d'entre eux, d'exiger des parents, tuteurs ou gardiens des enfants en âge de fréquenter les écoles,

qui résident dans la municipalité scolaire, à l'exception de ceux qui en sont dispensés en vertu de l'article 2072 desdits Statuts refondus, le paiement d'une contribution ou répartition mensuelle qui n'excèdera pas dix versements mensuels pour chaque année; le montant en sera établi de temps à autre par règlement de chaque bureau, ainsi que le mode de paiement, et sera payé au secrétaire-trésorier du bureau qui aura établi cette contribution ou répartition, ou de la manière qu'il sera ordonné par règlement ou par résolution desdits bureaux.

Ladite contribution mensuelle ne s'appliquera qu'aux classes élémentaires ou primaires des écoles de chacun de ces bureaux, et quant aux classes modèles et académiques des écoles, lesdites bureaux, ou l'un quelconque d'entre eux, pourra de temps à autre, établir par résolution et percevoir, de la manière déterminée par eux ou par l'un quelconque d'entre eux, des contributions payables par terme pour l'instruction de chacun des élèves qui y assisteront.

Application
de la contri-
bution men-
suelle.

79. Le rapport des commissaires indiquera le nombre des enfants qui recevront une instruction gratuite et le nombre de ceux qui paieront la contribution mensuelle.

Indication
dans le
rapport des
commissaires
à ce sujet.

80. La contribution scolaire mensuelle, ainsi que la contribution payable par terme d'enseignement, pourra être recouvrée des parents, des tuteurs ou des gardiens par les secrétaires-trésoriers des bureaux respectifs auxquels ils appartiennent, ou, au cas de refus, par action au nom de la corporation scolaire à laquelle elle est due, devant tout tribunal de juridiction compétente.

Recouvre-
ment de la
contribution
scolaire.

Cependant il ne pourra être pris d'action pour plus de deux années d'arrérages.

Restriction.

DISPOSITIONS DIVERSES

81. L'un quelconque desdits bureaux des commissaires pourra affecter, à même ses revenus, telles sommes d'argent qu'il trouvera convenables pour distribuer des récompenses dans les diverses écoles qui seront sous son contrôle.

Sommes
affectées
pour récom-
penses.

82. Si l'un des commissaires s'absente de quatre assemblées consécutives du bureau pour lequel il a été élu, lorsqu'il aura reçu avis régulier de ces assemblées, ledit bureau pourra, à une assemblée convoquée spécialement à cet effet, déclarer vacant le siège de ce commissaire, et, immédiatement à la même assemblée spéciale, ou à une assemblée subséquente, ledit bureau pourra élire une personne compé-

Absence des
commissaires
et effet d'i-
celle pendant
quatre assem-
blées consécu-
tives.

tente de ladite ville, pour remplir la charge durant le reste du terme pour lequel ce commissaire avait été élu.

Si les limites
de la ville
sont reculées.

83. Si les limites de la ville sont reculées par l'annexion d'un territoire voisin, ce territoire annexé fera alors partie de la municipalité scolaire de la ville de Waterloo et sera sujet aux dispositions de cette loi.

Propriétés
scolaires
actuelles du
village,
transférées à
chacun des
bureaux.

84. La propriété scolaire maintenant en la possession des commissaires d'écoles du village de Waterloo, deviendra la propriété dudit bureau protestant des commissaires d'écoles de la ville de Waterloo, qui assumera et paiera les dettes des commissaires d'écoles dudit village, et la propriété scolaire appartenant aux syndics des écoles dissidentes dudit village deviendra la propriété du bureau catholique des commissaires d'écoles de ladite ville, lequel assumera et paiera les dettes de ces syndics.

Taxes, etc.,
dues aux
commissaires
d'écoles du
village, à la
charge de
chacun de
ces bureaux.

85. Toutes taxes, contributions, répartitions ou sommes d'argent dues auxdits commissaires d'écoles dudit village de Waterloo seront désormais perçues par le secrétaire-trésorier de ce bureau, puis remises et entrées au fonds dudit bureau protestant de ladite ville, et toutes sommes d'argent dues pour de semblables causes aux syndics dissidents du village de Waterloo seront désormais perçues par le secrétaire-trésorier desdits syndics, puis remises et entrées au fonds dudit bureau catholique de ladite ville.

Sujet à l'art.
6.

Le tout sujet aux dispositions de l'article six de la présente loi.

Recensement
des enfants,
etc.

86. Les secrétaires-trésoriers des deux bureaux des commissaires d'écoles, agissant ensemble durant les mois d'août et de septembre de chaque année, feront un recensement de la population de la ville de Waterloo, et aussi un recensement des enfants y résidant et âgés de pas moins de cinq ans et de pas plus de seize, lequel recensement sera signé en double par lesdits officiers, et une copie certifiée en sera déposée au bureau du secrétaire-trésorier de la ville de Waterloo, et une autre entre les mains du surintendant de l'instruction publique.

Extrait du
rôle d'éva-
luation du
canton de
Shefford que
doit se pro-
curer le sec.
trés. de la
ville.

87. Le secrétaire-trésorier de la ville, avant de donner avis au secrétaire-trésorier desdits bureaux, comme il est décrété à l'article 65 de la présente loi, se procurera du secrétaire-trésorier du canton de Shefford un extrait du rôle d'évaluation dudit canton alors en vigueur, et dans lequel sont compris certains lots et morceaux de terre situés dans ledit canton de Shefford, mais qui forment partie de la ville

de Waterloo pour les fins scolaires comme il a été décrété ci-dessus, avec les noms des propriétaires ou occupants, et la valeur respective de ces propriétés.

Cet extrait fera partie du rôle d'évaluation de ladite ville pour les fins scolaires et sera employé par le secrétaire-trésorier desdits bureaux pour préparer le rôle de perception qu'ils doivent faire en vertu des dispositions dudit article 65 de la présente loi.

Ledit extrait sera fait et délivré par le secrétaire-trésorier du canton de Shefford, à la demande du secrétaire-trésorier de ladite ville, et l'honoraire en sera de deux piastres, qui seront payées par le secrétaire-trésorier de ladite ville et déduites du premier paiement dû à chacun des bureaux en proportion de l'intérêt qu'a chaque bureau dans les taxes imposées sur les propriétés contenues dans ledit extrait.

88. La loi générale relative à l'instruction publique et contenue dans le titre V des Statuts refondus, s'appliquera à toutes les matières concernant l'éducation dans ladite ville sur lesquelles la présente loi ne se prononce pas ou ne contient pas de dispositions particulières.

89. Les deux bureaux des commissaires d'écoles pour ladite ville peuvent fixer séparément le traitement annuel qu'ils paieront à leurs secrétaires-trésoriers respectifs.

90. La présente loi deviendra exécutoire le jour de sa sanction.

56 VICTORIA, CHAPITRE 52

Loi revisant et refondant la charte de la cité de Hull et les divers actes qui l'amendent

[Sanctionnée le 27 février, 1893]

CONSIDÉRANT que le conseil municipal de la cité de Hull a, par sa pétition, demandé de reviser et de refondre les dispositions des divers actes de la Législature, concernant la corporation de la cité de Hull, et d'investir cette dernière de nouveaux pouvoirs, et a représenté que telle revision ou refonte des susdits actes serait avantageuse au public ; et considérant qu'il est à propos d'accéder à la demande du conseil de ladite cité ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

* * * * *

TAXES SCOLAIRES

Taxes
d'écoles.

367. Toute cotisation ou taxe d'école, dans la cité de Hull, sera payable par l'occupant du terrain cotisé, soit à titre de locataire ou autre, s'il y a tel occupant, et, à défaut de tel occupant, par le propriétaire.

Commis-
saires.

Les commissaires des écoles communes et les syndics d'écoles dissidentes sont autorisés à imposer, prélever et percevoir sur tout occupant de terrain, ou sur tout propriétaire à défaut de tel occupant, toute cotisation ou taxe pour le soutien de leurs écoles respectives, sans considération.

NOTE.— *L'article 367a a été édicté par la loi 61 V., c. 56, s. 18.*

368. *Cet article a été remplacé par la loi 61 V., c. 56, s. 19.*

Pouvoirs con-
férés au
maire, etc.,
pour la per-
ception des
taxes sco-
laires.

369. Tous les pouvoirs conférés au maire ou au greffier de la cité, et tous les devoirs qui leur incombent, en vertu de la présente loi, pour la perception des taxes municipales, leur sont par les présentes accordés, conférés et imposés pour ce qui concerne la perception des taxes scolaires et autres contributions, pourvu que rien dans cette clause n'affecte aucun droit conféré par d'autres statuts ou par la loi des écoles communes aux commissaires d'écoles ou aux syndics des écoles dissidentes de percevoir, par d'autres moyens, les taxes soumises à leur contrôle.

370. *Cet article a été remplacé par la loi 61 V., c. 56, s. 19.*

371. *Cet article a été remplacé par la loi 1 Ed. VII, c. 45, s. 18.*

Application
des lois gé-
nérales tou-
chant l'ins-
truction
publique.

372. Les lois générales, concernant l'instruction publique dans la province de Québec, s'appliqueront à toutes les affaires scolaires et à la procédure auxquelles il n'est pas spécialement pourvu dans la présente loi.

* * * * *

Entrée en
vigueur.

540. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

61 VICTORIA, CHAPITRE 56

Loi modifiant la charte de la cité de Hull

[Sanctionnée le 15 janvier, 1898]

CONSIDÉRANT que la cité de Hull a, par sa requête, *Préambule.*
demandé une loi amendant sa charte, et qu'il y a lieu
d'accéder à sa demande ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consente-
ment de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

* * * * *

18. La section suivante est ajoutée après la section 367 *Sec. aj. après*
de la loi 56 Victoria, chapitre 52 : *id., s. 367.*

“ **367a.** Sujette aux conditions et restrictions contenues *Rétribution*
dans la section 367, la rétribution mensuelle sera considérée *mensuelle*
comme une taxe scolaire, et comme telle portera hypothèque *réputée une*
sur l'immeuble cotisé ou évalué, mais seulement pour ce qui *taxe scolaire,*
pourrait être dû par le propriétaire dudit immeuble, le recours *etc.*
donné contre le locataire concernant la perception de telle
rétribution mensuelle demeurant un recours personnel contre
ce dernier.”

19. Les sections 368, 370 et 371 de la loi 56 Victoria, *Id., ss. 368,*
chapitre 52, sont remplacées par les suivantes : *370, 371, rem-*
placées.

“ **368.** Les taxes scolaires et la rétribution mensuelle *Manière*
seront imposées dans la cité par résolution des commissaires *d'imposer et*
ou syndics d'écoles et seront prélevées de la manière que les *de prélever*
commissaires ou syndics d'écoles jugeront à propos, soit par *les taxes*
scolaires.
résolution, soit par règlement.

Pourvu, toujours, que les privilèges attachés à la propriété, *Proviso.*
tels que précédemment décrits, pour le recouvrement de la
taxe scolaire s'étendent également à la perception de la rétri-
bution mensuelle légitimement réclamée par l'un ou l'autre
des bureaux des commissaires ou des syndics d'écoles.

“ **370.** Le secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles et *Honoraires*
le secrétaire-trésorier des syndics d'écoles auront respective- *des secré-
res-trésoriers*
ment droit aux honoraires, frais et remboursements qui seront, *et commissai-*
de temps à autre, fixés par lesdits commissaires ou syndics *res des syn-*
d'écoles. *dics d'écoles.*

371.—*Cet article est remplacé par la loi 1 Ed. VII, c. 45,*
s. 18.

* * * * *

31. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

I EDOUARD VII, CHAPITRE 45

Loi modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull

[Sanctionnée le 28 mars, 1901]

Préambule.

ATTENDU que la corporation de la cité de Hull a, par sa requête, représenté qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la cité, que certains amendements soient apportés à sa charte, et qu'il y a lieu d'accéder à sa demande ;
A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

* * * * *

56 V., c. 52,
s. 371, rem-
placée.

18. La section 371 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, telle qu'amendée par la section 19 de la loi 61 Victoria, chapitre 56, est remplacée par la suivante :

Dispositions
relatives à la
vente des
terrains pour
taxes.

" 371. Toutes les dispositions relatives à la vente des immeubles pour taxes et redevances municipales et au rachat de ces immeubles, s'appliqueront aux ventes faites pour toutes taxes et autres redevances scolaires et au rachat de ces immeubles ".

Entrée en
vigueur.

19. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9 EDOUARD VII, CHAPITRE 92

Loi constituant en corporation la ville de La Prairie

[Sanctionnée le 7 mai, 1909]

Préambule.

ATTENDU que la corporation du village de Laprairie a représenté, par sa pétition, qu'il est désirable de l'ériger en ville, conformément aux dispositions de la loi des cités et villes, 1903, d'agrandir son territoire, de lui accorder des pouvoirs spéciaux, d'imposer certaines obligations aux commissaires ou aux syndics d'écoles et de lui permettre de déroger à certaines dispositions de la loi des cités et villes, 1933 ;

Attendu qu'il est opportun de faire droit à la demande à cet effet contenue dans ladite pétition ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

* * * * *

20. Les commissaires ou syndics d'écoles du village de La Prairie ou de la ville de La Prairie ne pourront imposer sur cette partie de la municipalité scolaire qui se trouve en dehors des limites de l'ancien village, tel qu'établi par proclamation du 30 mars 1846, une taxe excédant la moitié de celle imposée sur les immeubles compris dans les limites dudit village, fixée par ladite proclamation et les paragraphes c et d de la section 19 de la présente loi s'appliqueront aussi à la taxe scolaire.

Limitation de la taxe d'écoles dans certaine partie de la ville.

53 VICTORIA, CHAPITRE 79

Loi constituant en corporation "la ville de Magog" et régularisant l'administration des affaires scolaires de cette ville

[Sanctionnée le 2 avril, 1890]

ATTENDU que les dispositions du Code municipal ne suffisent plus aux besoins présents de la corporation du village de Magog et qu'il est devenu nécessaire de lui donner des pouvoirs plus étendus pour l'administration dudit village, en ce qui concerne les intérêts municipaux et scolaires; et attendu que les habitants de ce village désirent être constitués en corporation de ville et avoir une charte et qu'une demande a été régulièrement faite dans ce but;

Préambule.

A ces causes, Sa Majesté par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

DISPOSITIONS CONCERNANT L'ENSEIGNEMENT DANS LA VILLE DE MAGOG

BUREAU DES COMMISSAIRES

48. A partir de ce jour, il y aura dans la ville de Magog deux bureaux de commissaires d'écoles, et chacun de ces bureaux sera composé de cinq commissaires et constituera sous son nom une corporation ayant tous les pouvoirs et privilèges des corporations.

Constitution de ces 2 bureaux de commissaires

49. Un de ces bureaux sera le "bureau des commissaires des écoles catholiques de la ville de Magog," et ceux qui le composeront seront des catholiques.

Nom de ces bureaux et leur composition.

L'autre sera le "bureau des commissaires des écoles protestantes de la ville de Magog", et ceux qui le composeront seront des protestants.

Personnes pouvant être élevées à cette charge. **50.** Les ministres du culte de toutes les dénominations religieuses résidant dans la ville, bien que non qualifiés pour le rapport de la propriété, seront éligibles à la charge de commissaire ; mais toutes les autres personnes devront posséder une qualification foncière de quatre cents piastres.

Mode d'élire les commissaires. **51.** Les commissaires catholiques seront élus par les électeurs municipaux catholiques de la ville de Magog et ceux du bureau protestant par les électeurs protestants de la ville de Magog.

Epoque de la 1^{re} élection. **52.** La première élection des commissaires, en vertu de cette loi, aura lieu le premier lundi de juillet prochain, et si l'élection n'a pas lieu le premier lundi de juillet, elle devra avoir lieu le lundi suivant, ou aucun des lundis du mois de juillet ; et les élections suivantes auront lieu, comme celles des autres commissaires, en vertu des lois de l'instruction publique.

Commissaires actuels continués. Les membres des bureaux actuels des commissaires et des syndics resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Lois applicables à ces commissaires. **53.** Toutes les dispositions de la loi concernant les commissaires d'écoles et les écoles en général, s'appliqueront aussi à chacun de ces bureaux et aux membres qui les composeront, sauf en ce qu'elles ont d'incompatible avec les dispositions de cette loi.

Division de la subvention annuelle du gouvernement. **54.** La subvention annuelle du gouvernement de cette province, pour l'entretien des écoles de la ville de Magog sera divisée entre les deux bureaux de commissaires proportionnellement à la population catholique romaine et protestante de cette ville, d'après le dernier recensement.

TAXES

Réunion des bureaux relativement à l'imposition de la taxe. **55.** Les deux bureaux de commissaires pourront, selon les besoins, se réunir et faire des conventions relativement à la fixation ou à la modification du montant de la taxe à prélever pour cet objet sur la propriété foncière imposable de la ville ; pourvu que, dans aucun cas, cette taxe ne soit pas moins de trois millièmes ni de plus de sept millièmes par piastre.

Avis du montant de taxes requis. **56.** Les bureaux de commissaires seront tenus d'informer le secrétaire-trésorier de la ville de Magog, le ou avant le premier jour d'août de chaque année, du montant de taxes requis pour les besoins scolaires pour l'année courante.

Faute de cet avis, les deux bureaux de commissaires Défaut de cet avis. seront censés n'avoir pu s'entendre sur ce montant.

En ce cas chaque bureau pourra fixer le montant de la Fixation du montant dans ce cas. taxe pour son propre usage pour l'année commençant le premier jour de juillet précédent.

57. Le conseil de ville, chaque année, à sa première Fixation de la taxe pour l'année courante. session après le premier août, ou à une session suivante, si la première session a été ajournée, fixera par résolution la taxe à prélever pour l'année courante.

58. Il sera du devoir du conseil de la ville de Magog de Perception de la taxe. faire prélever par son secrétaire-trésorier, sur la propriété foncière imposable de la municipalité, la taxe qui aura été fixée par les deux bureaux de commissaires.

59. Cette taxe sera appelée "taxe scolaire".

Elle pourra être prélevée et recouvrée simultanément avec Nom de la taxe. les autres taxes de la ville et de plus, pour faciliter la Mode de la perception. perception, elle sera censée être une taxe municipale de la ville ; pourvu toujours que les corporations et les compagnies qui pourront avoir été ou qui seront exemptées des taxes municipales, par un règlement du conseil de ville, soient cependant sujettes aux taxes scolaires.

60. Les propriétés foncières appartenant à des institutions Propriétés exemptes des taxes. ou corporations religieuses, de bienfaisance ou d'éducation et occupées par elles dans le but pour lequel ces institutions ou corporations sont établies, et non pas seulement dans le but d'en tirer des revenus, seront exemptes de la taxe scolaire.

61. La taxe scolaire sera payable par les propriétaires de Paiement de la taxe. biens-fonds à l'exclusion des locataires.

L'usufruitier ou occupant, en vertu d'un bail emphy- Solidarité du paiement de la taxe. téotique, sera censé être propriétaire, ainsi que l'occupant, et tenu conjointement et solidairement au paiement de ladite taxe avec le propriétaire.

RÔLE D'ÉVALUATION

62. Chaque année, dans les dix jours qui suivront l'ho- Avis de l'homologation du rôle d'évaluation. mologation, par le conseil, du rôle d'évaluation de la ville de Magog, le secrétaire-trésorier de la ville en donnera avis au secrétaire-trésorier de chaque bureau de commissaires d'écoles ; et dans les dix jours suivant la signification de cet avis, les secrétaires-trésoriers de ces bureaux, agissant de concert, feront un rôle de cotisation et de perception de la propriété foncière située dans la ville.

Contenu de
ce rôle.

63. Ce rôle indiquera, vis-à-vis de la description de chaque lot ou de chaque propriété, le nom du propriétaire et la somme à prélever sur ce lot et cette propriété pour la taxe de l'année.

Le montant de l'évaluation et le nom du propriétaire seront les mêmes que ceux portés au rôle d'évaluation en vigueur dans la ville pour les fins municipales.

Division du
rôle.

64. Ce rôle sera divisé en quatre colonnes distinctes :

La colonne numéro un comprendra la propriété foncière cotisable appartenant exclusivement aux catholiques ;

La colonne numéro deux comprendra la propriété foncière appartenant exclusivement aux protestants ;

La colonne numéro trois comprendra la propriété foncière imposable appartenant :

1^o Aux corporations ou compagnies constituées en corporation et soumises à la taxe en vertu de la loi ;

2^o Aux personnes ne professant ni la religion catholique ni la religion protestante, aux juifs ou aux personnes dont la religion est inconnue ; ou encore lorsque le père et la mère sont de religions différentes ;

3^o Enfin les propriétés appartenant partiellement ou conjointement à des personnes ou des sociétés dont quelques-unes professent la religion catholique et d'autres la religion protestante ;

La colonne numéro quatre comprendra toutes les propriétés foncières exemptes de taxes, savoir :

a. Les terres et propriétés appartenant à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, occupées par tout corps ou département public, ou par toute personne à qui elles sont confiées pour le service de Sa Majesté, ses héritiers et successeurs ;

b. Les propriétés et édifices provinciaux ;

c. Tout lieu consacré au culte public, presbytère ou cure et ses dépendances, ainsi que tout cimetière ;

d. Toute maison d'école publique et le terrain sur lequel elle est construite, pourvu que le terrain n'excède pas deux arpents ;

e. Tout établissement ou maison d'éducation ainsi que le terrain sur lequel il est construit, pourvu que le terrain n'excède pas quatre arpents ;

f. Tous bâtiments, terrains et propriétés occupés ou possédés par des hopitaux ou autres établissements de charité n'excédant pas cinq arpents.

Inscription
des pro-
priétés
possédées

65. Les propriétés possédées pour en tirer des revenus par des institutions ou corporations religieuses, de bienfaisance ou d'éducation, seront inscrites dans la colonne numéro un, ou numéro deux, suivant la dénomination reli-

gieuse à laquelle ces institutions ou corporations appartiennent ou suivant les déclarations faites par elles à ce sujet. pour en tirer des revenus.

Lorsque la dénomination religieuse ne sera pas connue et qu'il ne sera pas fait de déclaration, ces propriétés seront inscrites dans la colonne numéro trois. Si la dénomination religieuse est inconnue.

66. Lorsque ce rôle sera terminé, il sera déposé au bureau du secrétaire-trésorier de la ville, et avis de ce dépôt sera immédiatement donné dans au moins un journal publié dans la ville ou dans le district ; et cet avis sera aussi affiché en français et en anglais dans les endroits où les avis municipaux ordinaires sont affichés dans la ville. Dépôt du rôle, et avis d'icelui.

67. Pendant les trente jours suivant la publication de cet avis, toute personne pourra examiner les colonnes comprises dans ce rôle. Examen du rôle.

68. Pendant ce délai de trente jours, l'un ou l'autre des bureaux de commissaires d'écoles, ou toute personne dont le nom aura été enregistré par erreur, dans ces colonnes, ou y aura été omis, ou qui remarquera que le nom de toute autre personne a été enregistré par erreur, dans quelque colonne, ou y aura été omis, pourra porter toute plainte qu'elle croira avoir droit de faire à ce sujet, devant le conseil de la ville, qui amendera et corrigera ce rôle selon que la chose lui semblera nécessaire. Plaintes devant le conseil de ville.

Dans les quinze jours qui suivront l'homologation définitive, on pourra en appeler de la décision du conseil de la ville devant la Cour du magistrat de district ou la Cour de circuit. Appel.

69. A l'expiration de ce délai de quinze jours, le rôle servira pour tous les besoins scolaires de la ville pendant l'année courante. Durée du rôle.

AUTRES DISPOSITIONS CONCERNANT LES TAXES

70. Tous les comptes délivrés aux contribuables et tous les reçus à eux donnés pour la taxe scolaire contiendront clairement et distinctement les mots " colonne numéro un, taxe scolaire catholique " ou " colonne numéro deux, taxe scolaire protestante " ou colonne numéro trois, taxe neutre, selon le cas. Comptes délivrés aux contribuables pour taxe, etc., leur contenu.

71. Les taxes provenant des propriétés comprises dans la colonne numéro un, appartiendront au bureau des commissaires d'écoles catholiques, et les taxes provenant de la colonne numéro deux appartiendront au bureau des commissaires d'écoles protestantes. Application des taxes des Nos 1 et 2.

Division des
taxes de la
colonne No.
3.

2. Les taxes provenant de la colonne numéro trois seront divisées entre le bureau des commissaires d'écoles catholiques et le bureau des commissaires d'écoles protestantes proportionnellement à la population catholique et protestante de la ville, d'après le dernier recensement, et le taux des taxes imposées sur les propriétés de la colonne numéro trois est fixé, par le présent, à 5 millièmes par piastre, à moins que les deux bureaux de commissaires d'écoles ne fixent un autre taux.

A qui la
somme est
payée.

72. Cette somme sera payée par la corporation de la ville de Magog au secrétaire-trésorier de chaque bureau de commissaires, en quatre paiements égaux qui deviendront dus tous les trimestres respectivement, les premiers de juillet, octobre, janvier et avril de chaque année.

Recouvre-
ment des
paiements.

73. Chacun de ces paiements sera exigible de la corporation, lorsqu'il deviendra dû quand bien même la taxe scolaire pour réaliser ce montant n'aurait pas été perçue; et ces paiements pourront être recouverts avec l'intérêt et les frais devant toute cour de justice compétente par le bureau des commissaires d'écoles y ayant droit.

REDEVANCES SCOLAIRES MENSUELLES

Redevances
mensuelles
scolaires.

74. Les bureaux de commissaires pourront exiger des parents, des tuteurs ou des curateurs des enfants en âge de fréquenter les écoles, résidant dans la municipalité, excepté de ceux exemptés par les commissaires pour cause de pauvreté ou parce qu'ils fréquentent une école subventionnée par le gouvernement de la province, qui n'est pas sous la juridiction du bureau auquel ils peuvent appartenir, le paiement d'une redevance mensuelle qui ne devra pas excéder dix paiements mensuels par an dont le montant aura été déterminé par chacun desdits bureaux de commissaires, et fixé et établi de temps à autre par un règlement.

Etat des en-
fants fré-
quentant les
écoles.

75. Le rapport des commissaires spécifiera le nombre d'enfants recevant l'instruction gratuite ainsi que le nombre de ceux qui paient mensuellement cette redevance ou rétribution.

Recouvre-
ment des
redevances
mensuelles.

76. Les redevances scolaires mensuelles pourront être recouvrées des parents, des tuteurs ou des curateurs par les secrétaires-trésoriers des bureaux respectifs auxquels ces élèves appartiennent, et, dans le cas de défaut, par une poursuite intentée devant une cour de justice compétente.

Proviso.

Néanmoins aucune poursuite ne sera intentée pour les arrérages de plus de deux années ou pour une somme due depuis plus de deux années.

INSTITUTEURS

77. Les instituteurs ou institutrices employés par les bureaux de commissaires d'écoles seront considérés comme retenus pour une année scolaire, et aucun avis ne sera requis, soit de ces instituteurs ou institutrices, soit de ces bureaux, pour mettre fin à cet engagement ; cependant tout instituteur ou institutrice pourra être destitué de ses fonctions en tout temps, pour incompétence ou pour inconduite.

POUVOIRS DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES—ÉMISSION D'OBLIGATIONS

78. Les bureaux des commissaires pourront prélever sur les fonds à leur disposition telle somme qu'ils jugeront convenable pour acheter des prix pour les différentes écoles placées sous leur contrôle.

79. Les bureaux respectifs de commissaires d'écoles de la ville de Magog auront le pouvoir de mettre en réserve, tous les ans une partie de leurs revenus, n'excédant pas un quart de ces revenus, pour l'achat de terrains et pour la construction de maisons d'école, sans être limités au montant qui doit être dépensé sur chaque maison d'école, nonobstant toute loi à ce contraire.

Ces bureaux pourront, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, faire des emprunts pour ces objets, et transporter comme garantie de ces emprunts une partie de leurs réclamations annuelles contre la corporation de la ville pour les années suivantes, sauf les restrictions ci-dessus mentionnées, et l'un ou l'autre bureau, avec l'approbation susdite, pourra prélever d'avance l'argent pour ces besoins, en émettant des obligations de pas moins de cent piastres, chacune d'elle rachetable dans un délai de pas moins de vingt-cinq années et pour le montant que le surintendant de l'instruction publique approuvera.

Dans ce cas, la partie de ces revenus mise à part annuellement, comme susdit, ou autant de ces revenus qu'il jugera à propos, seront appliqués à la formation d'un fonds d'amortissement pour le rachat de ces débentures ; mais le lieutenant-gouverneur ne pourra accorder cette approbation, à moins qu'il ne lui soit démontré à sa satisfaction, que les intéressés en ont été avertis au moins trente jours d'avance par avis public donné en la manière ordinaire, et publié dans au moins un journal de la ville de Magog ou du district.

80. Ces bureaux pourront déclarer, dans ces obligations, qu'elles sont garanties par hypothèque sur les biens-fonds qui seront alors leur propriété, et lorsque cette déclaration aura

été faite, cette obligation sera garantie, intérêt et capital, par tous ces biens-fonds, sans la formalité de l'enregistrement, nonobstant les articles 2084 et 2130 du Code civil à ce contraire.

Rachat des obligations.

81. Toutes ces obligations pourront contenir une clause stipulant que la somme annuellement portée au fonds d'amortissement établi pour leur rachat, sera payée au porteur au lieu d'être placée par les commissaires.

Dans ce cas, l'obligation ne sera pas rachetable à son échéance, mais sera considérée comme ayant été payée, et acquittée entièrement, par le paiement de l'intérêt et du fonds d'amortissement spécifiés dans cette débenture.

DISPOSITIONS DIVERSES

Certaines absences entraînent la vacance du siège de commissaire.

82. Si un commissaire est absent durant quatre assemblées consécutives du bureau dont il fait partie, après avoir été régulièrement averti de ces assemblées, le bureau aura le pouvoir, à toute assemblée spécialement convoquée dans ce but, de déclarer le siège de ce commissaire, vacant, et, sur ce, immédiatement, à la même assemblée spéciale ou à toute assemblée subséquente, ce bureau pourra nommer et élire tout autre contribuable de la ville possédant les qualifications nécessaires, en son lieu et place, pour le reste du terme pour lequel ce commissaire avait été élu.

Perception de taxes extraordinaires.

83. Lorsqu'il sera nécessaire de prélever plus d'argent dans une année que le montant du revenu ordinaire des bureaux respectifs pour subvenir aux demandes pressantes faites à ces bureaux, une taxe extraordinaire pourra être prélevée pour une année sur la colonne numéro un, ou la colonne numéro deux, selon que le revenu sera requis pour le bureau catholique ou pour le bureau protestant, et aussi sur la colonne numéro trois, tel montant que le bureau, prélevant ainsi la répartition, aurait droit de recevoir si la taxe avait été prélevée conjointement par ces deux bureaux.

Mode de la prélever.

Cette taxe extraordinaire sera prélevée par la corporation, de la même manière que la taxe ordinaire, sur une pétition présentée au conseil, faite par le bureau de commissaires demandant la taxe additionnelle ;

Approbation requise.

Mais cette taxe additionnelle ne sera prélevée qu'avec l'approbation et la sanction du lieutenant-gouverneur en conseil, et n'affectera que la propriété des membres du bureau qui aura demandée ; et la proportion de propriété de la colonne numéro trois, à laquelle ils ont droit en vertu de la clause 71.

84. L'un ou l'autre de ces bureaux de commissaires ^{Etablis-} pourra établir, soit séparément, soit avec les écoles communes ^{ment d'écoles} de la ville, prenant cette décision, une école supérieure, une ^{supérieures} école graduée, une école modèle ou un couvent ou les fusion- ^{et modèles.} ner avec toute telle école ou tout tel collège déjà établis ou qui pourront être établis plus tard dans les limites de la ville de Magog.

85. Lorsque les limites de la ville de Magog seront éten- ^{Annexion de} dues par l'annexion de tout territoire environnant, le terri- ^{territoires.} toire ainsi annexé formera dès lors partie de la municipalité scolaire de la ville de Magog, et sera administré d'après les dispositions de cette loi ; et la propriété scolaire qui ^{Effet de telle} existera dans ce territoire annexé, deviendra la propriété du ^{annexion.} bureau ou des bureaux auxquels les contribuables de cet édifice où cette propriété scolaire appartenait avant cette annexion.

86. Les propriétés scolaires appartenant maintenant aux ^{Propriétés} commissaires d'écoles de la municipalité du canton de Magog, ^{scolaires.} qui est dans le village du même nom, deviendront les propriétés du bureau protestant, et celles appartenant aux syndics des écoles dissidentes deviendront les propriétés du bureau catholique, et les dettes des commissaires d'écoles seront supportées et payées par le bureau protestant, et les dettes des syndics seront supportées et payées par le bureau catholique.

87. Les secrétaires-trésoriers des deux bureaux, agissant ^{Recensement} de concert, durant les mois d'août et de septembre, chaque ^{annuel des} année, feront un recensement de la population de la ville de ^{enfants.} Magog, et aussi un recensement des enfants résidant dans cette ville, de pas moins de cinq ans et de pas plus de seize ans ; ce recensement sera signé par ces officiers, en double, et une copie certifiée en sera déposée dans le bureau du secrétaire-trésorier de la ville de Magog et une autre sera délivrée au surintendant de l'instruction publique.

88. Les deux bureaux pourront fixer le traitement de ^{Traitement} leurs secrétaires-trésoriers. ^{du sec.-trés.}

89. Cette loi deviendra exécutoire le jour de sa sanction. ^{Entrée en} ^{vigueur.}

6 EDOUARD VII, CHAPITRE 86

Loi érigeant en municipalité scolaire distincte la paroisse de Saint-Michel Archange de Montréal

[Sanctionnée le 9 mars, 1906]

Préambule.

ATTENDU que les membres de la paroisse de Saint-Michel Archange de Montréal, ont, par pétition, représenté qu'il est nécessaire de construire et d'entretenir dans et pour la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal, une école pour l'éducation des enfants catholiques de langue anglaise de ladite paroisse ;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Contribua-
bles catholi-
ques, parlant
la langue an-
glaise, de
certaines mu-
nicipalités
peuvent éta-
blir une ou
plusieurs
écoles sépa-
rées.

1. Les propriétaires, occupants, locataires ou contribuables, quel qu'en soit le nombre, professant la religion catholique, parlant la langue anglaise, dans n'importe laquelle des municipalités scolaires suivantes, savoir : ville Saint-Louis et Saint-Jean de la Croix, toutes deux de la ville Saint-Louis, Saint-Denis, Saint-Edouard, et la municipalité de Villieray, toutes dans le quartier Saint-Denis de Montréal, et la ville d'Outremont, toutes de l'île de Montréal, ou tous autres arrondissements scolaires qui peuvent être formés d'une partie ou de parties de quelques-uns des arrondissements scolaires susnommés, peuvent, jusqu'à ce que lesdits arrondissements scolaires ou municipalités scolaires forment partie de la cité de Montréal, pour les fins scolaires, s'unir et établir et maintenir une ou plusieurs écoles séparées, en donnant par écrit au président ou au secrétaire-trésorier des arrondissements scolaires ci-dessus mentionnés, dont ils forment partie, un avis exprimant leur intention de se retirer desdites municipalités scolaires, pour former une corporation distincte, sous l'administration de trois commissaires spéciaux, ladite corporation devant porter le nom de " la corporation des commissaires catholiques des écoles séparées de la paroisse de Saint-Michel Archange de Montréal."

Nom.

Formation
de cette cor-
poration. Ses
pouvoirs.

2. Cette corporation sera formée de la même manière que les commissions scolaires avec les mêmes droits et les mêmes pouvoirs.

Signification
de l'avis de
dissidence.

3. L'avis de dissidence ci-dessus mentionné sera donné et signifié de la manière indiquée dans l'article 124 de la loi 62 Victoria, chapitre 28.

4. Cette séparation ne prendra effet que le premier jour de juillet qui suivra la signification de l'avis mentionné dans l'article précédent.

5. Tout contribuable catholique parlant la langue anglaise peut, dans l'un des cas ci-dessus mentionnés, devenir sujet au contrôle des commissaires de ladite école séparée, ou devenir membre de la commission scolaire à laquelle il appartenait antérieurement, en donnant simultanément, avant le premier de mai, un avis par écrit au président et au secrétaire-trésorier de chacune des corporations intéressées.

Avis à être donné par contribuable catholique parlant l'anglais, pour devenir sujet au contrôle des commissaires de l'école séparée.

6. Les commissaires recevront desdites municipalités scolaires, du contrôle desquelles ils auront été détachés, une part du fonds des écoles publiques, dans la proportion, quant au montant accordé à ces arrondissements scolaires, du nombre d'enfants fréquentant leur école, par rapport au nombre total d'enfants fréquentant les écoles desdits arrondissements scolaires.

Proportion dans la distribution des fonds des écoles publiques.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

57 VICTORIA, CHAPITRE 23

Loi constituant en corporation l'école polytechnique

[Sanctionnée le 8 janvier, 1894]

ATTENDU qu'il est désirable de refondre et d'amender le chapitre huit du titre cinq des Statuts refondus, afin de mieux favoriser le développement et le progrès de l'école polytechnique ;

Préambule.

Attendu que pour assurer et garantir à ladite école le bénéfice exclusif de tout ce qui pourra être fait ou donné en sa faveur, tant de la part du gouvernement que d'autre part, il importe de créer une corporation qui aura la propriété absolue de tous les biens appartenant à ladite école ;

En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'école polytechnique est constituée en corporation sous le nom de "La corporation de l'école polytechnique", et ladite corporation se compose :

Corporation constituée. Nom.

NOTE. — Les paragraphes 1 et 2 ont été remplacés par la loi 58 V., c. 26, s. 1.

Les lois 58 V., c. 26, s. 1, et 3 Ed. VII, c. 17, s. 1, amendent aussi la section.

3. De deux membres du comité catholique du conseil de l'instruction publique, demeurant à Montréal, choisis par le dit comité ;

4. Du président du bureau des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Montréal.

Durée des fonctions des personnes faisant partie de la corporation.

2. Le principal et les professeurs de l'école polytechnique, les membres du comité catholique du conseil de l'instruction publique et le président du bureau des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Montréal cesseront de faire partie de ladite corporation, le jour où ils seront remplacés en leur qualité officielle ; les trois ingénieurs seront nommés pour trois ans, et, en cas de mort, ou d'absence de la province, remplacés par la corporation pour le temps de leur mandat.

NOTE.—Cette section a été amendée par les lois 58 V., c. 26, s. 2 ; et 3 Ed. VII, c. 17, s. 2.

Président de la corporation et de la commission administrative.

3. Le principal de l'école polytechnique est président de droit de la corporation, ainsi que de la commission administrative, et comme tel a, sur toute question, en cas d'égalité de voix, un second ou vote prépondérant.

Signature du président.

4. La signature du président suffira pour toutes les affaires légales de la corporation et de la commission administrative

Pouvoir de posséder des immeubles.

5. La corporation aura le droit d'acquérir et de posséder, par don, par legs ou par achat, des biens mobiliers et immobiliers, et de faire à l'égard de ces biens tous les actes d'un propriétaire.

Pouvoirs généraux.

6. La corporation aura aussi le pouvoir d'estimer en justice, emprunter, signer, endosser, accepter et négocier des billets promissaires, lettres de change et autres effets de commerce, et d'y être partie à un titre quelconque, et possédera en outre tous les droits et pouvoirs qui appartiennent en général aux corporations en autant que la présente loi n'y déroge pas.

Emploi des revenus des biens de la corporation.

7. Tous les biens acquis et à acquérir et tous les revenus qui en proviendront, seront la propriété exclusive de la corporation et devront être employés uniquement aux fins de ladite corporation.

Maximum du revenu des biens immobiliers.

8. Le revenu net des propriétés immobilières de la corporation, possédées pour des fins de revenu, ne devra pas dépasser vingt-cinq mille piastres par année.

Pouvoir de faire des règlements pour certaines fins.

9. La corporation de l'école polytechnique a le pouvoir de faire des règlements :

1. Pour définir les devoirs et les fonctions des professeurs et des employés, et pour fixer leur traitement ;

2. Pour la régie de l'école, la conduite des élèves et la rémunération payable par eux ;

3. Pour modifier ou développer le programme actuellement en vigueur de ladite école ;

4. Pour la régie de ses opérations ou pour toute fin quelconque de la corporation.

Ces règlements, toutefois, n'entreront en vigueur qu'après avoir été sanctionnés par l'archevêque de Montréal, vice-chancelier apostolique de l'université Laval, et par le conseil universitaire de ladite université. Entrée en vigueur de ces règlements.

NOTE. — Cette section a été amendée par les lois 58 V., c. 26, s. 3 ; et 3 Ed. VII, c. 17, s. 3.

10. La section 10 a été remplacée par la loi 58 V., c. 26, s. 4.

11. Le premier alinéa de cette section a été remplacé par la loi 58 V., c. 26, s. 5. Voir s. 9 de cette dernière loi.

La nomination ainsi faite devra être ratifiée par l'archevêque de Montréal, et, une fois ratifiée, soumise au conseil universitaire de l'université Laval, et la nomination ne sera définitive qu'après avoir été acceptée par le conseil. Ratification des nominations.

12. Les professeurs de l'école polytechnique pourront être démis pour cause, par le vote des deux tiers de tous les membres de la corporation ; mais cette révocation devra aussi être approuvée par l'archevêque de Montréal et par le conseil universitaire de l'université Laval. A partir de cette approbation, le professeur révoqué cessera d'être membre de la corporation. Destitution des professeurs.

NOTE. — Cette section a été amendée par la loi 58 V., s. 26, s. 6.

13. Le quorum des assemblées de la corporation sera de cinq membres. Quorum.

NOTE. — Cette section a été amendée par la loi 58 V., c. 26, s. 7.

14. Le vice-recteur de l'université Laval à Montréal aura le droit d'assister à toutes les assemblées de la corporation et de la commission administrative, avec voix consultative. Droit du vice-recteur de Laval aux assemblées.

15. Cette section a été remplacée par la loi 58 V., c. 26, s. 8.

16. L'école polytechnique est placée sous le contrôle de l'université Laval et annexée à la faculté des arts à Montréal, suivant les dispositions de la loi 50 Victoria, chapitre 21, section 1. Ecole sous le contrôle de l'université Laval

17. Vu les services rendus par l'école polytechnique et le besoin que le pays a d'une telle institution, ladite école Allocation accordée.

recevra, du fonds de l'éducation supérieure, une allocation annuelle de dix mille piastres.

NOTE.—*Cette section a été amendée par les lois 3 Ed. VII, c. 17, s. 4 ; 7 Ed. VII, c. 28, s. 1 ; 8 Ed. VII, c. 31, s. 1 ; et 9 Ed. VII, c. 35, s. 1.*

Rapport
annuel au
surintendant
de l'instruc-
tion publi-
que et con-
tenu de ce
rapport.

18. Il est fait, chaque année, au surintendant de l'instruction publique, un rapport contenant :

1. Le cours suivi à l'école et les modifications ou développements apportés au programme ;
2. Le nombre et le classement des élèves ;
3. L'état des collections, instruments, laboratoire et bibliothèque ;
4. Le chiffre des recettes et des dépenses de l'école.

Diplômes
délivrés aux
élèves.

19. L'université Laval, conformément à sa charte, délivre aux élèves de l'école polytechnique le diplôme d'ingénieur civil, d'ingénieur des mines, d'ingénieur mécanicien, d'ingénieur industriel, ou d'autres diplômes suivant le cours spécial suivi par chacun d'eux.

Mention qui
est faite dans
le diplôme.

Il est fait mention, dans le diplôme, que l'élève a subi ses examens pendant le cours, d'une manière satisfaisante, ou avec distinction, ou avec grande distinction, ou avec la plus grande distinction, selon les règlements d'ordre intérieur de l'école.

Publication
des noms des
élèves rece-
vant un
diplôme.

20. Les noms des élèves diplômés sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, avec mention de la note méritée par chacun d'eux et établie sur la moyenne générale des notes conservées pendant le cours.

Classes des
diplômes,
définies :
Ingénieur
civil.

21. Les termes employés dans la section 19 de cette loi, pour le classement des diplômes, doivent être entendus comme suit :

Ingénieur des
mines.

1. Le diplôme d'ingénieur civil est délivré à l'élève capable de diriger et d'exécuter tous les travaux d'art et de construction à la surface du sol ;

Ingénieur
mécanicien.

2. Le diplôme d'ingénieur des mines est délivré à l'élève capable de diriger et d'exécuter tous les travaux de découverte, d'extraction et d'exploitation des minerais et des métaux, ainsi que de leur transformation en métaux utiles ;

Ingénieur
industriel.

3. Le diplôme d'ingénieur mécanicien est délivré à l'élève capable de dessiner, combiner et construire des engins et des machines employés dans l'industrie ;

4. Le diplôme d'ingénieur industriel est délivré à l'élève capable d'appliquer les principes de la physique et de la chimie à la production et à la manufacture.

NOTE.—*Section 21a ajoutée par la loi 3 Ed. VII, c. 17, s. 5, et amendée par les lois 7 Ed. VII, c. 28, s. 1 ; 8 Ed. VII, c. 31, s. 2 ; et 9 Ed. VII, c. 35, s. 2.*

22. Rien de contenu dans la présente loi n'aura pour effet Privilèges de d'affecter les pouvoirs, droits ou privilèges accordés à l'université Laval par la charte royale de Sa Majesté la reine Victoria, en date du 8 décembre 1852, ni par la constitution *Jam dudum*, en date du 2 février 1889. Laval, sauvés.

23. Le chapitre huit du titre cinq des Statuts refondus S. R., 2223 à de la province de Québec, contenant les articles 2223 à 2230 2230, abrogés. inclusivement, est abrogé.

58 VICTORIA, CHAPITRE 26

Loi modifiant la loi constituant en corporation l'école polytechnique.

[Sanctionnée le 12 janvier, 1895]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section 1 de la loi 57 Victoria, chapitre 23, est 57 V., c. 23, amendée : s. 1, amendée.

(a) En remplaçant les paragraphes 1 et 2 par les suivants : §§ 1 et 2,

“ 1. Du principal et du directeur de l'école polytechnique ; Principale et directeur.

2. De deux ingénieurs diplômés de l'école polytechnique demeurant à Montréal, choisis en dehors du corps des professeurs, lesquels seront élus par les autres membres de la corporation ”. Ingénieurs diplômés.

(b) En ajoutant après le paragraphe 4 l'alinéa suivant : § ajouté au § 4.

“ Ladite corporation pourra s'adjoindre d'autres membres jusqu'à concurrence de quatre qui, étant donateurs, auront satisfait aux conditions des règlements à intervenir relativement aux bienfaiteurs de l'institution ”. Pouvoir d'adjoindre quatre membres.

NOTE.—Voir la loi 3 Ed. VII, c. 17, s. 1.

2. La section 2 de ladite loi est modifiée en remplaçant Id., s. 2, les mots : “ les professeurs ”, dans la première ligne, par les mots : “ le directeur ”, et le mot : “ trois ”, dans la sixième ligne, par le mot : “ deux ”. amendée.

NOTE.—Voir la loi 3 Ed. VII, c. 17, s. 2.

3. La section 9 de ladite loi est amendée en y ajoutant Id., s. 9, l'alinéa suivant : amendée.

“ Les règlements devront aussi, pour avoir force et effet être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. ” Approbation des règlements.

NOTE.—Voir la loi 3 Ed. VII, c. 17, s. 3.

Id., s. 10,
remplacée.

4. La section 10 de ladite loi est remplacée par la suivante :

Principal,
etc., conti-
nués en
fonction.

“ **10.** Le principal, le directeur et les professeurs actuels de l'école polytechnique, savoir : Urgel-Eugène Archambault, principal ; Emile Balette, directeur et professeur ; Charles-Albert Pfister, Joseph Haynes, Joseph-Emile Vanier, Frédéric André, Saluste Duval, Alexandre Bonnin, professeurs, continueront d'exercer leurs fonctions de principal, de directeur et de professeur, aussi longtemps qu'ils n'auront pas été révoqués suivant les dispositions de la présente loi ou que leur démission n'aura pas été régulièrement acceptée.”

Id., s. 11, §1,
remplacé.

5. Le premier alinéa de la section 11 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Nomination
du principal,
etc.

“ **11.** La nomination du principal, du directeur et des professeurs de l'école sera faite par ladite corporation, à la majorité absolue de ses membres, suivant les règlements qui pourront être adoptés à cet égard ”.

Id., s. 12,
amendée.

6. La section 12 de ladite loi est amendée en en retranchant tous les mots après les mots : “ Université Laval ”, dans la cinquième ligne.

Id., s. 13,
amendée.

7. La section 13 de ladite loi est amendée en remplaçant le mot : “ cinq ”, dans la deuxième ligne, par le mot : “ quatre ”.

Id., s. 15,
remplacée.

8. La section 15 de ladite loi est remplacée par les sections suivantes :

Commission
administrative.

“ **15.** L'exécution des règlements qui seront adoptés par la corporation, conformément à la présente loi, sera confiée à une commission administrative composée de trois membres, savoir :

Composition
de la com-
mission.

1. Le principal de l'école polytechnique ;
2. Le directeur des études de ladite école ;
3. L'un des membres du comité catholique du conseil de l'instruction publique, désigné par ledit comité.

Devoir de
rendre
compte.

La commission administrative rendra compte à la corporation et au lieutenant-gouverneur en conseil, tous les ans ou plus souvent, si elle en est requise.

Conseil de
perfectionne-
ment.

“ **15a.** Il pourra être établi un conseil de perfectionnement, lequel sera composé des professeurs de l'école polytechnique et de trois élèves diplômés de ladite école choisis par la corporation.

Devoirs du
conseil.

Ce conseil aura pour mission de donner son avis sur les modifications qu'il serait désirable d'apporter au programme

des études et sur tous les autres sujets sur lesquels la direction de l'école polytechnique jugera à propos de le consulter.

Ce conseil sera présidé par le principal ou le directeur de l'école polytechnique ”. Président du conseil.

9. Toutes les nominations de directeurs et de professeurs devront être approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil. Approbation des nominations.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

3 EDOUARD VII, CHAPITRE 17

Loi concernant l'école polytechnique

[Sanctionnée le 25 avril, 1903]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section 1 de la loi 57 Victoria, chapitre 23, telle qu'amendée par la loi 58 Victoria, chapitre 26, section 1, est de nouveau amendée en y ajoutant le paragraphe suivant : 57 V., c. 23, s. 1, amendée.

“ 5. De deux représentants de l'université Laval à Montréal : un administrateur et un gouverneur, élus par leurs collègues respectifs. ” Représentants de l'université Laval.

2. La section 2 de la loi 57 Victoria, chapitre 23, telle qu'amendée par la loi 58 Victoria, chapitre 26, section 2, est de nouveau amendée en insérant après le mot “ Montréal ”, dans la quatrième ligne, les mots : “ ainsi que les deux représentants de l'université Laval à Montréal. ” Id., s. 2, amendée.

3. La section 9 de la loi 57 Victoria, chapitre 23, telle qu'amendée par la loi 58 Victoria, chapitre 26, section 3, est de nouveau amendée en retranchant, dans les treizième et quatorzième lignes, les mots : “ et par le conseil universitaire de ladite université. ” Id., s. 9, amendée.

4. La section 17 de la loi 57 Victoria, chapitre 23, est amendée : Id., s. 17, amendée.

(a) En remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots : “ dix mille ” par les mots : “ treize mille ” ;

(b) En y ajoutant les mots suivants : “ pourvu que de cette allocation au moins quatre mille piastres soient affectées annuellement au paiement de la dette de la corporation, et la balance à l’administration et au fonctionnement de l’école.”

NOTE.— Cette section a été amendée par les lois 7 Ed. VII, c. 28, s. 1 ; 8 Ed. VII, c. 31, s. 1 ; et 9 Ed. VII, c. 35, s. 1.

Sec. aj. à id., s. 21. **5.** La section suivante est ajoutée après la section 21 de la loi 57 Victoria, chapitre 23 :

Pouvoir d'emprunter et d'émettre des obligations.

“ **21a.** La corporation de l’école polytechnique est autorisée à contracter un ou des emprunts, par l’émission de bons ou obligations, ou autrement, n’excédant pas en tout cent mille piastres pour une période d’années de pas plus de cinquante ans et à un taux d’intérêt ne dépassant pas quatre pour cent.

Mode de remboursement.

Ce ou ces emprunts seront remboursables au moyen d’un fonds d’amortissement, ou par annuités échéant annuellement ou semi-annuellement, ainsi qu’il sera déterminé entre les parties, comprenant l’intérêt et la fraction du capital qui doit être annuellement ou semi-annuellement payée pour éteindre la dette dans la période fixée.

Placement du fonds d’amortissement.

Le fonds d’amortissement doit être placé conformément à l’article 9810 du Code civil, et est sujet aux dispositions de l’article 4636 des Statuts refondus.

Emploi du produit des emprunts.

Le produit des emprunts doit être employé exclusivement à la construction et à l’ameublement de l’édifice de l’école.”

NOTE.— Cette section a été amendée par les lois 7 Ed. VII, c. 28, s. 2 ; 8 Ed. VII, c. 31, s. 2 ; et 9 Ed. VII, c. 35, s. 2.

Entrée en vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7 EDOUARD VII, CHAPITRE 28

Loi concernant l'école polytechnique

[Sanctionnée le 28 février, 1907]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section 17 de la loi 57 Victoria, chapitre 23, telle 57 v., c. 23, qu'amendée par la loi 3 Edouard VII, chapitre 17, section 4, est de nouveau amendée en remplaçant le mot : "treize" ^{s. 17, amen-} ^{dée.} dans la quatrième ligne, par le mot : "seize".

NOTE.—*Cette section a été amendée par les lois 8 Ed. VII, c. 31, s. 1 ; et 9 Ed. VII, c. 35, s. 1.*

2. La section 21a de ladite loi, telle qu'éditée par la loi ^{Id., s. 21a,} 3 Edouard VII, chapitre 17, section 5, est amendée : ^{amendée.}

a. En ajoutant dans la quatrième ligne du premier alinéa, après le mot : "cent" le mot : "soixante";

b. En remplaçant, dans la sixième ligne du même alinéa, les mots : "quatre pour cent", par les mots : "celui du marché";

c. En y ajoutant le paragraphe suivant :

"Pour garantir tout emprunt remboursable par annuités ou ^{Garantie des} autrement, il sera permis à l'école de céder, pour autant ^{emprunts.} d'années qu'il sera nécessaire, toute telle portion de son allocation annuelle accordée en vertu de la section 17 ; et le prêteur ne sera pas tenu de surveiller l'emploi de tel emprunt."

NOTE.—*Cette section a été amendée par les lois 8 Ed. VII, c. 31, s. 2 ; et 9 Ed. VII, c. 35, s. 2.*

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanc- ^{Entrée en} tion. ^{vigueur.}

8 EDOUARD VII, CHAPITRE 31

Loi concernant l'école polytechnique

[Sanctionnée le 25 avril, 1908]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

57 V., c. 23,
s. 17, amen-
dée.

1. La section 17 de la loi 57 Victoria, chapitre 23, telle qu'amendée par la loi 3 Edouard VII, chapitre 17, section 4, et la loi 7 Edouard VII, chapitre 28, section 1, est de nouveau amendée en en remplaçant le mot : " seize ", dans la quatrième ligne, par le mot : " dix-huit ".

NOTE.—*Cette section a été amendée par la loi 9 Ed. VII, c. 35, s. 1.*

Id., s. 21a,
amendée.

2. La section 21a de ladite loi, telle qu'éditée par la loi 3 Edouard VII, chapitre 17, section 5, et la loi 7 Edouard VII, chapitre 28, section 2, est amendée de nouveau en en remplaçant, dans la quatrième ligne du premier alinéa, les mots : " cent soixante " par les mots : " deux cent vingt ".

NOTE.—*Cette section a été amendée par la loi 9 Ed. VII, c. 35, s. 2.*

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9 EDOUARD VII, CHAPITRE 35

Loi concernant l'école polytechnique

[Sanctionnée le 29 mai, 1909]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

57 V., c. 23,
s. 17, amen-
dée.

1. La section 17 de la loi 57 Victoria, chapitre 23, telle qu'amendée par les lois 3 Edouard VII, chapitre 17, section 4, 7 Edouard VII, chapitre 28, section 1, et 8 Edouard VII, chapitre 31, section 1, est de nouveau amendée en en remplaçant les mots : " dix-huit ", dans la quatrième ligne, par le mot : " vingt ".

2. La section 21a de la loi 57 Victoria, chapitre 23, telle Id., s. 21a, qu'éditée par la loi 3 Edouard VII, chapitre 17, section 5, amendée. et amendée par les lois 7 Edouard VII, chapitre 28, section 2, et 8 Edouard VII, chapitre 31, section 2, est de nouveau amendée en en remplaçant, dans la quatrième ligne du premier alinéa, les mots : " deux cent vingt " par les mots : deux cent cinquante ".

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanc- Entrée en
tion. vigueur.

7 EDOUARD VII, CHAPITRE 23

Loi constituant en corporation l'Ecole des hautes études
commerciales de Montréal

[Sanctionnée le 14 mars, 1907]

ATTENDU que la création d'une école des hautes études Préambule.
commerciales destinée à couronner par un enseigne-
ment élevé les études faites dans des établissements spéciaux,
et à donner aux jeunes gens qui sortent des écoles élémentai-
res, des écoles commerciales et des collèges les connaissances
nécessaires à la direction des affaires de la banque, du haut
commerce et de l'industrie, serait d'un grand secours au
commerce en général de cette province ;

Attendu qu'il est opportun, pour ces fins, de former une
corporation apte à diriger cette école et à profiter de tous les
avantages qui peuvent lui être assurés et garantis, tant par
le gouvernement de cette province que par la Chambre de
commerce du district de Montréal et par d'autres corpora-
tions et des particuliers ;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement
du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec,
décrète ce qui suit :

1. Il est constitué dans la cité de Montréal, une école des Corporation
hautes études commerciales sous le nom de " l'Ecole des constituée.
hautes études commerciales de Montréal ", et la corporation Sa composi-
tion.
se compose :

a. Du principal, qui de droit en est membre ;

b. De cinq personnes choisies parmi les membres de la
Chambre de commerce du district de Montréal et nommées
pour quatre ans par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Ces cinq personnes ne sont pas retribuées. A l'expiration Durée de la
de leur mandat, elles peuvent être nommées de nouveau par charge des
le lieutenant-gouverneur en conseil. délégués.

Emprunts au
moyen d'ob-
ligations.

2. Afin d'assurer la construction d'un édifice convenable pour l'école des hautes études commerciales, et de lui procurer des bibliothèques, des laboratoires, des musées et l'aménagement nécessaire en général, la corporation est autorisée à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout \$300,000.00, au moyen d'obligations payables en la manière, aux temps, aux endroits et aux taux d'intérêt qu'elle déterminera et garanties, tant en ce qui regarde le capital que l'intérêt, par le gouvernement de la province.

NOTE.—*Cette section a été amendée par la loi 8 Ed. VII, c. 30, s. 1.*

Garantie des
emprunts par
le lt.-gouv.
en conseil.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à garantir le paiement du capital et de l'intérêt du ou des emprunts mentionnés dans l'article précédent aux conditions qu'il jugera convenables.

Allocation
annuelle.

4. Dans le but d'aider l'école créée par la présente loi et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, d'allouer à ladite école une somme annuelle de \$20,000.00 à prendre à même le fonds consolidé du revenu de la province.

NOTE.—*Cette section a été amendée par la loi 8 Ed. VII, c. 30, s. 2.*

Souscription
de la Cham-
bre de com-
merce du
district de
Montréal.

5. Aussi dans le but de venir en aide à l'école des hautes études commerciales, la Chambre de commerce du district de Montréal devra payer à la corporation créée par cette loi une somme de \$5,000.00 par année pendant quarante ans, et à l'expiration de cette période, si ladite Chambre de commerce a régulièrement payé chaque année le montant ci-dessus, cette corporation devra lui remettre la propriété de l'édifice construit en vertu de l'article 2 et des bibliothèques, musées ou effets généralement quelconques qui meubleront ledit édifice, pourvu qu'elle démontre, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qu'elle est en état de continuer seule, d'une façon efficace, à poursuivre l'objet pour lequel l'école des hautes études commerciales est constituée.

Usage du
droit de
propriétaire.

Cependant la Chambre de commerce du district de Montréal ne pourra user de ce droit de propriétaire que pour continuer et développer davantage le haut enseignement commercial donné par l'école fondée par la présente loi.

NOTE.—*Cette section a été amendée par la loi 8 Ed. VII, c. 30, s. 3.*

Emploi des
sommes sous-
crites.

6. Les sommes souscrites et payées par le gouvernement de la province de Québec, et par la Chambre de commerce du district de Montréal, seront d'abord employées à faire le ser-

vice des intérêts, et de l'amortissement de l'emprunt, et le reste sera appliqué aux besoins de l'école en général, sur décision des membres de la corporation.

7. Les membres de la corporation choisissent annuellement parmi eux un président et un secrétaire-trésorier. Choix du président et du sec.-trés.

En cas de vacance le président et le secrétaire-trésorier sont remplacés, mais leurs successeurs ne sont élus que jusqu'à l'expiration du terme de l'officier qu'ils remplacent respectivement. Remplacement des officiers.

Le président peut voter sur toute question, et, en cas de partage égal des voix, il a de plus voix prépondérante. Voix prépondérante du président.

8. Le principal de l'école des hautes études commerciales est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation de la corporation. Nomination du principal.

9. La corporation a le droit d'acquérir et de posséder, par don, par legs ou par achat, des biens mobiliers et immobiliers, et de faire, à l'égard de ces biens, tous les actes d'un propriétaire. Pouvoir d'acquérir, etc.

10. La corporation a aussi le pouvoir d'ester en justice, d'emprunter, de signer, endosser, accepter et négocier des billets, lettres de change et autres effets de commerce, et y être partie à un titre quelconque, et possède, en outre, tous les droits et pouvoirs qui appartiennent en général aux corporations en autant que la présente loi n'y déroge pas. Pouvoirs généraux.

11. Tous les biens à acquérir et tous les revenus qui en proviennent, seront la propriété exclusive de la corporation et devront être employés uniquement aux fins de la corporation. Emploi des revenus de la corporation.

12. Le revenu net des propriétés immobilières de la corporation, possédées pour des fins de revenu, ne doit pas dépasser cent mille piastres par année. Maximum du revenu des biens immobiliers.

13. La corporation de l'école des hautes études commerciales a le pouvoir de faire des règlements : Pouvoir de faire des règlements pour certaines fins.

1. Pour définir les devoirs et les fonctions du principal, des professeurs et des employés et pour fixer leurs traitements ;

2. Pour la régie de l'école, la conduite des élèves et la rétribution scolaire payable par eux ;

3. Pour établir un programme d'études conforme à l'esprit de cette loi ;

4. Pour fixer le nombre d'années d'études ;

5. Pour déterminer les conditions d'admission ;

6. Pour fixer la date et le mode des examens d'admission ;
 7. Pour la bonne administration des affaires de la corporation en général et le bon fonctionnement de l'école.
- Entrée en vigueur des règlements. Ces règlements toutefois n'entrent en vigueur qu'après avoir été sanctionnés par le lieutenant-gouverneur en conseil.
- Nomination des professeurs. **14.** La nomination des professeurs est faite par le secrétaire de la province sur la recommandation des membres de la corporation, exprimée par la majorité absolue des membres de la corporation à une assemblée convoquée à cet effet.
- Destitution du principal et des professeurs. **15.** Le principal et les professeurs de l'école peuvent être destitués pour cause par le secrétaire de la province, sur avis exprimé par le vote des deux tiers de tous les membres de la corporation.
- Quorum. **16.** Le quorum des membres de la corporation est de trois membres.
- Commission administrative. **17.** L'exécution des règlements adoptés par la corporation est confiée à une commission administrative composée du principal et de deux des membres de la corporation nommés par leurs collègues.
- Rapport de son administration. La commission administrative rend compte de son administration à la corporation et au lieutenant-gouverneur en conseil tous les ans ou plus souvent si elle en est requise.
- Conseil de perfectionnement. **18.** Un conseil de perfectionnement, présidé par le principal et composé de tous les membres du personnel enseignant, s'occupe des mesures à prendre dans l'intérêt des études et fait à ce sujet des propositions à la commission.
- Succursales. **19.** La corporation a le droit, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, de fonder des succursales dans les limites de la province, et de faire tous règlements qu'elle peut juger convenables pour la bonne administration de ces succursales.
- Expropriation. **20.** La corporation a le droit d'exproprier tous terrains et bâtiments dont l'expropriation peut être jugée nécessaire pour les fins de la présente loi.
- Diplômes délivrés aux élèves. **21.** La corporation délivre aux élèves des diplômes suivant le cours spécial suivi par chacun d'eux.
 Il est fait mention, dans le diplôme, que l'élève a subi ses examens pendant les cours d'une manière satisfaisante, ou avec distinction, ou avec grande distinction, ou avec la plus grande distinction, selon les règlements d'ordre intérieur de l'école.

Ce diplôme est signé par le principal de l'école et contre-^{Qui signe}
signé par le secrétaire de la province.^{les diplômes.}

22. Un jury, composé de sept membres nommés sur la ^{Nomination}
recommandation de la corporation par le secrétaire de la pro-^{d'un jury.}
vince, assisté par le principal et par deux professeurs de
l'école, désignés par le principal, est chargé d'examiner les
élèves qui, ayant terminé leurs études, veulent obtenir un
diplôme de capacité.

23. Les noms des élèves diplômés sont publiés dans la ^{Publication}
Gazette officielle de Québec, avec mention de la note méritée ^{des noms des}
par chacun d'eux. ^{élèves}
^{diplômés.}

24. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanc-^{Entrée en}
tion. ^{vigueur.}

8 EDOUARD VII, CHAPITRE 30

Loi amendant la loi constituant en corporation l'École des
hautes études commerciales de Montréal

[Sanctionnée le 25 avril, 1908]

A MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil
législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète
ce qui suit :

1. La section 2 de la loi 7 Edouard VII, chapitre 23, est ^{7 Ed. VII, c.}
amendée en en remplaçant les chiffres : “ \$300,000.00 ”, ^{23, s. 2,}
dans les cinquième et sixième lignes, par les chiffres : “ \$500,- ^{amendée}
000.00 ”.

2. La section 4 de ladite loi, est amendée en en rempla-^{Id., s. 4,}
çant les chiffres : “ \$20,000.00 ”, dans la quatrième ligne, ^{amendée}
par les chiffres “ \$30,000.00 ”.

3. La section 5 de ladite loi est amendée :

a. En en remplaçant le mot : “ devra ”, dans la troisième ^{Id., s. 5,}
ligne, par le mot : “ pourra ” ; ^{amendée.}

b. En en remplaçant les chiffres : “ \$5,000.00 ”, dans la
quatrième ligne, par les chiffres : “ \$7,500.00 ” ;

c. En en remplaçant le mot : “ à ”, dans la cinquième ligne,
par les mots : “ dans les cinq ans à compter de ”.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanc-^{Entrée en}
tion. ^{vigueur.}

7 EDOUARD VII, CHAPITRE 26

Loi concernant l'école normale McGill, ratifiant et confirmant un contrat entre Sa Majesté le Roi, au nom de la province de Québec, et l'Institution Royale pour l'avancement des sciences, et à d'autres fins

[Sanctionnée le 14 mars, 1907]

Préambule.

ATTENDU que, par acte sous seing privé fait dans les cités de Québec et de Montréal, les vingt-cinquième et vingt-sixième jours de février 1907, et annexé comme cédula à la présente loi, un contrat a été passé entre Sa Majesté le Roi, au nom de la province de Québec, d'une part, et l'Institution Royale pour l'avancement des sciences, corps politique et corporation, ayant son bureau principal et sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, d'autre part, par lequel il fut entre autres choses stipulé que l'école normale McGill, qui existe depuis plusieurs années dans la cité de Montréal, sur la propriété appartenant à la couronne au nom de la province, cesserait d'être en opération, et qu'à la place de cette dernière il serait établi et mis en opération, conformément aux règlements du comité protestant du conseil de l'instruction publique, mais aux frais de ladite Institution Royale pour l'avancement des sciences qui, aux termes dudit contrat, s'est engagée à la diriger, une école pour la formation des instituteurs des écoles sous le contrôle dudit comité protestant, le tout aux termes et conditions mentionnés audit contrat ;

Attendu que depuis plusieurs années, ladite école normale McGill a reçu annuellement pour son maintien et son entretien, a même les deniers publics de la province, affectés par un vote de la Législature aux fins de l'éducation, la somme de \$16,866.67, laquelle somme cessera d'être payée à ladite école normale, si ledit contrat est mis à exécution ;

Attendu que ladite Institution Royale pour l'avancement des sciences, à qui il a été fait récemment, pour les fins susdites, des dons de très grande valeur, se trouve, en état de maintenir efficacement une école pour la formation des instituteurs comme susdit ;

Attendu que ledit changement a été approuvé par le comité protestant du conseil de l'instruction publique ;

Et attendu qu'il est à propos et dans l'intérêt public, et plus particulièrement dans l'intérêt de l'éducation des protestants en cette province, que ledit contrat soit ratifié et confirmé, et qu'il soit donné effet à ses dispositions ;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le contrat des vingt-cinquième et vingt-sixième jours de février 1907, mentionné dans la cédule ci-dessous annexée, est ratifié et confirmé. Ratification
d'un certain
contrat.

2. Tant que ledit contrat continuera d'être en vigueur, et tant que l'Institution Royale pour l'avancement des sciences remplira fidèlement les obligations qu'elle a contractées par ledit contrat, il sera affecté, chaque année, à même les deniers publics de la province, pour les fins de l'éducation protestante en cette province, et en sus de tous deniers qui auraient été ainsi affectés, à des fins autres que le soutien et l'entretien de l'école normale McGill, si cette dernière avait continué d'être en opération comme jusqu'ici, une somme de \$16,866.67 dont \$13,866.67 seront prises sur le crédit des écoles normales, et \$3,000.00 sur les subventions aux écoles élémentaires, en vertu de la loi 60 Victoria, chapitre 3, et en vertu de l'ordre en conseil passé à cet effet. \$16,866 67 -
affectées à
l'éducation
protestante.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

CEDULE

Le présent contrat fait en duplicata entre SA MAJESTÉ LE ROI, au nom de la province de Québec, ci-après appelée le gouvernement, et agissant aux présentes et représentée par l'honorable William Alexander Weir, ministre des travaux publics et du travail, de la province de Québec,

D'une part ;

ET

THE ROYAL INSTITUTION FOR THE ADVANCEMENT OF LEARNING, corporation et corps politique ayant son bureau principal et sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, dans ladite province, ci-après appelée " les fidéicommissaires ", et agissant aux présentes par Edward Black Greenshields, dûment autorisé à cette fin par une résolution adoptée à une assemblée de ladite corporation, tenue le quinziesme jour de février 1907,

D'autre part ;

Atteste que :

Attendu que, pendant plusieurs années, une école appelée l'école normale McGill a existé et a été maintenue dans la cité de Montréal, sur une propriété appartenant au gouvernement, pour préparer des instituteurs à l'enseignement dans

les écoles sous le contrôle du comité protestant du conseil de l'instruction publique, ci-après appelé le "comité protestant";

Et attendu que pendant la même période de temps, l'université McGill, dont la propriété appartient aux fidéicommissaires, a pris part à la direction et à l'administration de la dite école, le tout d'après les règlements du comité protestant;

Et attendu que, pendant plusieurs années le gouvernement a payé annuellement à ladite école, pour la soutenir, à même les sommes d'argent votées à cette fin par la Législature de Québec, la somme de seize mille huit cent soixante-six piastres et soixante-sept centins;

Et attendu que Sir William C. Macdonald, de la cité de Montréal, chevalier, a érigé, fondé et doté, à Sainte-Anne de Bellevue, dans le district de Montréal, un collège sous le nom de collège Macdonald, lequel dit collège a été dûment et régulièrement constitué comme collège de l'université McGill;

Et attendu que, par acte fait devant Herbert M. Marler, notaire, en la cité de Montréal, le 18ième jour de juillet 1906, ledit Sir William C. Macdonald a, pour les fins dudit collège, donné aux fidéicommissaires, qui là et alors l'ont dûment accepté, un terrain de valeur et une bâtisse décrits dans le dit acte et situés à Sainte-Anne de Bellevue, dans le district de Montréal, laquelle propriété convient au maintien d'une école ayant pour but la préparation des instituteurs, et a été ainsi acquise par les fidéicommissaires dans le but (entre autres choses) d'y établir et maintenir une telle école;

Et attendu que les fidéicommissaires aimeraient et par les présentes s'obligent, sujet aux termes et conditions ci-après mentionnés, à établir et maintenir à leurs propres frais, sur ladite propriété, à Sainte-Anne de Bellevue, une école pour la préparation (d'après les règlements du comité protestant) d'instituteurs pour les écoles sous le contrôle du comité protestant, ladite école devant remplacer l'école normale McGill;

Et attendu que le gouvernement est d'opinion que ladite propriété de Sainte-Anne de Bellevue convient à l'établissement de l'école en question, et que les fidéicommissaires sont en état de maintenir efficacement cette école;

Et attendu que la question du maintien de ladite école par les fidéicommissaires, comme susdit, a été soumise au et approuvé par le comité protestant;

Et attendu que, si ce contrat est exécuté, ladite somme annuelle de \$16,866.67 ne sera plus payée à ou pour l'école normale McGill;

Et attendu que le gouvernement est d'opinion que l'établissement et le maintien, comme susdit, de ladite école à Sainte-Anne de Bellevue, à la place de ladite école normale McGill, à Montréal, sera dans l'intérêt du public et, plus par-

ticulièrement dans l'intérêt de l'éducation protestante dans la province ;

Il est en conséquence convenu de ce qui suit :

Les fidéicommissaires s'engagent :

1. A établir et maintenir à leurs frais, sur ladite propriété de Sainte-Anne de Bellevue, des salles de classe, laboratoires, bibliothèques, salles de réunion, bureaux et autres salles, munis d'un matériel complet et en tous points convenables pour les fins d'une école ayant pour but la formation des instituteurs, conformément aux besoins actuels de la province ;

2. A y tenir en activité, à leurs propres frais, une école pour la préparation d'instituteurs pour les écoles sous le contrôle du comité protestant, l'instruction et l'enseignement pédagogique qu'on y donnera devant équivaloir en tous points au programme actuel et aux besoins de la province, et être adaptés aux règlements faits de temps à autre par le comité protestant ; cet enseignement pédagogique devant comprendre des cours efficaces sur l'histoire naturelle, l'économie domestique et l'enseignement des travaux manuels ;

3. A établir et maintenir sur ladite propriété, sans qu'il en coûte à la province de Québec, une résidence convenable pour les élèves du sexe féminin de ladite école, et une résidence convenable pour ses élèves du sexe masculin ;

4. A donner l'enseignement gratuit aux élèves qui s'engageront, à leur satisfaction, à enseigner dans la province de Québec, et à fournir aux élèves résidants la pension et le logement à des conditions aussi peu onéreuses qu'on peut le faire sans perte.

La nomination des professeurs dans ladite école sera faite par les fidéicommissaires qui auront aussi le pouvoir de les démettre, et l'instruction et l'enseignement pédagogique dans ladite école se feront, sujet en tout temps aux règlements du comité protestant, sous la direction d'un comité qui sera appelé le comité de la formation des instituteurs, et qui se composera du principal de l'université McGill, alors en fonction, qui sera le président *ex officio* ; de deux personnes nommées par le comité protestant ; du secrétaire anglais du conseil de l'instruction publique ; du professeur de pédagogie, alors en fonction, de l'université McGill ; du principal alors en fonction du collège Macdonald ; du directeur alors en fonction du département des professeurs de pédagogie du collège Macdonald ; et d'une personne nommée par la corporation de l'université McGill ; les personnes nommées respectivement par la corporation de l'université McGill et par le comité protestant resteront en fonction pendant un terme de trois ans et seront rééligibles.

Les obligations assumées aux présentes par les fidéicommissaires l'ont été pour que le gouvernement puisse, chaque année, affecter, à même les deniers publics de la province,

pour les fins de l'éducation protestante dans la province, et en sus de tous deniers qui auraient été ainsi affectés à des fins autres que le soutien et l'entretien de l'école normale McGill, si cette dernière avait continué d'être en opération comme jusqu'à présent, la somme de \$16,866.67 ; et, dans le cas où le gouvernement déciderait, en aucun temps, de ne pas affecter ladite somme comme susdit, les obligations des fidéicommissaires en vertu des présentes cesseront *ipso facto* et seront résolues.

Le gouvernement, en considération de ce qui précède, consent, par les présentes, à ce que ladite école normale McGill ne soit plus tenue sur ladite propriété, à Montréal, et, qu'aussi longtemps que le présent contrat restera en vigueur, et que lesdits fidéicommissaires rempliront fidèlement leursdites obligations, l'école devant être établie et maintenue à Sainte-Anne de Bellevue, comme susdit, prenne la place de l'école normale McGill et lui soit substituée ;

Entre autres fins auxquelles ladite somme de \$16,866.67 peut être affectée, se trouve le paiement,—à ceux des professeurs actuels, s'il y en a, de l'école normale McGill, qui pourraient n'être pas nommés professeurs de ladite école à Sainte-Anne de Bellevue,—de telle allocation qui sera convenue entre eux et le comité protestant et approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Il est de plus stipulé que ce contrat sera également subordonné à la condition d'être ratifié et confirmé par une loi de la Législature de Québec, qui devra être passée à sa présente session.

EN FOI DE QUOI E. B. Greenshields, l'un des gouverneurs de l'Institution Royale pour l'avancement des sciences, à ce dûment autorisé, a signé les présentes en duplicata, en la cité de Montréal, le vingt-cinquième jour de février 1907, devant le témoin soussigné, et l'honorable William Alexander Weir, agissant en la qualité susdite, les a aussi signées en duplicata, en la cité de Québec, le vingt-sixième jour de février A. D. 1907, en présence du témoin sous soussigné.

(Signé)

W. A. WEIR.

“

THE ROYAL INSTITUTION FOR
THE ADVANCEMENT OF
LEARNING,

“

E. B. GREENSHIELDS,
Gouverneur.

Témoin pour attester la signature de William Alexander Weir

(Signé) W. J. WRIGHT

Témoin pour attester la signature de Edward Black Greenshields

(Signé) W. VAUGHAN

7 EDOUARD VII, CHAPITRE 27

Loi accordant une allocation pour aider à la fondation et au maintien d'une chaire d'arpentage dans la cité de Québec

[Sanctionnée le 14 mars, 1907]

ATTENDU qu'il est opportun d'accorder une certaine Préambule.
somme pour aider à la fondation et au maintien d'une chaire d'arpentage dans la cité de Québec, dans le but de faciliter l'étude des sciences naturelles et mathématiques dont la connaissance est nécessaire à ceux qui se destinent à la carrière des arpenteurs-géomètres ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil Aide pour la
d'accorder au syndicat financier de l'université Laval, à fondation
Québec, annuellement, une somme de \$5,000.00 pour aider d'une chaire
à la fondation et au maintien d'une chaire d'arpentage dans d'arpentage.
la cité de Québec.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanc- Entrée en
tion. vigueur.

7 EDOUARD VII, CHAPITRE 24

Loi constituant en corporation l'École technique de Québec

[Sanctionnée le 14 mars, 1907]

ATTENDU qu'il est désirable, pour les besoins du com- Préambule.
merce et de l'industrie de cette province, de préparer, par des études théoriques et techniques, les jeunes gens qui se destinent aux carrières industrielles, et de développer chez eux, par une instruction adéquate et capable de les former d'une manière pratique, une connaissance suffisante des professions manuelles et de l'industrie en général ;

Attendu que la fondation d'une école technique à Québec, dans le but ci-dessus, formerait des industriels et des ouvriers ayant des connaissances théoriques suffisantes et rompus à la pratique de l'atelier ;

Attendu qu'il importe de créer une corporation pour assurer à cette école tous les avantages qui peuvent lui être garantis tant par le gouvernement de cette province que par la cité de Québec et des particuliers ;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Corporation constituée.	1. Il est constitué en corporation, dans la cité de Québec, une école industrielle technique sous le nom de "l'Ecole technique de Québec."
Composition de la corporation.	La corporation se compose : <ol style="list-style-type: none"> D'un délégué nommé par la Chambre de commerce de Québec ; De deux délégués nommés par le conseil de la cité de Québec ; De quatre délégués nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil ; Du principal nommé en vertu de l'article 10.
Durée de la charge des délégués.	2. Ces délégués sont nommés pour trois ans par leurs mandants respectifs. Ils ne sont pas rétribués.
Quand les délégués doivent être nommés.	3. 1. Les institutions mentionnées dans la section 1 doivent nommer leurs délégués dans les six mois de l'entrée en vigueur de cette loi.
Nomination par le secrétaire de la prov. dans certains cas.	2. A défaut par l'une de ces institutions de nommer son ou ses délégués dans le délai plus haut fixé, ou à défaut, par la suite, de remplir une vacance parmi les membres de la corporation dans le mois qui suit cette vacance, le secrétaire de la province d'office pourra faire les nominations nécessaires.
Extension des délais.	3. Les délais mentionnés dans cet article peuvent cependant être prolongés par le lieutenant-gouverneur en conseil.
Choix du président et du secrétaire-trésorier.	4. 1. Les membres de la corporation choisissent annuellement parmi eux un président et un secrétaire-trésorier. Ces officiers restent en fonctions durant une année, ou jusqu'à l'expiration de leur mandat s'ils cessent d'être membres de la corporation avant qu'une année se soit écoulée depuis leur élection. Le président a, sur toute question, en cas d'égalité de voix, un vote prépondérant.
Vote prépondérant.	
Remplacement des officiers.	En cas de vacance, le président et le secrétaire-trésorier sont remplacés, mais leurs successeurs ne sont élus que pour l'expiration du terme de l'officier qu'ils remplacent respectivement.
Signatures du président et du secrétaire-trésorier.	2. Les signatures du président et du secrétaire-trésorier suffisent pour toutes les affaires légales de la corporation.
Emprunts au moyen d'obligations.	5. Afin d'assurer la construction d'un édifice convenable pour l'école technique, à Québec, et afin de lui permettre de se procurer des bibliothèques, des laboratoires, des ateliers

et l'aménagement nécessaire en général, la corporation de l'école technique est autorisée à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout \$100,000.00 au moyen d'obligations payables en la manière, aux temps, aux endroits et aux taux d'intérêt qu'elle déterminera et garanties, tant en ce qui regarde le capital que l'intérêt, par le gouvernement de la province.

NOTE.—*Cette section a été amendée par la loi 9 Ed. VII, c. 36, s. 1.*

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil, est autorisé à garantir le paiement du capital et de l'intérêt du ou des emprunts n'excédant pas en tout \$100,000.00 mentionnés dans l'article précédent, aux conditions qu'il trouvera convenables. Garantie des emprunts par le lt.-gouv. en conseil.

NOTE.—*Cette section a été amendée par la loi 9 Ed. VII, c. 36, s. 2.*

7. Dans le but d'aider l'école créée par la présente loi et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'allouer à ladite école une somme annuelle de \$10,000.00. Allocation annuelle.

8. Aussi, dans le but de venir en aide à cette école, la cité de Québec, est autorisée à souscrire, et à emprunter pour cette fin si c'est nécessaire, et elle s'engage à payer une somme annuelle de \$5,000.00. Souscription annuelle de la cité de Québec.

NOTE.—*Voir la loi 9 Ed. VII, c. 80, s. 9.*

9. Les sommes souscrites et payées par le gouvernement de la province et par la cité de Québec, seront d'abord employées à faire le service des intérêts et de l'amortissement du ou des emprunts, et le reste sera appliqué aux besoins de l'école en général. Emploi des sommes souscrites.

10. Le principal de l'école est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation de la corporation. Il est de droit membre de la corporation et est spécialement chargé, sous le contrôle de la commission administrative et de la corporation, de la direction des études, du maintien de l'ordre et de la discipline, et, en général, de tout ce qui touche à l'administration intérieure de l'école. Nomination du principal. Ses devoirs.

11. La corporation a le droit d'acquérir par don, par legs ou par achat, des biens mobiliers et immobiliers, et de faire, à l'égard de ses biens, tous les actes d'un propriétaire. Pouvoir d'acquérir, etc.

12. La corporation a aussi le pouvoir d'ester en justice, d'emprunter, signer, endosser, accepter et négocier des billets, Pouvoirs généraux.

lettres de change et autres effets de commerce, et y être partie à un titre quelconque, et possède, en outre, tous les droits et pouvoirs qui appartiennent en général aux corporations en autant que la présente loi n'y déroge pas.

Emploi des
revenus de
la corpora-
tion.

13. Tous les biens à acquérir, et tous les revenus qui en proviendront seront la propriété exclusive de la corporation et devront être employés uniquement aux fins de ladite corporation.

Maximum du
revenu des
biens immo-
biliers.

14. Le revenu net des propriétés immobilières de la corporation, possédées pour des fins de revenu, ne devra pas dépasser vingt-cinq mille piastres par année.

Pouvoir de
faire des
règlements
pour certai-
nes fins.

15. La corporation de l'école technique a le pouvoir de faire des règlements :

1. Pour définir les devoirs et les fonctions des professeurs et des employés, et pour fixer leurs traitements ;

2. Pour la régie de l'école, la conduite des élèves et la rétribution scolaire payable par eux ;

3. Pour établir un programme d'étude conforme à l'esprit de cette loi ;

4. Pour fixer le nombre d'années d'études ;

5. Pour déterminer les conditions d'admission et d'examen ;

6. Pour la bonne administration des affaires de la corporation en général et le bon fonctionnement de l'école.

Entrée en
vigueur
des règle-
ments.

Ces règlements, toutefois, n'entrent en vigueur qu'après avoir été sanctionnés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Nomination
des profes-
seurs.

16. La nomination des professeurs est faite par le secrétaire de la province sur l'avis des membres de la corporation exprimé par la majorité des voix des membres présents à une assemblée convoquée à cet effet.

Destitution
des profes-
seurs.

17. Les professeurs de l'école peuvent être destitués pour cause par le secrétaire de la province sur avis exprimé par le vote des deux tiers de tous les membres de la corporation.

Quorum.

18. Le quorum des assemblées de la corporation est de quatre membres.

Commission
administra-
tive.

19. L'exécution des règlements adoptés par la corporation est confiée à une commission administrative composée du principal et de deux membres nommés par la corporation.

Rapport de
son adminis-
tration.

La commission administrative rend compte de son administration à la corporation et au lieutenant-gouverneur en conseil tous les ans ou plus souvent si elle en est requise.

20. Un conseil de perfectionnement présidé par le principal et composé de tous les membres du personnel enseignant s'occupe des mesures à prendre dans l'intérêt des études, et fait à ce sujet des propositions à la commission administrative. Il se réunit au moins trois fois par an.

21. La corporation a le droit de fonder des succursales dans les limites de la province et de faire tous règlements qu'elle peut juger convenables pour la bonne administration de ces succursales.

22. La corporation a le droit d'exproprier tous terrains et bâtiments dont l'expropriation peut être jugée nécessaire pour les fins de la présente loi.

23. La corporation délivre aux élèves des diplômes suivant le cours spécial suivi par chacun d'eux.

Il est fait mention, dans le diplôme, que l'élève a subi ses examens pendant les cours d'une manière satisfaisante, ou avec distinction, ou avec grande distinction, ou avec la plus grande distinction, selon les règlements d'ordre intérieur de l'école.

Ce diplôme est signé par le principal de l'école et contresigné par le secrétaire de la province.

24. Un jury, composé de sept membres nommés sur la recommandation de la corporation par le secrétaire de la province, assisté par le principal et par deux professeurs de l'école désignés par le principal, est chargé d'examiner les élèves qui, ayant terminé leurs études, veulent obtenir un diplôme de capacité.

25. Les noms des élèves diplômés sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, avec mention de la note méritée par chacun d'eux.

26. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9 EDOUARD VII, CHAPITRE 36

Loi amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Québec

[Sanctionnée le 29 mai, 1909]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit ;

7 Ed. VII,
c. 24, s. 5,
amendée.

1. La section 5 de la loi 7 Edouard VII, chapitre 24, est amendée en en remplaçant les chiffres : “ \$100,000.00 ”, dans la sixième ligne, par les chiffres : “ \$300,000.00.”

Id., s. 6,
amendée.

2. La section 6 de ladite loi est amendée en en remplaçant les chiffres : “ \$100,000.00 ”, dans la troisième ligne, par les chiffres : “ \$300,000.00.”

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7 EDOUARD VII, CHAPITRE 25

Loi constituant en corporation l'École technique de Montréal

[Sanctionnée le 14 mars, 1907]

Préambule

ATTENDU qu'il est désirable, pour les besoins du commerce et de l'industrie de cette province, de préparer, par des études théoriques et techniques, les jeunes gens qui se destinent aux carrières industrielles, et de développer chez eux, par une instruction adéquate et capable de les former d'une manière pratique, une connaissance suffisante des professions manuelles et de l'industrie en général ;

Attendu que la fondation d'une école technique à Montréal dans le but ci-dessus, formerait des industriels et des ouvriers ayant des connaissances théoriques suffisantes et rompus à la pratique de l'atelier ;

Attendu qu'il importe de créer une corporation pour assurer à cette école tous les avantages qui peuvent lui être garantis tant par le gouvernement de cette province que par la cité de Montréal et des particuliers ;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Il est constitué en corporation, dans la cité de Montréal, Corporation une école industrielle technique sous le nom de "l'Ecole technique de Montréal."

La corporation se compose :

- a. D'un délégué nommé par le *Montreal Board of Trade* ;
- b. D'un délégué nommé par la Chambre de commerce du district de Montréal ;
- c. De deux délégués nommés par le conseil de la cité de Montréal ;
- d. De quatre délégués nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil ;
- e. Du principal nommé en vertu de l'article 10.

2. Ces délégués sont nommés pour trois ans par leurs mandants respectifs. Ils ne sont pas rétribués.

3. 1. Les institutions mentionnées dans la section 1 doivent nommer leurs délégués dans les six mois de l'entrée en vigueur de cette loi.

2. A défaut par l'une de ces institutions de nommer son ou ses délégués dans le délai plus haut fixé, ou à défaut, par la suite, de remplir une vacance parmi les membres de la corporation dans le mois qui suit cette vacance, le secrétaire de la province d'office pourra faire les nominations nécessaires.

3. Les délais mentionnés dans cet article peuvent cependant être prolongés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. 1. Les membres de la corporation choisissent annuellement parmi eux un président et un secrétaire-trésorier. Ces officiers restent en fonction durant une année ou jusqu'à l'expiration de leur mandat s'ils cessent d'être membres de la corporation avant qu'une année se soit écoulée depuis leur élection. Le président a, sur toute question, en cas d'égalité de voix, un vote prépondérant.

En cas de vacance, le président et le secrétaire-trésorier sont remplacés, mais leurs successeurs ne sont élus que pour l'expiration du terme de l'officier qu'ils remplacent respectivement.

2. Les signatures du président et du secrétaire-trésorier suffisent pour toutes les affaires légales de la corporation.

5. Afin d'assurer la construction d'un édifice convenable pour l'école technique à Montréal, et afin de lui permettre de se procurer des bibliothèques, des laboratoires, des ateliers et l'aménagement nécessaire en général, la corporation de l'école technique est autorisée à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout \$200,000.00 au moyen d'obligations payables en la manière, aux temps, aux endroits et aux taux

d'intérêt qu'elle déterminera, et garanties, tant en ce qui regarde le capital que l'intérêt, par le gouvernement de la province.

NOTE.—*Cette section a été amendée par la loi 9 Ed. VII, c. 37, s. 1.*

Garantie des
emprunts par
le lt-gouv.
en conseil.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à garantir le paiement du capital et de l'intérêt du ou des emprunts n'excédant pas en tout \$200,000.00 mentionnés dans l'article précédent, aux conditions qu'il trouvera convenables.

NOTE.—*Cette section a été amendée par la loi 9 Ed. VII, c. 37, s. 2.*

Allocation
annuelle.

7. Dans le but d'aider l'école créée par la présente loi et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'allouer à ladite école une somme annuelle de \$10,000.00.

NOTE.—*Cette section a été amendée par la loi 9 Ed. VII, c. 37, s. 3.*

Souscription
annuelle de
la cité de
Montréal.

8. Aussi, dans le but de venir en aide à cette école, la cité de Montréal est autorisée à souscrire, et à emprunter pour cette fin si c'est nécessaire, et elle s'engage à payer, une somme annuelle de \$15,000.00.

Emploi des
sommes sous-
crites.

9. Les sommes souscrites et payées par le gouvernement de la province et par la cité de Montréal, seront d'abord employées à faire le service des intérêts et de l'amortissement du ou des emprunts, et le reste sera appliqué aux besoins de l'école en général.

Nomination
du principal.

10. Le principal de l'école est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation de la corporation. Il est de droit membre de la corporation et est spécialement chargé, sous le contrôle de la commission administrative et de la corporation, de la direction des études, du maintien de l'ordre et de la discipline, et, en général, de tout ce qui touche à l'administration intérieure de l'école.

Pouvoir d'ac-
quérir, etc.

11. La corporation a le droit d'acquérir par don, par legs ou par achat, des biens mobiliers et immobiliers, et de faire à l'égard de ses biens, tous les actes d'un propriétaire.

Pouvoirs
généraux.

12. La corporation a aussi le pouvoir d'ester en justice, emprunter, signer, endosser, accepter et négocier des billets, lettres de change et autres effets de commerce, et y être partie à un titre quelconque, et possède en outre tous les droits et pouvoirs qui appartiennent en général aux corporations en autant que la présente loi n'y déroge pas.

Emploi du
revenu de la
corporation.

13. Tous les biens à acquérir, et tous les revenus qui en proviendront seront la propriété exclusive de la corporation

et devront être employés uniquement aux fins de ladite corporation.

14. Le revenu net des propriétés immobilières de la corporation, possédées pour des fins de revenu, ne devra pas dépasser vingt-cinq mille piastres par année.

Maximum du revenu des biens immobiliers.

15. La corporation de l'école technique a le pouvoir de faire des règlements :

Pouvoir de faire des règlements pour certaines fins.

1. Pour définir les devoirs et les fonctions des professeurs et des employés, et pour fixer leurs traitements ;

2. Pour la régie de l'école, la conduite des élèves et la rétribution scolaire payable par eux ;

3. Pour établir un programme d'études conforme à l'esprit de cette loi ;

4. Pour fixer le nombre d'années d'études ;

5. Pour déterminer les conditions d'admission et d'examen ;

6. Pour la bonne administration des affaires de la corporation en général et le bon fonctionnement de l'école.

Ces règlements, toutefois, n'entrent en vigueur qu'après avoir été sanctionnés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur des règlements.

16. La nomination des professeurs est faite par le secrétaire de la province sur l'avis des membres de la corporation exprimé par la majorité des voix des membres présents à une assemblée convoquée à cet effet.

Nomination des professeurs.

17. Les professeurs de l'école peuvent être destitués pour cause par le secrétaire de la province sur avis exprimé par le vote des deux tiers de tous les membres de la corporation.

Destitution des professeurs.

18. Le quorum des assemblées de la corporation est de cinq membres.

Quorum.

19. L'exécution des règlements adoptés par la corporation est confiée à une commission administrative composée du principal et de deux membres nommés par la corporation.

Commission administrative.

La commission administrative rend compte de son administration à la corporation et au lieutenant-gouverneur en conseil tous les ans ou plus souvent si elle en est requise.

Rapport de son administration.

20. Un conseil de perfectionnement présidé par le principal et composé de tous les membres du personnel enseignant s'occupe des mesures à prendre dans l'intérêt des études, et fait à ce sujet des propositions à la commission administrative. Il se réunit au moins trois fois par an.

Conseil de perfectionnement.

21. La corporation a le droit de fonder des succursales dans les limites de la province et de faire tous règlements qu'elle peut juger convenables pour la bonne administration de ces succursales.

Succursales.

- Expropriation.** **22.** La corporation a le droit d'exproprier tous terrains et bâtiments dont l'expropriation peut être jugée nécessaire pour les fins de la présente loi.
- Diplômes délivrés aux élèves.** **23.** La corporation délivre aux élèves des diplômes suivant le cours spécial suivi par chacun d'eux.
Il est fait mention, dans le diplôme, que l'élève a subi ses examens pendant les cours d'une manière satisfaisante, ou avec distinction, ou avec grande distinction, ou avec la plus grande distinction, selon les règlements d'ordre intérieur de l'école.
Qui signent ces diplômes. Ce diplôme est signé par le principal de l'école et contre-signé par le secrétaire de la province.
- Nomination d'un jury.** **24.** Un jury, composé de sept membres nommés sur la recommandation de la corporation par le secrétaire de la province, assisté par le principal et par deux professeurs de l'école, désignés par le principal, est chargé d'examiner les élèves qui, ayant terminé leurs études, veulent obtenir un diplôme de capacité.
- Publication des noms des élèves diplômés.** **25.** Les noms des élèves diplômés sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, avec mention de la note méritée par chacun d'eux.
- Entrée en vigueur.** **26.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9 EDOUARD VII, CHAPITRE 37

Loi amendant la loi constituant en corporation l'Ecole technique de Montréal

[Sanctionnée le 29 mai, 1909]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

- 7 Ed. VII, c. 25, s. 5, amendée.** **1.** La section 5 de la loi 7 Edouard VII, chapitre 25, est amendée en en remplaçant les chiffres : “ \$200,000.00 ”, dans la sixième ligne, par les chiffres : “ \$700,000.00 ”.
- Id., s. 6, amendée.** **2.** La section 6 de ladite loi est amendée en en remplaçant les chiffres : “ \$200,000.00 ”, dans la troisième ligne, par les chiffres : “ \$700,000.00 ”.
- Id., s. 7, amendée.** **3.** La section 7, de la dite loi est amendée en en remplaçant les chiffres : “ \$10,000.00 ”, dans la quatrième ligne, par les chiffres : “ \$20,000.00 ”.
- Entrée en vigueur.** **4.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.